

N. 37

SEANCE DE L'APRES-MIDI

—  
PRESIDENCE  
DE  
**M. NOTHOMB,**  
PRESIDENT  
—

Le procès verbal de la dernière séance est déposé sur le Bureau.

La séance est ouverte à 14 h 31.

**EXCUSES — BERICHTEN VAN VERHINDERING**

Raisons de santé : MM. Steverlynck, Vankeirsbilck.  
Gezondheidsredenen : de heren Steverlynck, Vankeirsbilck.

**COMMISSIONS PERMANENTES — VASTE COMMISSIES**

*Modification proposée par le groupe P.R.L.*

*(Application de l'article 11.6 du Rgt.)*

*Wijziging voorgesteld door de P.R.L.-fractie*

*(Toepassing van het artikel 11.6 van het Rgt.)*

**M. le Président.** — Voici une modification proposée par le groupe P.R.L. :

Ziehier een wijziging voorgesteld door de P.R.L.-fractie :

*Commission de l'Infrastructure*  
*Commissie voor de Infrastructuur*

Membres effectifs :

Vaste leden :

Remplacer M. Pivin par M. Knoops.

De heer Pivin vervangen door de heer Knoops.

**SENAAT — SENAT**

*Aangenomen wetsontwerp*

*en beslissing tot verzending naar de commissie*

*Projet de loi adopté*

*et décision de renvoi en commission*

**De heer Voorzitter.** — Bij brief van 27 juli 1988 zendt de Senaat over, zoals hij het in vergadering van die datum heeft aangenomen :

Par message du 27 juillet 1988, le Sénat transmet, tel qu'il l'a adopté en séance de cette date :

— het wetsontwerp houdende wijziging van de gemeentewet, de gemeentekieswet, de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de provinciewet, het Kies-

Ann. parl. Chambre — Session extraordinaire 1988  
Parlem. Hand. Kamer — Buitengewone zitting 1988

NAMIDDAGVERGADERING

—  
VOORZITTERSCHAP  
VAN  
**DE HEER NOTHOMB,**  
VOORZITTER  
—

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

De vergadering wordt om 14 u 31. geopend.

wetboek, de wet tot regeling van provincieraadsverkiezingen en de wet tot regeling van de gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen, nr. 529/1.

— le projet de loi portant modification de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des centres publics d'aide sociale, de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux, n° 529/1.

— *Verzonden naar de Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt.*

— *Renvoi à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.*

*Projets de loi amendés et décision de renvoi en commission*  
*Geamendeerde wetsontwerpen en beslissing tot verzending naar de commissie*

**M. le Président.** — Par messages du 27 juillet 1988, le Sénat transmet, tels qu'il les a amendés en séance de cette date :

Bij brieven van 27 juli 1988 zendt de Senaat over, zoals hij ze in vergadering van die datum heeft geamendeerd :

— le projet de loi relatif au régime successoral des exploitations agricoles en vue d'en promouvoir la continuité, n° 530/1 ;

— het wetsontwerp op de erfregeling inzake landbouwbedrijven met het oog op het bevorderen van de continuïteit, nr. 530/1 ;

— le projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme et la limitation des fermages, n° 531/1 ;

— het wetsontwerp tot wijziging van de wetgeving betreffende de pacht en de beperking van de pachtprizen, nr. 531/1.

— *Renvoi à la Commission de l'Agriculture et des Classes moyennes.*

— *Verzonden naar de Commissie voor de Landbouw en de Middenstand.*

*Aangenomen wetsontwerpen — Projets de loi adoptés*

**De heer Voorzitter.** — Bij brieven van 27 juli 1988 meldt de Senaat dat hij in vergadering van die datum heeft aangenomen :

Par message du 27 juillet 1988, le Sénat fait connaître qu'il a adopté en séance de cette date :

— het wetsontwerp tot wijziging van de gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932 ;

— le projet de loi modifiant la loi électorale communale coordonnée le 4 août 1932 ;

— het wetsontwerp tot toevoeging van grondgebied van de gemeente Stabroek aan het grondgebied van de stad Antwerpen en tot ruiling van grondgebied tussen de gemeente Stabroek en de stad Antwerpen.

— le projet de loi réglant le rattachement d'une partie du territoire de la commune de Stabroek au territoire de la ville d'Anvers ainsi que l'échange de portions de territoire entre la commune de Stabroek et la ville d'Anvers.

— *Ter kennisgeving.*

— *Pour information.*

#### QUESTIONS ORALES — MONDELINGE VRAGEN

**Question de M. P. Hazette au Premier Ministre sur les résultats de l'enquête menée par le Ministre de l'Intérieur sur les conditions d'établissement du procès-verbal de la réunion du Collège échevinal de Huy du 9 mai 1988**

**et de M. A. Léonard au Premier Ministre sur le résultat de l'enquête annoncée par le Premier Ministre en ce qui concerne le Bourgmestre de Huy pour les faits qui lui ont été reprochés en séance plénière du 14 juillet 1988.**

**Vraag van de heer Hazette aan de Eerste Minister over het onderzoek naar de omstandigheden waarin de notulen van het Schepencollege van Hoi van 9 mei 1988 tot stand zijn gekomen.**

**Vraag van de heer Léonard aan de Eerste Minister over de uitslag van het door de Eerste Minister aangekondigd onderzoek betreffende de burgemeester van Hoi voor de feiten die haar werden verweten tijdens de openbare vergadering van 14 juli 1988.**

**M. le Président.** — La parole est à M. Hazette pour développer sa question.

**M. Hazette (à la tribune).** — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, chers collègues, j'ai deux questions à vous poser, Monsieur le Premier Ministre. Le 14 juillet à cette même tribune, et de concert avec M. Léonard, je vous ai interpellé à propos des faux en écriture publique patents en ce qui concerne la gestion de la ville de Huy.

Il s'agissait-là de faits du 14 et du 31 mars. Vous nous avez répondu que vous donniez à votre Ministre de l'Intérieur, mission de mener une enquête sur ces faits.

Et voici, ma première question : la presse nous apprend que le Gouverneur de la Province de Liège a été reçu par M. Tobback hier. Je voudrais donc vous demander quel est le résultat de l'enquête menée par le Ministre de l'Intérieur.

Deuxième question : pourriez-vous, Monsieur le Premier Ministre, ignorer plus longtemps que le 9 mai, Madame Lizin, Secrétaire d'Etat depuis quelques heures à peine, a couvert de son autorité, un faux en écriture publique à propos du procès-verbal de la réunion du 9 mai.

Voici les faits. Ils nous sont décrits par une lettre adressée par

le Premier Echevin M. Joachim au Gouverneur de la Province de Liège, lettre datée du 17 mai. (M. Hazette montre le document). A 20 h 20, départ du premier échevin. A 20 h 30, le quatrième échevin quitte la séance et est suivi à 20 h 35 par le Bourgmestre elle-même.

A 20 h 30, le quorum n'est donc plus atteint et, si l'on en juge par le procès-verbal établi, on est à ce moment-là tout au plus au point 10 de l'ordre du jour du Collège de la ville de Huy. Il reste donc 87 points à l'ordre du jour à traiter. Ces points sont traités sans quorum.

Le procès-verbal établi à cette occasion mentionne bien la sortie de M. Joachim. On la retrouve en page 3 du procès-verbal que voici. (Montrant le document).

Le départ à 20 h 30 de M. Godelet n'est pas mentionné et le départ à 20 h 35 du Bourgmestre n'est pas non plus mentionné.

L'illégalité des délibérations des points 11 à 97 est masquée par un faux en écriture publique. En effet, le procès-verbal établi à cette occasion porte présents à cette séance M. Godelet et le Bourgmestre dont on sait qu'ils sont absents pour l'examen des points 11 à 97.

Monsieur le Premier Ministre, ma question est donc très précise : pouvez-vous supporter qu'un membre de votre Gouvernement commette des faux en écriture publique pour se permettre d'éviter par ce moyen les inconvénients d'une gestion de sa ville de Huy désastreuse au plan relationnel ?

**M. le Président.** — La parole est à M. Léonard sur le même sujet.

**M. Léonard (à la tribune).** — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, mes chers collègues, le 14 juillet, de concert avec mon collègue Pierre Hazette, nous vous avons interpellé sur les faits extrêmement graves qui étaient reprochés à Mme Lizin. A cette occasion, vous nous aviez promis de faire mener une enquête et de nous en communiquer les résultats.

Je présume que, deux semaines après cette promesse, l'enquête a abouti et que vous êtes en mesure de nous en communiquer les résultats ainsi que les dispositions qui devraient être prises consécutivement aux faits reprochés, s'ils sont établis.

Il est évident, Monsieur le Premier Ministre, que notre patience a des limites. Nous espérons obtenir les éclaircissements qui ont été demandés.

Quoique social-chrétien comme vous, je serais peiné si vous me répondiez simplement, en conclusion, que toute faute avouée est à moitié pardonnée, ou bien qu'à tout péché miséricorde. Je sais qu'en latin la maxime *errare humanum est* est célèbre, mais on oublie un peu trop souvent qu'elle se poursuit généralement par *perseverare diabolicum*. Par conséquent, je préférerais vous entendre tenir le langage viril suivant lequel tous les citoyens sont égaux devant la loi, que l'exemple doit venir d'en haut et que, *in fine*, quel que soit le citoyen incriminé, *dura lex, sed lex*.

**M. le Président.** — La parole est au Premier Ministre.

**M. Martens, Premier Ministre.** — Monsieur le Président, chers collègues, depuis l'interpellation du 14 juillet, j'ai, tout d'abord, reçu un document émanant du Bourgmestre de la ville de Huy par lequel elle délègue, à partir du 11 juillet, les fonctions de Bourgmestre à l'échevin en deuxième rang.

Depuis l'interpellation j'ai eu deux entretiens avec le Ministre de l'Intérieur et le Gouverneur de la Province de Liège. Le dernier entretien a eu lieu hier matin. M. le Gouverneur m'a communiqué deux dossiers, un sur la séance du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 mars 1988 et un autre sur la séance du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31 mars 1988 ainsi que des informations sur la séance du Collège du 9 mai 1988.

Le Gouverneur a pris des arrêtés de suspension sur une série de décisions du 14 mars et sur toute la séance du Collège du 31 mars.

Il est de mon devoir maintenant d'interroger Mme Lizin sur les éléments de ce dossier.

**M. Knoops.** — Cela ne va pas vite !

**M. le Président.** — La parole est à M. Hazette.

**M. Hazette.** — J'observe, Monsieur le Premier Ministre, que pour ce qui concerne la délibération du 9 mai, et malgré les informations qui vous sont apportées, vous restez étrangement muet. Les faits sont pourtant imputables à un membre de votre Gouvernement. Je me permets de regretter vivement que vous couvriez de votre autorité ces faits particulièrement répréhensibles et qui, dans la Région, sont maintenant soulignés avec une acuité et une amertume particulières.

**M. Martens, Premier Ministre.** — Je vous signale tout d'abord que la procédure est la même pour les faits qui ont eu lieu avant une nomination comme Membre du Gouvernement.

Pour les faits concernant un membre du Gouvernement, qu'ils soient antérieurs ou postérieurs à sa nomination, la procédure est la même.

Je n'ai pas d'arrêté de suspension sur le Collège du 9 mai 1988. Je vous signale que je vais interroger Mme Lizin sur les éléments que j'ai reçus du Gouverneur de la province.

**M. Hazette.** — Donc, nous pouvons espérer une réponse dans les délais rapprochés.

**M. Martens, Premier Ministre.** — Oui.

**M. le Président.** — L'incident est clos.  
Het incident is gesloten.

**Question de M. Kubla au Premier Ministre sur „le refus du Premier Ministre de recevoir une délégation du groupe „Retour à Liège” pour discuter du projet relatif aux communes à statut spécial, le Premier Ministre n'acceptant de recevoir le Collège des Bourgmestre et Echevins qu'à la condition que ce dernier s'exprime en néerlandais”.**

**Vraag van de heer Kubla aan de Eerste Minister in verband met diens weigering om een afvaardiging van de groep „Retour à Liège” te ontvangen ten einde het ontwerp betreffende de gemeenten met bijzonder statuut te bespreken, omdat hij het College van burgemeester en schepenen alleen wil ontvangen als dat College zich in het Nederlands uitdrukt.**

**M. le Président.** — La parole est à M. Kubla pour poser sa question.

**M. Kubla (à la tribune).** — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, chers collègues, voici quelques jours, une délégation du groupe „Retour à Liège” vous a demandé, Monsieur le Premier Ministre, une entrevue pour faire connaître ses positions à propos du projet de loi en discussion à l'époque au Sénat. Quoi de plus naturel que cette demande ? Elle émane d'un groupe qui est démocratiquement élu dans la commune de Fourons où il obtient une majorité réelle au sein de la population. Ses membres composent le Collège échevinal et il est naturel qu'ils s'adressent au Premier Ministre et lui demandent un entretien. Vous accordez d'ailleurs régulièrement des entrevues, des

audiences, à ceux qui en sollicitent auprès de vous sans qu'ils soient pour autant spécifiquement des autorités administratives ou des groupes structurés.

A ma grande surprise vous avez refusé cet entretien et vous avez fait savoir, par ministre interposé, que vous ne receviez que le Collège ou le Conseil — puisque la presse varie à ce propos — et qu'en tout état de cause la conversation devrait se tenir en néerlandais.

Première remarque : apparemment cela ne posait pas de problème pour vous de recevoir une délégation puisque en l'occurrence vous auriez reçu le Collège ou le Conseil. Vous avez donc évité l'excuse facile d'un agenda surchargé mais vous avez voulu, par le fait même, donner une signification politique à votre réponse.

Ceci m'amène dès lors à vous poser une double question.

Bien sûr, je vous concède volontiers votre liberté de recevoir qui vous entendez. Mais n'est-il pas paradoxal que vous vous limitiez à simplement vouloir recevoir une délégation du Collège et pas un groupe qui vient vous demander, au nom de la population, un entretien ? Pourquoi et sur quelle base imposez-vous à cette délégation que l'entretien se fasse en néerlandais exclusivement ? Vous êtes, Monsieur le Premier Ministre, considéré comme un asexué linguistique puisque dans la composition du Gouvernement, qui doit être paritaire, vous n'êtes pas repris en compte. Donc je ne vois pas quelle est la base juridique ou autre qui permettrait d'imposer qu'une conversation de ce type se tienne en néerlandais. Il ne s'agit pas, dans l'esprit du Conseil d'Etat, que vous avez souvent suivi mais que pour l'instant vous semblez négliger quelque peu, d'un acte administratif qui a valu à certains mandataires communaux des sanctions pour manque de connaissance apparente de la langue. Donc je ne vois pas la raison et j'aimerais que vous me l'expliquiez.

Deuxièmement, n'est-il pas un peu paradoxal qu'un Vice-Premier Ministre de votre Gouvernement ne soit pas tenu d'adopter la même attitude et que lui puisse parfaitement recevoir cette délégation sans qu'on ne parle plus de la langue dans laquelle le débat doit avoir lieu ni de la composition de la délégation ?

Je crois, Monsieur le Premier Ministre, que durant les dernières années je n'ai jamais témoigné d'une obsession linguistique permanente, mais en cette affaire je regrette votre choix.

La délégation du „Retour à Liège” qui est venue vous trouver ne se compose pas de pestiférés mais de personnes démocratiquement élues d'une commune belge. Par conséquent, je ne pense pas que ce soit par de telles attitudes que vous atteindrez à la pacification que vous prétendez pourtant par vos textes.

**M. le Président.** — La parole est à M. le Premier Ministre.

**M. Martens, Premier Ministre (à la tribune).** — Monsieur le Président, mes chers collègues, l'information que vous donnez, Monsieur Kubla, est tout à fait erronée. Elle ne provient pas de vous. Vous l'avez lue dans les journaux.

Nous avons décidé deux choses au sein du Gouvernement. Premièrement, que le Premier Ministre recevrait une délégation des bourgmestres ou des collèges des bourgmestre et échevins. Dans ce cas-ci, la demande émanait d'un groupe politique appelé „Retour à Liège”. Il a été convenu que M. Moureaux recevrait ce groupe.

La seconde demande émanait de conseillers néerlandophones de la périphérie de Bruxelles. Pour ce second groupe, il a été convenu que M. Dehaene le recevrait. Il n'a jamais été question que je refuserais de recevoir un collège échevinal. Quand j'en reçois un, je le fais dans la langue officielle de la Région. Voilà les faits tels qu'ils se sont passés. Tout le reste est faux.

**M. le Président.** — L'incident est clos.  
Het incident is gesloten.

**Question de M. Walry au Ministre des Affaires sociales sur „les étudiants jobistes : dispense de paiement de cotisation à la Sécurité sociale”.**

**Vraag van de heer Walry aan de Minister van Sociale Zaken over „de jobstudenten : vrijstelling van de betaling van de bijdrage voor de sociale zekerheid”.**

**M. le Président.** — La parole est à M. Walry pour poser sa question.

**M. Walry (à la tribune).** — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, la crise a durement frappé dans la plupart des secteurs de notre économie et également dans toutes les couches de notre population.

Le milieu étudiant a particulièrement été touché. En ce qui concerne la loi, elle n'est pas trop mal faite, mais elle me semble néanmoins incomplète. Les étudiants peuvent effectivement, sans devoir payer de cotisations à la Sécurité sociale, travailler pendant les mois de juillet, août et septembre.

La deuxième condition pour échapper à cette cotisation de la sécurité sociale est qu'ils ne peuvent travailler que pendant un mois et la troisième condition est assez explicite également, ils ne peuvent avoir travaillé lors de périodes, en dehors des vacances scolaires, que je viens de citer.

Dès lors, il me semble que c'est quand même pénaliser les étudiants jobistes qui doivent absolument disposer de revenus afin de poursuivre leurs études. Ne croyez-vous pas, Monsieur le Ministre, qu'il serait peut-être temps de penser à eux et de faire quelque chose en leur faveur ?

**M. le Président.** — La parole est au Ministre des Affaires sociales.

**M. Busquin, Ministre des Affaires sociales (à la tribune).** — Monsieur le Président, chers collègues, la question que pose M. Walry a été examinée par le Gouvernement.

Depuis la suppression, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1987, de la dispense d'assujettissement à la sécurité sociale pour les travailleurs ne travaillant pas plus de deux heures par jour dans leur emploi, les étudiants se trouvant dans cette situation ne pouvaient plus travailler un mois plein pendant les vacances d'été sans donner lieu au paiement des cotisations alors que ceux qui n'avaient pas travaillé du tout pendant l'année le pouvaient.

J'ai mis fin à cette discrimination qui lésait en définitive les étudiants les plus modestes.

**M. le Président.** — La parole est à M. Walry.

**M. Walry.** — Je vous remercie, Monsieur le Ministre. L'initiative que vous avez prise me paraît très heureuse. Elle va effectivement dans le bon sens puisque les étudiants de familles modestes pourront être exemptés du paiement de cotisation de la sécurité sociale.

**M. le Président.** — L'incident est clos.  
Het incident is gesloten.

**Vraag van de heer Annemans aan de Minister van Justitie en Middenstand over „besprekingen van de Minister met zijn Nederlandse collega betreffende de reclame voor abortuspraktijken bij Belgische artsen”.**

**Question de M. Annemans au Ministre de la Justice et des Classes moyennes sur „les entretiens du Ministre avec son collègue néerlandais concernant la publicité pour des pratiques d'avortement”.**

**De heer Voorzitter.** — De heer Annemans heeft het woord voor het stellen van de vraag.

**De heer Annemans (op de tribune).** — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Minister, geachte collega's, volgens de regeringsverklaring dient de sereniteit van het abortusdebat te worden bewaard. Iedereen weet wat daarmee wordt bedoeld. De vervolgingen in verband met abortus zijn opgeschort. Ik neem aan dat die maatregel niet eenzijdig is en dat de sereniteit ook geldt voor personen die zich kanten tegen de abortuspraktijken.

Recent stelde ik de vraag over een zeer specifiek geval waarbij de geneesheren in dit land op systematische wijze worden benaderd door een P.S.E., een zogenaamde polikliniek voor zwangerschapsonderbreking in Amsterdam. Deze zendt uitgebreide folders naar onze geneesheren met vermelding van de praktijken die zij uitoefenen, met plannetjes, telefoonnummers en gedetailleerde inlichtingen, dus eigenlijk publiciteit voor datgene waarmee zij bezig zijn. Zij doen aan de geneesheren zelfs een prijsopferte en vragen naar hen door te verwijzen. Zij voegen eraan toe dat zij ook na de dertiende week abortussen mogen plegen en dat de Minister in Nederland hen de toelating daartoe heeft gegeven.

Mijnheer de Minister, toen ik die vraag stelde heeft u mij verwezen naar het antwoord dat de Minister van Sociale Zaken enkele tijd geleden heeft verstrekt op een vraag van de heer Valkeniers. Daaruit bleek dat de Minister niet ongenegen is met zijn Nederlandse collega daarover te praten. Het ging niet meer over de algemene publiciteit voor abortuspraktijken in Nederland.

Is het niet specifiek de taak van de Minister van Justitie zijn collega in Nederland te contacteren om hem ervan op de hoogte te brengen dat abortus in België een strafbaar feit is en in ieder geval te trachten hem ervan te overtuigen minstens diegenen die actief en systematisch publiciteit voeren ervan op de hoogte te brengen dat zij zich schuldig maken aan een strafbaar feit ? Ik meen dat eerder de Minister van Justitie in deze materie bevoegd is dan de Minister van Sociale Zaken.

**De heer Voorzitter.** — De Minister van Justitie heeft het woord.

**De heer Wathélet, Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand (op de tribune).** — Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, de vraag van de heer Annemans die vanmorgen in mijn bezit kwam, handelde over de contacten die ik met mijn collega van Justitie in Nederland zou hebben gehad. Dergelijke contacten zijn er echter niet geweest. Ik was niet op de hoogte van de feiten die de heer Annemans beschrijft. Ik weet niet of het in België als een misdrijf wordt aanzien wanneer deze publiciteit naar ons land wordt gestuurd. Ik moet de volledige beschrijving van de feiten kennen en dat valt in elk geval onder de verantwoordelijkheid van de gerechtelijke overheden.

Verder meen ik dat het opportuun zou zijn daarover met mijn Nederlandse collega contact op te nemen, wat ik dan ook zal doen.

**De heer Voorzitter.** — Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.

**Vraag van de heer Pillaert aan de Minister van Financiën**

over „de gebrekkige en archaïsche werking van de verschillende diensten van het Ministerie van Financiën”.

**Question de M. Pillaert au Ministre des Finances sur „le fonctionnement défaillant et archaïque des divers services du Ministère des Finances”.**

**De heer Voorzitter.** — De heer Pillaert heeft het woord voor het stellen van zijn vraag.

**De heer Pillaert (op de tribune).** — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Minister, het personeelstekort bij de administratie van Financiën neemt op dit ogenblik dramatische vormen aan, voornamelijk bij de administratie van de directe belastingen. Het effectief zou normaal ongeveer 16.000 eenheden moeten bedragen, terwijl dit op 1 januari 1988 11.700 was.

Bovendien is de infrastructuur bij deze diensten zeer slecht. Er wordt zelfs gezegd dat indien men zijn eigen rekenmachientje niet meeneemt, men alles met de hand moet uit rekenen. Over de moderne hulpmiddelen die in deze moderne tijd voorhanden zijn, kunnen zij zeker niet beschikken.

Dat heeft allemaal tot gevolg dat miljarden belastingen niet worden gevestigd bij gebrek aan personeel, dat tientallen, zelfs meer dan honderd miljard belastingen, niet kunnen worden geïnd.

Er is ook nog een tweede luik, namelijk dat men bij de administratie van de directe belastingen nogal veel stagiairs of tijdelijke werknemers heeft ingeschakeld. Dat houdt in dat de effectieven die er reeds waren, heel wat tijd dienden te besteden aan de opleiding van die mensen. Wanneer zij bijna waren opgeleid, werden ze afgedankt en door nieuwe vervangen. Bijgevolg is dus het inschakelen van deze tijdelijke personeelsleden bij de administratie van de directe belastingen in vele gevallen eerder een rem op de werking dan een hulp.

Mijnheer de Minister, wat denkt u te ondernemen zowel voor het verbeteren van de structuur als voor het op peil brengen van de effectieven, zodanig dat deze mensen goed kunnen werken en de belastingen op tijd en stond kunnen worden geïnd?

**M. le Président.** — La parole est à M. le Ministre des Finances.

**M. Maystadt, Ministre des Finances.** — Monsieur le Président, Messieurs, la question avait été formulée en termes extrêmement généraux sur le fonctionnement archaïque du Ministère des Finances. Nous aurons l'occasion d'en discuter d'une manière plus approfondie lorsque nous aborderons l'examen du budget du département.

Je puis vous dire que le constat qui a été dressé est largement partagé. Il existe en effet à certains endroits un manque de personnel et spécialement de personnel qualifié. Par conséquent nous devons examiner cette question dans le cadre plus général de la politique de la fonction publique du Gouvernement. Lorsque celui-ci sera amené à prendre position sur sa politique de recrutement pour l'année 1989, il est clair que la situation du département des finances devra être prise en compte et qu'on devra veiller à autoriser un nombre suffisant de recrutements statutaires. En effet, il me paraît préférable, pour les raisons qui ont été indiquées, de recruter du personnel statutaire plutôt que de recourir à du personnel sous statut précaire, ce qui présente en effet un certain nombre d'inconvénients pour le bon fonctionnement de l'administration.

Vous avez aussi évoqué le problème de l'infrastructure logisti-

que du département. Là aussi se manifeste un besoin de modernisation. J'ai déjà obtenu à ce sujet de mon collègue le Ministre du Budget l'autorisation d'accélérer le programme d'informatisation initialement prévu pour cinq ans mais qui sera réalisé en trois ans. C'est un pas important vers la modernisation du département.

**M. le Président.** — L'incident est clos.  
Het incident is gesloten.

**Vraag van de heer Geysels aan de Staatssecretaris voor Europese Zaken en Landbouw over „de goedkeuring van de uitvoering van de E.E.G.-verordening 797/85 betreffende de verbetering van de doeltreffendheid van de landbouwstructuur”.**

**Question de M. Geysels au Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture sur „l'approbation de la mise en œuvre du règlement de la C.E.E. 797/85 relatif à l'amélioration de la structure agricole”.**

**De heer Geysels (op de tribune).** — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Staatssecretaris, geachte collega's, recent verschenen in de pers een aantal berichten in verband met de mogelijke uitvoering in België van de E.E.G.-verordening nummer 797/85. Het gaat hier om een aantal maatregelen ter bestrijding van de landbouwoverschotten.

In één van die maatregelen wordt aan landbouwers die hun terreinen laten braak liggen, premies gegeven.

Daarover werd in de persberichten uitvoerig bericht, maar over de andere maatregelen vervat in die E.G.-verordening hebben wij niet veel vernomen. Daarin wordt — weze het facultatief — een premie voorzien ter ondersteuning van zwakke ecologische gebieden. Titel V van de Verordening, en voor de herbebossing Titel VI.

Welke is de motivering waarom de twee andere aspecten minder aan bod zijn gekomen? Is het waar, zoals een krant schreef, dat u de premies niet ziet als een instrument voor herbebossing en/of ruimtelijke ordening? Is het waar dat België geen gebruik maakt van de extra premie die de E.G. facultatief als steun voorziet? Zo ja, is België dan het enige land binnen de E.E.G.? Welke motivering wordt daarvoor aangehaald, vermits in Vlaanderen het bebossingspercentage slechts 8 procent is en we een netto-import van hout kennen.

**De heer Voorzitter.** — De heer Staatssecretaris voor Europese Zaken en Landbouw heeft het woord.

**De heer De Keersmaeker, Staatssecretaris voor Europese Zaken en Landbouw (op de tribune).** — Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, ik moet mijn antwoord aan het geachte lid op zijn vraag in verband met de zogenaamde braaklegging beperken tot de elementen die ik vandaag in mijn bezit heb en die zich bovendien situeren in het kader van een beslissing die de Regering deze morgen heeft genomen.

U weet dat er premies zullen betaald worden voor braaklegging. Deze braaklegging kan plaatsvinden onder vier voorwaarden, met name de eigenlijke braaklegging, de extensieve weide-exploitatie en daarnaast ook de bebossing of de niet-landbouwdoeleinden.

De vraag betreft de bebossing. De wijze waarop wij tegenover dit model van bebossing staan is de volgende: wij gaan ervan uit dat het systeem van braaklegging niet massaal in ons land

moet worden aangewend omdat er zoveel druk is op de landbouwgrond. Wij hebben geen landbouwgrond te veel. Vandaar dat wij ervan uitgaan dat wij, in de landbouwzones althans, van dit instrument op een voorzichtige manier gebruik moeten maken. Wij moeten het trouwens zo aanwenden dat de braaklegging een tijdelijk karakter heeft. Indien men tot bebossing overgaat moet dit gebeuren met soorten die wij snelgroeiende houtsoorten noemen. Er bestaat wellicht een misverstand omdat deze restrictie niet bestaat voor de bosbouwzones. Daar mag men aan een intensievere bosbouw doen en daar geldt dus niet deze beperking die de Regering voorstelt voor de eigenlijke landbouwzones. Ik meen dat dit een goed beleid is omdat het niet zinvol zou zijn om van deze premiebetaling gebruik, zeg maar misbruik, te maken om overal tot de bosbouw over te gaan waar dat in normale omstandigheden niet zou hoeven te gebeuren. Ik voeg daaraan toe dat deze bebossing in elk geval moet gebeuren met respect voor de wetten op de ruimtelijke ordening en de bebossing die op het vlak van het Gewest en van de Gemeenten bestaan. Deze nieuwe beschikkingen inzake de braaklegging doen daaraan geen afbreuk.

Ik voeg hier nog aan toe dat er in de Europese Gemeenschap beschikkingen bestaan die steun inhouden voor bosbouw waarvan men gebruik kan maken. Dat is uiteraard facultatief voor de utilisatoren.

Naast datgene dat u las over de braaklegging hebt u wellicht in de pers ook gelezen dat de Gemeenschap zinnens is een massaal programma van steun te ontwikkelen voor de herbebossing in de Europese Gemeenschap. Ik denk dat wij daar ook gebruik kunnen van maken maar op een even doorzichtige manier. Ik denk niet dat wij een politiek moeten voeren die op een grote schaal de bebossing in onze Gewesten promoveert terwijl dit in andere gebieden van de Europese Gemeenschap misschien wel kan omdat de kwaliteit van de grond meer aangepast is en minder aangepast aan intensieve landbouwproductie. Dit kan daar wellicht nuttigerwijze geschieden in het kader van het deficitair karakter van de Europese Gemeenschap voor de bevoorrading in hout. Ik denk dat wij daarin een evenwicht moeten vinden. Datgene wat de Regering momenteel beslist in het kader van de braaklegging is overigens een beleid dat in concertatie met de Gewestelijke Executieven en met de sector verenigd in het Groen front is uitgewerkt.

**De heer Voorzitter.** — Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.

**Vraag van de heer Van Dienderen aan de Minister van Landsverdediging over „de (mogelijke) beslissing om V.H.F.-radio's te bestellen voor het Belgisch leger tegen 11.675 miljard frank, ondanks het negatief advies van de Inspectie van Financiën”.**

**Question de M. Van Dienderen au Ministre de la Défense nationale sur „la commande de postes de radio par l'armée belge pour un montant de 11.675 milliards non-obstant l'avis négatif de l'Inspection des Finances”.**

**De heer Voorzitter.** — De heer Van Dienderen heeft het woord voor het stellen van de vraag waarop de Minister van Landsverdediging zal antwoorden.

**De heer Van Dienderen (op de tribune).** — Mijnheer de Voorzitter, heren Ministers, geachte collega's, in feite was mijn vraag gericht aan de Vice-Eerste Minister maar ik hoor dat alleen de Minister van Defensie zal antwoorden. Als ik mijn vraag stel zal u begrijpen waarom ze in feite aan de Vice-Eerste Minister was gericht.

Gisteren heeft de S.P.-fractie van Kamer en Senaat op een persconferentie gesteld dat er dringend 10 miljard voor sociale correcties moet worden uitgetrokken, omdat de uitkeringen in dit land in vele gevallen niet beantwoorden aan de sociale minima. De Groenen zijn het daarmee eens. Via het middagnieuws vernamen wij vandaag dat het sociaal-economisch kernkabinet het licht op groen heeft gezet voor de aankoop van legerradio's voor een bedrag van bijna 12 miljard. Ik had de Vice-Eerste Minister willen vragen hoe hij deze beslissing verzoent met de vraag van zijn fractie gisteren tot sociale correcties. De Minister van Defensie kan natuurlijk moeilijk op deze vraag antwoorden.

Hij kan wel antwoorden op de volgende vraag. Hoe kan deze beslissing verzoend worden met het regeerakkoord? Daarin staat dat inzake de legeraankopen een plan moet worden opgemaakt. Welnu, bij mijn weten werd dat plan nog steeds niet opgemaakt. Het akkoord vermeldt ook dat de legeraankopen moeten bekeken worden in het licht van de budgettaire mogelijkheden en ik vraag mij af of die er wel zijn. Het is niet alleen een groen oppositielid dat zich dit afvraagt. Ook de Inspectie van Financiën stelt dat precies zoals een jaar geleden er geen beschikbare middelen zijn voor deze walkie-talkies. Meer, de Inspectie van Financiën is van oordeel dat de toestellen die zullen worden besteld heel duur zijn.

Vandaar, mijnheer de Minister, mijn vraag. Hoe koppelt u deze beslissing aan de negatieve kritiek van de Inspectie van Financiën en hoe plaatst u deze aankoop in het regeerakkoord?

**M. le Président.** — M. le Ministre de la Défense nationale a la parole.

**M. Coëme, Ministre de la Défense nationale (à la tribune).** — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, chers collègues, la question qui m'est posée comporte trois volets. Le premier de ces volets concerne une conférence de presse qui aurait été donnée par un des partenaires de l'action gouvernementale. Il ne m'appartient pas de répondre pour celui-ci et de comparer l'action sociale avec des dépenses de mon département.

Quant au plan relatif à la Défense nationale, il est parfaitement exact que la déclaration gouvernementale estime qu'il faut qu'il y ait un plan à moyen terme pour les investissements de ce département. Nous sommes en train d'y travailler et nous serons véritablement crédibles pour l'établissement de ce plan du moment où nous connaissons, pour l'année prochaine du moins, les montants qui pourraient être réservés au budget de la Défense nationale. En tout état de cause, je puis vous rassurer : l'un de nos objectifs est l'établissement de ce plan à moyen terme.

Le troisième volet de votre intervention concerne le dossier qui a été approuvé par le C.M.C.E.S. ce matin en dépit, disiez-vous, d'un avis négatif de l'inspection des finances. A cet égard, je voudrais vous faire remarquer que l'inspection des finances est parfaitement d'accord quant à l'opportunité du dossier qui a été présenté, défendu et accepté ce matin au C.M.C.E.S. Cette instance a simplement émis deux réserves, dont la première au sujet de l'engagement comptable de ces 11 milliards. A cet égard, nous avons pu apporter la démonstration qu'il valait mieux, pour les finances de l'Etat, adopter la position de mon département. La deuxième réserve concernait, elle, la justification d'un contrat-cadre dans ce domaine. Là aussi, nous avons pu démontrer que les objections de l'inspection des finances n'étaient pas fondées et que l'article 17 de la loi sur les marchés publics permet assurément le recours au contrat-cadre avec les conditions suspensives qui, bien entendu, sont implicites dans un dossier de ce genre.

Toujours est-il que, ce-matin, le Conseil des Ministres a adopté un dossier extrêmement important en parfaite légalité et correction budgétaire et comptable, ce qui permet d'augurer d'une relance des investissements en faveur des entreprises du Nord, du Centre et du Sud du pays. En effet, l'emploi est concerné dans ce domaine et personne ne peut justifier que les radios dont l'armée belge était dotée étaient complètement démodées. Nous pourrions assurer ainsi une avance technologique de trois ans minimum par rapport aux concurrents étrangers. En outre, ceci permettrait à nos entreprises d'exporter vers un certain nombre de pays qui, d'ailleurs, sont déjà intéressés dans l'état actuel des choses.

**De heer Voorzitter.** — De heer Van Dienderen heeft het woord.

**De heer Van Dienderen.** — Mijnheer de Voorzitter, ik wil Minister Coëme feliciteren omdat zijn visie op de legeraankopen blijkbaar heeft getriomfeerd in de schoot van de Regering. Van bij zijn aantreden heeft de Minister er geen twijfel over laten bestaan dat hij in die aankopen een instrument zag om de economie, vooral in het zuiden van het land, nieuw leven in te blazen. Hij heeft ernstige stappen gedaan in die richting ondanks het feit dat één van de vijf regeringspartners daar van in den beginne van het ontstaan van de Regering ernstige bezwaren had tegen geopperd en had gesteld dat er geen sprake kon van zijn om de 70 miljard gereserveerd voor legeraankopen dit en volgend jaar te beginnen uitgeven. Ik stel vast dat met het aankopen toch een begin is gemaakt en dat de lijn Coëme blijkbaar wordt gevolgd door de hele Regering. Daarvoor verdient de Minister van Landsverdediging te worden gefeliciteerd.

**M. le Président.** — La parole est à M. Coëme, Ministre de la Défense nationale.

**M. Coëme,** Ministre de la Défense nationale. — Monsieur le Président, je voudrais simplement suggérer à notre collègue qu'à l'avenir il veuille bien rédiger de manière plus précise et plus explicite les questions qui sont posées dans le Question Time. En effet, selon le libellé de la question qui nous est parvenu, la compétence en ce domaine m'appartenait. Référence était faite seulement à un supposé avis négatif de l'inspection des finances.

**Vraag van de heer De Groot aan de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen over „de toenemende onveiligheid in de buurt van het Noordstation en de omstandigheden waarin een rijkswachter maandagavond neergeschoten werd”.**

**Question de M. De Groot au Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales sur „l'augmentation de l'insécurité dans le secteur de la Gare du Nord à Bruxelles et les circonstances dans lesquelles un gendarme y a été abattu”.**

**De heer Voorzitter.** — De heer De Groot heeft het woord voor het stellen van zijn vraag.

**De heer De Groot** (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Minister, heren Ministers, op 16 juli werden wij opgeschrikt door een schietpartij te Ath. De volgende dagen konden wij in de media zien en horen dat verscheidene vooraanstaande politici belangrijke verklaringen desbetreffend hebben afgelegd. Terecht is men een beetje bevreesd voor een ordehand-

having in Far West-stijl. Deze week echter werden wij geschokt door een laffe moord op een rijkswachter tijdens de uitoefening van zijn dienst te Brussel in de buurt van het Noordstation. Eigenaardig genoeg werden er nu geen verklaringen afgelegd, ook niet door de Minister van Binnenlandse Zaken. Er is ons geen enkele reactie zijnerzijds bekend en dit verwondert me ten zeerste omdat ik mij niet kan voorstellen dat de voornaamste verantwoordelijke voor de openbare veiligheid in het land de moord op een rijkswachter als een *faits divers* zou afdoen.

In verband met het al of niet gebruik van vuurwapens door politiemensen rijzen er grote problemen. Immers, het al dan niet gebruik van een vuurwapen moet op enkele seconden beoordeeld worden op grond van een aantal reglementen die erop neerkomen dat men mag vuren wanneer het noodzakelijk is. De handelwijzen van de politiemensen worden dan achteraf uitgebreid en langdurig door teams deskundigen nagegaan en kunnen eventueel tot gerechtelijke vervolgingen leiden. Men kan dan ook begrijpen dat er in kringen van politie en rijkswacht na deze feiten grote verwarring is ontstaan. Terloops doe ik opmerken dat de veiligheid in de buurt van het Noordstation met de dag verslechtert. Dat het hier zeker geen lokaal probleem betreft wordt bewezen door het feit dat duizenden pendelaars uit het hele land dagelijks van het Noordstation gebruik maken. Ik had dan ook van de Minister graag vernomen, enerzijds, hoe hij de onveiligheid in de buurt van het Noordstation wil aanpakken en, anderzijds, wat hij gaat doen aan de verwarring die is ontstaan binnen de politiediensten naar aanleiding van de schietpartij van deze week.

**De heer Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Tobback, Minister van Binnenlandse Zaken.

**De heer Tobback,** Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, collega's, de vraag van de heer De Groot verbaast mij enigszins en, alles bij mekaar genomen, vind ik ze een beetje pijnlijk. Ik doe u opmerken, mijnheer De Groot, dat ik in verband met de schietpartij te Aat uit eigen beweging geen enkele reactie heb gegeven, tenzij men er mij om vroeg. Zo heb ik vorige week in de Senaat op de vraag van Senator Lenfant in volgende zin geantwoord. Ik heb gezegd dat ik mij niet wilde mengen in een gerechtelijk onderzoek dat nog niet was gesloten en waarin een uitspraak zou worden gedaan over de verantwoordelijkheid voor wat daar was gebeurd, alsmede over de intenties, dit wil zeggen, of het een ongeval betrof dan wel een vorm van doodslag. Dat is dus niet mijn zaak, wel die van de Justitie.

Ik heb daarbij opgemerkt dat, in ieder geval, uit de verslagen die mij waren overgemaakt, bleek dat er ten onrechte gebruik was gemaakt van een vuurwapen, want dat zulks in ieder geval tegen de voorschriften was en ik mij daarover dus wel kon uitspreken. Ik heb tevens verwezen naar wat er gebeurd was in Zonhoven en daar onmiddellijk aan toegevoegd dat de rijkswachters in Zonhoven terecht gebruik hadden gemaakt van hun vuurwapens. Zoals u in de Handelingen van de Senaat kunt lezen, heb ik ook gezegd dat het met de rijkswachter een beetje is zoals met de doelwachter: alles wat hij pakt, daar spreekt men niet over: als hij éénmaal mist, heeft dat natuurlijk zware gevolgen.

In Ath is er dus gemist. Met welke juridische gevolgen? Ik spreek mij daar niet over uit. Maar ik herhaal dat er in Ath professioneel gemist is, en ik zie geen enkele reden om dat anders te stellen.

In Zonhoven is er terecht opgetreden.

Wat aan het Noordstation is gebeurd, is een drama. Zomin als ik over Zonhoven verder commentaar heb gegeven, zomin als ik over Ath uit eigen beweging commentaar heb gegeven — en het rijkswachtersyndicaat heeft trouwens doen opmerken dat de voogdijministers terzake een correcte houding hebben aangenomen — zomin heb ik dus commentaar geleverd op wat aan het Noordstation is gebeurd.

Ik heb rouwbetuigingen naar de familie gestuurd. Of zulks die mensen veel kan helpen, geloof ik niet, maar ik hoop dat het een beetje kan bijdragen om ze te troosten. Voor het overige wens ik mij, zolang die jongen zelf niet ter aarde is besteld, van elke commentaar te onthouden.

Ik heb mij nochtans — zoals ik u kan tonen, mijnheer De Groot : ik houd het document te uwer beschikking — door het commando van de rijkswacht laten documenteren over wat er precies is gebeurd.

Zoals u zegt ben ik verantwoordelijk voor de openbare veiligheid. Volgende week wil ik dus wel weten hoe het komt dat wanneer wij als veiligheidsmaatregel patrouilles uitsuren van drie mensen opdat zij mekaar efficiënt zouden kunnen dekken, ieder toch apart aan drie ingangen van het gebouw tegelijk probeert op te treden. Ik had het gewaardeerd indien u mij niet had verplicht vandaag reeds deze vraag te stellen.

Ik herhaal nochtans dat wij de nodige maatregelen zullen nemen. Ik dacht overigens dat mijn voorgangers reeds de nodige maatregelen hadden genomen. Wanneer men op een gevaarlijke plaats zoals de Noordwijk, op een risicovol moment, controles doet, moet dit in optimale veiligheidsomstandigheden kunnen gebeuren. Mijn voorgangers en het commando hadden in die zin reeds maatregelen genomen.

Wanneer men op drie plaatsen tegelijk controle wil uitvoeren, zou men op drie plaatsen patrouilles van drie moeten voorzien en niet één man vier personen laten controleren.

Op die vragen wens ik volgende week een antwoord te krijgen. Ik had gehoopt daar vandaag nog niet te moeten over spreken. Morgen zal nog in pijnlijke omstandigheden de begrafenis van het slachtoffer plaatshebben. Ik hoopte dat wij het samen nog even bij het medeleven hadden kunnen houden, om nadien te spreken over de professionele aspecten van de gebeurtenissen ; niet om beschuldigingen te uiten, dat is niet mijn taak, maar om na te gaan welke lessen wij voor de toekomst kunnen trekken.

Wat de omgeving van de Noordwijk betreft, wens ik erop te wijzen dat de veiligheid daar in de eerste plaats de taak van de burgemeester is. Zij kunnen, indien zij dat wensen, een beroep doen op bijstand van de rijkswacht. De controle die daar werd uitgeoefend, gebeurde niet in dat verband. Dit hebt u trouwens in de kranten kunnen lezen.

**De heer Voorzitter.** — De heer De Groot heeft het woord.

**De heer De Groot.** — Mijnheer de Minister, ligt het in uw bedoeling duidelijkere richtlijnen te geven wat het gebruik van vuurwapens betreft ? Dat was in feite het belangrijkste deel van mijn vraag. Ik heb gewezen op de verwarring die bij de politie bestaat.

**De heer Tobback,** Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen (*op de tribune*). — Mijnheer De Groot, ik heb mij daarover bij andere gelegenheden duidelijk uitgesproken. Ik ben van mening dat de huidige richtlijnen en de huidige wetgeving inzake het gebruik van vuurwa-

pens volstaan. De tragedie die in de Noordwijk heeft plaatsgegrepen, gaat niet om het al dan niet gebruiken van vuurwapens door de rijkswacht. Dit drama was het gevolg van het feit dat een rijkswachter zich plots gans alleen en geïsoleerd bevond tegenover vier verdachten die hij wilde controleren.

Iedere dag ontmoet ik personen die zich erover beklagen dat zij langs de autostrade bij controles worden geconfronteerd met gewapende rijkswachters. Ik praat dat telkens goed, zeggende dat deze voorzorgen nodig zijn, want dat reeds teveel rijkswachters door onbekenden werden gedood, dat men de ongezellige kant van deze voorzorgsmaatregelen ook in een democratische Staat moet accepteren.

Ik versta dan ook niet dat in dit geval iemand, helemaal alleen, op een afgezonderd deel van het station stond terwijl zijn twee collega's zich op een gans andere plaats bevonden. Dat is het probleem dat moet worden opgelost. De vraag of hij al dan niet van vuurwapens heeft gebruik gemaakt is niet relevant.

**De heer Voorzitter.** — Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.

**Question de M. Di Rupo au Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sur les importations et transports des déchets, en particulier des déchets toxiques utilisés par les Ciments d'Obourg.**

**Vraag van de heer Di Rupo aan de Staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie over de invoer en het transport van afvalstoffen gebruikt door de maatschappij Ciments d'Obourg.**

**M. le Président.** — La parole est à M. Di Rupo pour développer sa question.

**M. Di Rupo (à la tribune).** — Monsieur le Président, je voudrais interroger Mme le Secrétaire d'Etat au sujet de l'importation et du transport de déchets — en particulier de déchets toxiques — provenant de l'étranger et ce, dans le contexte précis de leur utilisation par les Ciments d'Obourg, dans la Région montoise.

Je voudrais l'interroger dans le cadre fort limité des compétences actuelles de l'Etat central en matière d'environnement. Je poserais d'autres questions au niveau régional.

Si l'on en croit la presse, Madame, il apparaît que 20.000 litres de résidus de produits huileux auraient été importés d'Allemagne pour être utilisés sur le site des Ciments d'Obourg. Il semble que l'analyse effectuée par cette entreprise montre que la composition chimique de ces produits n'est pas celle qui était relatée dans les documents type C.E.E., documents qui accompagnent le transport. En effet, les déchets auraient comporté plus de 10 pour cent de solvants organiques et environ 5 pour cent de produits chlorés, produits extrêmement dangereux, tant pour l'environnement extérieur, pour la qualité des Klinkers, que pour l'installation elle-même des Ciments d'Obourg.

Est-il exact que la composition chimique des produits arrivés sur le site d'Obourg n'est pas celle qui figurait dans les formulaires type C.E.E. accompagnant cette livraison ?

J'ai appris — et je demande à Mme le Secrétaire d'Etat si cette information est exacte — qu'elle aurait demandé aux instances judiciaires d'enquêter sur certaines activités de la société Biolux, société qui serait concernée par le transport de ces produits. Il me revient également que les autorités allemandes au-

raient, elles aussi, demandé une enquête à ce sujet. Ces enquêtes auraient été jointes par la police judiciaire de Bruxelles. Je voudrais savoir s'il est exact qu'on ait demandé des enquêtes au sujet de cette société. Il apparaîtrait aussi que l'on ait apposé des scellés sur un stock se trouvant aux Ciments d'Obourg. Cette information est-elle exacte et existe-t-il des dangers pour la population riveraine de la Région montoise ?

Si la composition chimique de ces produits n'est pas celle prévue par le formulaire, il faudra vraisemblablement éliminer ces substances du site d'Obourg. Qui le fera ? Quand aura lieu l'opération ? Qui prendra en charge les frais y relatifs ?

A-t-on demandé l'avis de la Région en ce qui concerne cette importation et a-t-on informé la Région wallonne de tous les incidents ?

J'en termine, Madame le Secrétaire d'Etat, en vous demandant d'une manière générale si, lorsqu'on importe des déchets — et surtout des déchets toxiques — de l'étranger, il existe une analyse systématique, à la sortie, chez le producteur et, à l'entrée, chez l'utilisateur ? Ces analyses chimiques sont-elles transmises systématiquement aux autorités pour que celles-ci puissent contrôler chaque livraison ?

Le transporteur n'est-il pas tenu de connaître et de vérifier la composition chimique des substances qu'il transporte ?

Imaginons un accident dans lequel interviennent des substances hypertoxiques alors que, d'après le bordereau, il s'agit de produits de type courant. Il serait donc extrêmement difficile de réagir. Cela pose un problème général pour l'ensemble du territoire belge.

Enfin, Madame, comment contrôle-t-on ces substances lorsqu'elles sont en transit dans notre pays ?

Certains n'hésitent pas à faire la relation avec l'affaire Transnukléar. On parle ici et là de scandale. Qu'en est-il ?

Je vous remercie, Madame, pour les informations les plus complètes possibles que vous voudrez bien me fournir.

**M. le Président.** — La parole est à Mme Smet, Secrétaire d'Etat à l'Environnement.

**Mme Smet**, Staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie (op de tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, chers collègues, la compétence nationale en matière de déchets se limite à l'importation, à l'exportation et au transit de ceux-ci. Quant aux Régions, elles sont responsables de la gestion des déchets.

Il est clair qu'avant toute importation ou exportation de tels produits, nous demandons d'abord l'accord des Régions, comme le prévoient la réglementation et le protocole que nous avons signé l'année dernière.

Quant à l'affaire Biolux, il faut savoir qu'en avril dernier, cette firme a demandé de pouvoir importer quelque 4.000 tonnes de déchets composés de résidus d'huile venant de la firme Heuser en Allemagne. Le destinataire était les Cimenteries d'Obourg. Après avis favorable de la Région, mes services ont accordé le permis d'importation.

Les Cimenteries d'Obourg qui procèdent habituellement à l'analyse de ces produits, ont constaté, il y a quelques semaines,

que leur composition n'était plus conforme aux prescriptions du permis d'importation, à savoir entre autres que ces huiles contenaient plus de 6 pour cent de solvants organiques. Ainsi avertis par les Cimenteries, mes services se sont rendus sur place, accompagnés de la police judiciaire de Bruxelles et de Mons, pour prendre des échantillons. Après examen, nous avons constaté, en effet, que la composition de ces produits n'était pas conforme aux conditions du contrat.

De plus, les transferts de ces produits ne répondaient pas à d'autres exigences précisées dans notre réglementation nationale. J'ai donc demandé à la police judiciaire d'entamer une procédure.

A l'heure actuelle, l'examen judiciaire est en cours. Je ne peux donc vous donner de plus amples informations.

J'ajoute, d'une manière générale, que mes services ne peuvent contrôler chaque entrée et sortie en douane de déchets toxiques. Nous procédons par coups de sonde aux frontières. Certains camions sont donc contrôlés, d'autres pas.

**M. le Président.** — La parole est à M. Di Rupo.

**M. Di Rupo.** — Monsieur le Président, permettez-moi de répliquer.

La santé de la population est-elle oui ou non menacée par ces déchets toxiques sur le site d'Obourg.

**M. le Président.** — La parole est à Mme le Secrétaire d'Etat à l'Environnement.

**Mme Smet**, Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale. — Monsieur le Président, chers collègues, les Cimenteries d'Obourg ont demandé le renvoi de ces déchets au producteur. Mes services ont accordé le permis d'exportation.

**M. le Président.** — L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

**Vraag van de heer Vanvelthoven aan de Staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie over „de kwaliteit van strandwater”.**

**Question de M. Vanvelthoven au Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sur „la qualité des eaux des plages”.**

**De heer Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Vanvelthoven.

**De heer Vanvelthoven** (op de tribune). — Mijnheer de Voorzitter, Mevrouw de Staatssecretaris, collega's, in aansluiting bij de vragen die gedurende de voorbije dagen werden gesteld in verband met het strandwater aan onze kust wens ik te herinneren aan het feit dat in Nieuwpoort de burgemeester heeft besloten een gedeelte van het strandwater te sluiten wegens een concentratie van salmonella die de E.E.G.-normen overschrijdt.

In dit verband wens ik drie aanvullende vragen te stellen.

Ten eerste, zijn de berichten juist dat de controles van 15 juli laatstleden negatief waren ?

Ten tweede, is u het bestaan bekend van rapporten die erop

zouden wijzen dat in de voorbije maanden reeds een overconcentratie ten opzichte van de E.E.G.-normen aanwezig was en niet alleen wat de salmonella-norm betreft ?

Ten derde, kan worden gezegd dat niet alleen het zeewater in Nieuwpoort maar ook op andere plaatsen sterk verontreinigd was ?

Ten vierde, graag zou ik vernemen welke maatregelen u heeft voorgesteld om aan dit probleem in de nabije toekomst mogelijks te verhelpen.

Is u niet van oordeel dat een betere coördinatie nodig is tussen het nationaal en het gewestelijk niveau ?

**De heer Voorzitter.** — Mevrouw de Staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie heeft het woord.

**Mevrouw Smet**, Staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, collega's, in het verleden werden controles gedaan van alle stranden, weliswaar van een beperkt aantal punten en met een beperkt aantal stalen. Dit jaar heb ik het programma opgedreven om volgende redenen. Uit verslagen die via de E.E.G. op mijn bureau zijn beland — inclusief de kaarten die in dit verband zijn gepubliceerd — kon worden vastgesteld dat heel de Westkust niet conform is aan de E.G.-richtlijn, wat voor de Oostkust niet het geval is. De logische conclusie hiervan zou moeten zijn dat de Westkust wordt gesloten, zoals ook in andere landen gebeurt.

Mijn conclusie hieruit was dat wij strenger en ook frequenter dan in het verleden op meerdere plaatsen stalen moeten nemen. Hiertoe moeten uiteraard de badzones worden afgebakend. In samenwerking met de gemeenten werd een koninklijk besluit getroffen ter afbakening van de badzones. Het zijn deze 39 badzones die worden geconfronteerd a rato van twee controles per week.

Welke maatregelen worden genomen wanneer wordt vastgesteld dat de bacteriologische toelatingen worden overschreden ?

Ten eerste, op dat ogenblik wordt een soort crashprogramma ingevoerd, wat inhoudt dat het aantal metingen wordt verhoogd. Bij voorbeeld voor die stranden waarvan men dit jaar heeft vastgesteld dat er inderdaad bacteriën aanwezig waren, beloopt het aantal metingen per week vijftig ; dit is dus een zeer hoog aantal metingen per week.

Ten tweede, uit het verhoogde aantal metingen van dit jaar blijkt dat een sterke verbetering aan de Westkust is opgetreden in vergelijking met het verleden. De enige twee nevralgieke punten zijn op dit ogenblik Raversijde en Nieuwpoort, waarbij de bacteriologische verontreiniging van Raversijde — zo blijkt althans uit een eerste onderzoek — het gevolg zou zijn van illegale lozingen. Het blijkt — maar ik moet dit gegeven nog verder onderzoeken — dat soms een vrachtwagen van een bepaald bedrijf illegaal op het strand komt en een aantal lozingen doet.

Wat Nieuwpoort betreft, is het probleem veel complexer. Inderdaad, de IJzermonding, alle kanalen die in de IJzer uitmonden, komen via Nieuwpoort in de zee terecht. Mijn diensten hebben het aantal lozingen nagegaan. Men heeft gecontroleerd hoeveel lozingspijpen in de IJzermonding terecht komen. Deze voormiddag werd een vergadering gehouden op het stadhuis te Oostende, samen met de verantwoordelijken van de streek, meer bepaald Nieuwpoort, Middelkerke en Oostende, met de diensten van de WZK, met de politie van Oostende, teneinde na te gaan in hoeverre op korte termijn nog een oplossing kan worden gegeven. De oplossingen die op korte termijn kunnen worden

gegeven zijn zeer beperkt. De meeste oplossingen zullen minstens hetzij in 1989 hetzij in 1990 gegeven worden. Zij bestaan erin dat een grotere capaciteit aan waterzuiveringsstations moet worden gebouwd. Zoals blijkt uit de coördinatie die heeft plaatsgevonden met de regionale overheid, zijn de betrokken dossiers neergelegd maar het duurt uiteraard enige tijd vooraleer de eerste steen kan worden gelegd. Wat op dit ogenblik wel kan gebeuren is de sluisen die al de verontreiniging van het achterland binnenlaten — en de verontreiniging van het achterland is veelvuldig — sluiten. Het gaat onder meer om het landbouwgebied van Veurne waar uiteraard de overschot aan meststoffen bijvoorbeeld zeer groot is en die via afwateringen terechtkomt in allerlei kanalen en in de IJzer. Bij overlast worden de sluisen in het achterland van Veurne opengezet zodanig dat het water in de zee terechtkomt. Wij hebben een afspraak kunnen maken dat de sluisen op een ander ogenblik dan gedurende de dag worden opengezet. Dit is inderdaad een van de zaken die men direct kan doen.

Een tweede zaak die wordt onderzocht is of kleine lozingspunten — en er zijn een paar kleine lozingspunten — kunnen worden gechlореerd, zoals bij voorbeeld ook chloor wordt aangebracht in de zwembaden.

Een derde punt is afhankelijk van het feit of, zoals gezegd, zeer snel voldoende waterzuiveringsstations kunnen worden gebouwd.

**De heer Voorzitter.** — Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.

**Vragen van de heren Van der Sande en Hermans aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid over „de brand in de N.V. Belfort te Lier en de gevolgen op sociaal vlak voor de werknemers”.**

**Question de MM. Van der Sande et Hermans au Ministre de l'Emploi et du Travail sur „l'incendie qui a ravagé la S.A. Belfort à Lierre et ses conséquences pour les travailleurs dans le domaine social.”**

**De heer Voorzitter.** — De heer Van der Sande heeft het woord voor het stellen van de vraag.

**De heer Van der Sande** (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Minister, geachte collega's, op vrijdag 24 juni werd de fabriek Belfort te Lier volledig door brand verwoest. Op het voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van de stad Lier om een industrieterrein ter beschikking te stellen om zich opnieuw te Lier te vestigen werd door de directie van het betrokken bedrijf niet ingegaan. Integendeel, begin juli werden alle werknemers doorgezonden, met als reden „definitieve overmacht”, waaruit kon worden geconcludeerd dat de bedrijvigheid definitief zou worden stopgezet. Bovendien werd tijdens een vergadering met de vakbonden door de directie medegedeeld dat de werknemers noch op vooropzegvergoeding noch op sluitingspremie moesten rekenen. Half juni werden 18 bedienden opnieuw aangeworven en ook werd de aanwerving van arbeiders opnieuw in het vooruitzicht gesteld — wat ondertussen zou gebeurd zijn. Dit wijst er toch op dat men het bedrijf opnieuw wilde opstarten. Geruchten deden echter de ronde dat dit niet in dezelfde regio, maar ergens anders in het Vlaamse land zou gebeuren.

Mijnheer de Minister, ik weet dat u reeds een delegatie van de betrokken werknemers heeft ontvangen en dat u maatregelen

op korte termijn heeft getroffen, meer bepaald in verband met de tijdelijke vrijstelling van stempelcontrole. Ik weet dat u beloofd heeft de zaak van de sluitingspremie te onderzoeken en dat u tracht te bemiddelen opdat het bedrijf opnieuw in dezelfde regio zou worden opgericht. Mag ik u daaromtrent de volgende vragen stellen :

Ten eerste, hebben de betrokken werknemers ja dan geen recht op een sluitingspremie bij het niet-heropstarten van het bedrijf ?

Ten tweede, hebben zij recht op vooropzeggvergoeding, zeker wanneer het bedrijf opnieuw zou worden opgestart, zelfs al zou het onder een andere juridische vorm of onder een andere naam gebeuren ?

Ten derde, heeft dit bedrijf in het verleden overheidsleningen of subsidies ontvangen ? Indien ja, welke verplichtingen waren daaraan verbonden en werden deze nagekomen ?

Ten vierde, wat hebben uw bemiddelingspogingen reeds opgeleverd om het bedrijf opnieuw in dezelfde regio te vestigen ? Verwijzend naar mijn vorige vraag zou het toch al te kras zijn dat een dergelijk bedrijf dat zich aan zijn sociale verplichtingen tracht te onttrekken, zich daarna bijvoorbeeld zou gaan vestigen in een reconversiezone en van de daaraan verbonden voordelen zou genieten.

Ten vijfde, kan worden nagegaan of er voor de toekomst wettelijke regelingen kunnen worden getroffen waardoor het mogelijk zou zijn dat arbeiders die in een dergelijke situatie terecht komen wettelijk aanspraak kunnen maken op vooropzeggvergoeding en andere contractuele vergoedingen, sluitingspremie en dergelijke meer ?

Mijnheer de Minister, deze zaak heeft in ons arrondissement, Mechelen, heel wat beroering verwekt. Men kan niet goed begrijpen dat, terwijl men enerzijds mag verwachten dat dit bedrijf een aanzienlijke vergoeding zal ontvangen vanwege de verzekeringsmaatschappij, de werknemers niet alleen hun job zouden verliezen, maar van de ene op de andere dag op straat zouden staan, zonder dat daaraan bepaalde sociale vergoedingen verbonden zouden worden. De publieke opinie verwacht dan ook dat deze schrijnende sociale onrechtvaardigheid wordt tenietgedaan. Meer nog, de meer dan 260 families die hierbij betrokken zijn verwachten dat het bedrijf opnieuw wordt opgestart en dat de werknemers opnieuw werk in eigen streek zullen hebben en op behoorlijke wijze hun brood zullen verdienen zoals tot nu toe het geval was.

**De heer Voorzitter.** — De heer Hermans heeft het woord voor een gelijkaardige vraag.

**De heer Hermans (op de tribune).** — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Minister, collega Van der Sande heeft reeds uitvoerig gezegd dat de fabrieken van de N.V. Belfort volledig afgebrand zijn en er nadien door de directie overmacht werd ingeroepen.

Mijn vragen ter zake zijn de volgende. Als er inderdaad overmacht kan worden ingeroepen, moet de arbeidswetgeving desbetreffend dan niet worden aangepast ? De andere vragen zijn reeds gesteld. Toch had ik nog een bijkomende vraag, of een bijkomende suggestie.

Bedrijfsgebouwen zijn normaal verzekerd. Zou men aan de directies van die bedrijven niet de verplichting kunnen opleggen om in de brandverzekeringpolis een clause op te nemen opdat gedurende de periode van bij voorbeeld de wederopbouw van die fabrieken bepaalde vergoedingen worden uitgekeerd aan de

werknemers ? Die bijkomende premie zal, in verhouding tot het geheel, tamelijk minuscule zijn maar zodoende zullen de werknemers in ieder geval, wat er ook beslist wordt, of men de fabriek opnieuw opstart of niet, een vergoeding bekomen. Mag ik u vragen, mijnheer de Minister, dit te onderzoeken.

**De heer Voorzitter.** — De heer Van den Brande, Minister van Tewerkstelling en Arbeid heeft het woord.

**De heer Van den Brande, Minister van Tewerkstelling en Arbeid.** — Mijnheer de Voorzitter, collega's, toen mij de feiten ter kennis kwamen, heb ik spontaan gereageerd en verklaard dat ik geschokt was over de concrete sociale gevolgen na de brandramp die zich in Lier heeft voorgedaan bij het bedrijf Belfort. Dit was niet alleen omdat het in een Gewest gebeurd is dat mij goed bekend is, namelijk het arrondissement Mechelen, maar omdat zich hier, mijns inziens, een belangrijk principieel probleem stelt.

Ik wil even in herinnering brengen dat volgens de huidige wetgeving, volgens de wet van 3 juli 1978 op de arbeidsovereenkomsten, er een onderscheid gemaakt wordt tussen enerzijds een tijdelijke schorsing van de arbeidsovereenkomst — en dus het vooruitzicht bestaat om terug te kunnen opstarten —, en anderzijds wanneer er een volledige vernieling van het bedoelde bedrijf is. Dan staan wij niet voor een schorsing, wel voor een overmachtssituatie waarbij niet tot de verbreking van de overeenkomst moet worden overgegaan, maar wel tot de notificatie dat de arbeidsovereenkomst geëindigd is. Dat staat in de wet van 3 juli 1978 die momenteel nog altijd van kracht is.

Dit heeft voor gevolg dat, in het kader van de wetgeving van 1966 op het Fonds voor Sluiting van Ondernemingen, het Fonds én voor het luik sluitingspremie én subrogatie inzake opzeggvergoedingen enkel kan tussenkomen als de werkgever bepaalde verplichtingen heeft. Wanneer, in een toestand van duidelijke overmacht, de verplichting van de werkgever niet aanwezig is, is het volgens de huidige stand van zaken onmogelijk een tussenkomst te verlenen vanuit het Fonds voor Sluiting van Ondernemingen. Ik moet daar volledigheidshalve aan toevoegen dat ik het beheerscomité van het Fonds voor Sluiting van Ondernemingen onmiddellijk heb gevraagd om deze toestand concreet te onderzoeken en men in de huidige stand van wetgeving en reglementering tot dat besluit moet komen.

Dit brengt mij tot één van de andere vragen, namelijk in welke mate wij kunnen overwegen om de wetgeving van 1966 aan te passen. Ik heb bilijkheidshalve de opdracht gegeven een onderzoek te verrichten of dit zou kunnen gebeuren.

Er zijn niet veel precedentes waar men staat voor een totale vernieling van de bedrijfsactiviteit. Uiteraard zijn er wel een aantal precedentes waar een gedeelte van een bedrijf afbrandde, maar daar is men na verloop van tijd terug kunnen opstarten.

Het kneust een beetje het rechtvaardigheids- en sociaal gevoel dat in een dergelijke situatie de werknemers, dus de arbeiders- en bediendengemeenschap enkel en alleen terugvalt op de werkloosheidsvergoeding zonder een sluitingspremie te kunnen trekken of de subrogatie van het Fonds van de Verbrekingsvergoeding. Ik meen dat men dit duidelijk moet onderkennen.

Momenteel kan ik ten overstaan van collega's Van der Sande en Hermans niet zeggen wat het besluit is. Wij moeten nagaan in welke mate dit zou kunnen worden aangepast. Toch kan ik hier vanop deze tribune verklaren dat ik de intentie heb dit te onderzoeken.

Een tweede luik betreft de toekomst. Ik ben de mening toegedaan dat wij alle mogelijke inspanningen moeten doen om tot

een nieuwe activiteit van het betrokken bedrijf te komen. Ik moet evenwel stellen dat de politieke overheid niet bevoegd is om een bedrijf, personen of aandeelhouders te dwingen of aan te manen tot een activiteit te komen. Het behoort tot de „economische finaliteit” om een dergelijke beslissing te nemen. Wij kunnen enkel onze goede diensten aanbieden, wat wij ook hebben gedaan.

Het is zo dat ik onmiddellijk contact heb genomen met de afgevaardigde van de werknemersgroep. Ook heb ik een uitvoerig onderhoud gehad met de huidige bedrijfsleiding. Nadien zijn er nog andere gekomen en nog deze week wordt er opnieuw contact opgenomen.

Ik kan en wens mij uitdrukkelijk in te spannen om tot enig resultaat te komen. Het zou inderdaad moeten kunnen dat men opnieuw tot opstarting zou kunnen overgaan, maar zoals het Fonds niet in de plaats kan treden van verplichtingen die volgens de huidige stand van de wetgeving niet bestaan in hoofde van de werkgever, kan ik mij ook niet in de plaats stellen van de bedrijfsleiding of van de aandeelhouders.

Op de vraag of er overheidssteun verleend werd aan het betrokken bedrijf kan ik u mededelen dat het dossier onderzocht wordt in de bevoegdheidssfeer van de Vlaamse Executieve. In verband met het heropstarten van het bedrijf kunnen een aantal voordelen en stimuli zoals onder meer rentetoeelagen voorzien worden, maar dit behoort tot de bevoegdheid van de Vlaamse Executieve.

Wat ons betreft wensen wij ons uitdrukkelijk in te schrijven in alle mogelijkheden om tot een nieuwe activiteit te komen, laten we hopen zo dicht mogelijk bij de huidige vestigingsplaats.

Collega Hermans heeft een suggestie gedaan. Hij heeft het idee naar voren gebracht om het risico dat hier voorligt te solidariseren naar de werknemers toe. Dit is een interessante suggestie die zeker en vast voldoende belangrijk is om te onderzoeken. Te gelegener tijd zullen wij u mededelen wat zou kunnen gebeuren. U begrijpt dat ik hierover vandaag geen uitsluitel kan geven.

Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, alie stappen zijn gezet in de richting van een nieuwe positieve actie. Daarnaast zullen we de nodige inspanningen doen om te zien in hoeverre het Fonds voor Sluiting van Ondernemingen hierin kan tussenkomen. *(Applaus)*

**De heer Voorzitter.** — Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.

## ORDRE DES TRAVAUX REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

**M. le Président.** — Chers collègues, nous en avons terminé avec l'heure des questions. Plusieurs d'entre vous m'ont interrogé sur le fait de savoir si l'on votait aujourd'hui. J'ai déjà annoncé hier qu'il n'y aurait pas de vote aujourd'hui et que nous voterons demain vers 16 h au sujet du S.C.K.-C.E.N. et j'espère que nous en aurons terminé assez tôt dans la soirée sur les votes du projet de loi concernant les transferts de compétences.

## INTERPELLATIONS — INTERPELLATIES

*Discussion — Bepreking*

**M. le Président.** — Mesdames, Messieurs, l'ordre du jour appelle les interpellations

**de M. Kubla au Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de la Politique scientifique sur „les chiffres contradictoires en matière budgétaire”**

**de M. Daems au Premier Ministre sur „les divergences de vues au sein du Gouvernement en ce qui concerne l'élaboration du budget pour 1989”.**

**van de heer Kubla tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid over „de tegenstrijdige begrotingscijfers”**

**van de heer Daems tot de Eerste Minister over „de meningsverschillen binnen de Regering aangaande de opmaak van de begroting 1989”.**

La parole est à M. Kubla.

**M. Kubla (à la tribune).** — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Vice-Premier Ministre, chers collègues, depuis son installation, ce Gouvernement a manifestement privilégié la dimension communautaire par rapport aux problèmes économiques et budgétaires.

J'en donnerai trois exemples. Nous attendons une loi sur les O.P.A. Ce n'est qu'à l'extrême limite, avant la fin de nos travaux, qu'elle est déposée et la réunion de la commission s'est terminée sur la décision d'interroger une série d'autres personnes. Bref, c'est véritablement pour montrer que l'on avait agi dans le cadre des directives européennes mais rien de concret n'en sortira.

Autre exemple : la réforme fiscale qui n'en est encore en fait qu'au niveau des intentions. Peut-être y aura-t-il une suite. Mais l'opportunité existait de choisir cette priorité. Ce ne fut pas votre choix malgré le fait que certains parlementaires de la majorité la réclamaient.

Dernier exemple : on a beaucoup parlé d'une mini-loi budgétaire qui aurait pu être votée et porter sur les derniers mois de 1988 pour permettre de réaliser des économies sur 1988 encore. Au lieu de cela, on a préféré passer par la formule des arrêtés royaux sans venir devant ce Parlement.

Je n'ai pas encore vu sortir le premier arrêté royal sur ce sujet et je doute qu'il y ait une portée réelle en termes financiers.

Par contre, Monsieur le Premier Ministre, vos ministres ont multiplié depuis plusieurs semaines des déclarations sur leurs compétences et toutes vont dans le sens d'initiatives nouvelles qu'ils comptent prendre, mais aussi initiatives qui ont une caractéristique commune : elles sont coûteuses et toutes à charge du trésor.

Malgré tout cela et les options que vous avez prises, il est une réalité que vous ne pouvez pas éviter et qui est le rendez-vous traditionnel de l'été pour procéder à l'élaboration du budget.

Cette élaboration du budget est la tâche évidente du Ministre du Budget, et vous l'avez fait, Monsieur Schiltz, avec un certain décorum, avec une volonté de solennité puisque vous avez convoqué une importante conférence de presse au cours de laquelle vous avez présenté votre vision des choses et votre appréciation des chiffres.

L'impression qui a résulté de vos déclarations est que nous nous trouvons dans une situation catastrophique. C'est d'ailleurs les titres qui en ont suivi dans la presse du lendemain. C'était l'impasse budgétaire beaucoup plus importante que prévu, un trou de 115 à 116 milliards. Bref, pendant que la plupart des

ministres ou des groupes de la majorité vauaient à d'autres occupations et s'adonnaient aux délices et aux joies communautaires, il y avait heureusement pour le pays une conscience budgétaire qui était M. Schiltz, qui, lui veillait au grain ; qui, lui, gardait l'œil fixé non pas sur la ligne bleue des Vosges mais sur la réalité budgétaire et qui à tout moment était là pour nous rappeler au bon sens et à la réalité. Certains, dans la foulée, vous ont lyriquement qualifié de Rambo budgétaire. Je veux bien. En tout cas, il était de votre volonté de dramatiser le montant, je le démontrerai dans un instant. Nous étions donc impressionnés par l'ampleur de la tâche qui attendait le Gouvernement pressé d'atteindre l'objectif des 7 pour cent en 1989, objectif auquel nous souscrivons. Et nous veillerons d'ailleurs à ce que l'on arrive véritablement à cette étape nécessaire du redressement. Deux jours plus tard, en conclave, le C.V.P. examine les chiffres et, à la surprise générale, nous livre ses conclusions qui sont infiniment moins pessimistes si l'on en croit les experts du C.V.P. qui vous infligent un cinglant démenti et qui, en s'adressant au Ministre du Budget, disent : „Vous allez trop loin, vous vous trompez, vous êtes en train de noircir le tableau, il ne faut pas 115 milliards mais 53 milliards.” Nous voilà donc revenus à un exercice beaucoup plus commode, à la portée de notre volonté politique. Cessez d'inquiéter cette brave population belge. Vous êtes en train de l'affoler inutilement.

En un mois, Monsieur Schiltz vous nous avez livré des phrases à deux reprises qui ont fait du bruit. Vous me direz que la première est extraite de son contexte, mais la seconde ne l'est visiblement pas. Dans le premier cas vous êtes obligé de retirer votre déclaration et dans le second le C.V.P. vous inflige un démenti cinglant contredisant vos chiffres.

Nous avons eu le plaisir de constater ce matin que le S.P., à son tour, venait de joindre au grand jeu des pronostics budgétaires. Il a choisi la voie médiane, il parle de 80 milliards de déficit à combler pour atteindre l'objectif des 7 pour cent.

Examinons les faits, les chiffres et peut-être les interprétations qu'il faut leur donner. En ce qui concerne les chiffres, Monsieur Schiltz, vous avez tout vu en noir. Visiblement, dans la manière dont vous avez présenté l'approche budgétaire, vous avez tout considéré suivant l'hypothèse la plus pessimiste, ce qui vous a permis de vous donner conscience. On ne pourra pas vous accuser de procédés laxistes ou d'optimisme prématuré. Vous présumez des dépenses qui ne sont pas encore formellement établies. Les reports de 1988 sur 1989 ne sont pas chiffrés avec précision, alors vous reprenez les mêmes chiffres que ceux de l'année précédente : 11 milliards. Vous dites à un moment donné — et vous n'avez pas tort — „la hausse des taux d'intérêts, la hausse du dollar va avoir des conséquences qui vont nous coûter de l'argent”, et vous les intégrez. Mais vous oubliez de considérer simultanément les conséquences que cela pourrait avoir pour la Banque nationale en termes de boni qui pourraient être, eux, imputables dans la colonne „recettes” de votre budget. C'est ce que le C.V.P. s'empresse de faire pour vous contrer.

Vous refusez de prendre en compte certaines économies possibles qui ont été abordées avec vos collègues mais qui ne sont pas encore formellement établies. Vous ne prenez pas un franc de cela et vous voyez tout de la façon la plus pessimiste ce qui aboutit à une dramatisation. C'est d'ailleurs ce que vous souhaitez.

Par contre, le C.V.P. fait exactement la démarche inverse. Il voit tout en rose, il essaye d'alléger les perspectives budgétaires et il pêche par excès contraire. Par exemple, il considère que la renégociation de la dette est une chose qui peut être facilement réalisée et chiffrée et il la met immédiatement en déduction de

l'impasse budgétaire. Pendant le même temps M. Maystadt est beaucoup plus prudent et reconnaît que cette hausse des taux d'intérêts n'est pas de nature à faciliter la négociation avec les banques et que, peut-être, on n'arrivera ni aux chiffres escomptés ni même à un résultat.

Je vois que vous souriez et que vous pensez que je vous rejoins dans la prudence.

Je vais vous donner les conclusions que je tire de cette multiplication de chiffres contradictoires. Le C.V.P., dans la foulée, fait déjà assumer aux Régions une partie du poids de la dette, il estime que les Régions de demain vont devoir participer à l'effort et on leur impute une partie des assainissements en leur disant : „Vous prendrez cela en charge...” alors que précisément depuis le début du débat du transfert de compétences aux Communautés et aux régions on se plaint de l'impossibilité de voir clairement quel sera le financement des compétences régionales. Ici on va déjà imputer une partie de l'assainissement sur les épaules des Régions.

La différence d'approche et la volonté qui anime d'un côté le C.V.P. et de l'autre M. Schiltz, donne des résultats tellement éloignés l'un de l'autre que nous avons 115 milliards, je dirais, à ma gauche et 53 milliards à ma droite. C'est plus que du simple au double. Il ne s'agit donc pas d'une petite différence technique mais d'une différence d'une ampleur telle qu'on n'en a jamais vue. C'est une situation particulièrement grotesque à laquelle le président du C.V.P. a essayé de porter remède en justifiant qu'en fait les 53 milliards du C.V.P. étaient les mêmes que les 115 milliards du Ministre du Budget parce que, dans le fond, ils avaient un peu anticipé sur certaines économies que le Ministre, prudemment, n'avait pas voulu faire.

Soyons sérieux ! Voilà des chiffres d'une ampleur considérable qui sont jetés sur la place publique — et pas seulement sur la place publique belge, j'en parlerai dans un instant — mais qui ne semblent pas vous créer de problème moral alors que les efforts budgétaires varient du simple au double. Il est inconcevable que des partis et des hommes politiques responsables puissent se livrer à ce genre d'exercice.

Cela me fait penser à l'époque de 1981, que vous avez bien connue. Monsieur le Premier Ministre, où on a fait le plus mauvais budget que la Belgique ait eu depuis des années et où c'est finalement le congrès du parti socialiste qui a déterminé quelle était l'ampleur du déficit de la Belgique, où, après que plusieurs thèses se soient affrontées, il a retenu une hypothèse de 200 milliards de déficit ; le résultat fut 400 milliards.

Nous nous trouvons dans le même genre d'exercice : ce sont les partis qui se livrent au petit jeu de l'appréciation budgétaire et qui lancent avec une légèreté incroyable des estimations sur la place publique.

De deux choses l'une : ou les chiffres sont contradictoires, et alors il faut que vous vous expliquiez et que vous nous disiez pourquoi vous arrivez à 115 milliards et en quoi les 53 milliards, que le principal partenaire de la coalition vous oppose, sont inexacts ; ou bien ces chiffres traduisent la même réalité mais dans deux approches différentes et vous avez voulu par votre rigueur vous donner une image de bonne conscience, de personnage attentif à l'équilibre budgétaire et ne reculant pas devant l'effort, sachant très bien que les premiers milliards seront très facilement épargnés et pouvant déjà montrer là un succès relatif. Dans ce cas là, Monsieur Schiltz, vous jouez avec un enjeu qui dépasse vos responsabilités propres. Car à partir du moment où vous annoncez, vous, Ministre du Budget, que notre pays se

trouve dans une situation où il faut épargner 115 milliards l'année prochaine, vous ne jouez pas simplement un petit jeu politique réservé à quelques initiés, mais vous parlez à l'opinion publique non seulement belge mais internationale.

Ces chiffres sont de nature à peser sur notre crédit à l'étranger mais aussi sur la situation de notre monnaie, car vous savez parfaitement qu'un pays dont le déficit est en train de s'aggraver est un pays qui éprouve des difficultés de confiance à l'étranger et notre monnaie aujourd'hui est déjà au plancher dans le système monétaire européen. Il n'est pas concevable qu'on puisse agir de la sorte et prendre de tels risques car effectivement ces chiffres se trouvent dans les revues étrangères et suscitent des jugements sur la manière dont notre pays se situe financièrement.

Enfin, comment ne pas voir qu'à travers cette polémique, qui est née complémentaiement entre le C.V.P. et vous, existe une fois de plus une divergence profonde entre des partis de la coalition et qu'il y a, à défaut de méfiance concrète, un doute réel à votre égard. Monsieur Schiltz, qui vient de votre partenaire et qui me permet de vous demander si vous avez encore vraiment les moyens de mener votre politique. Avez-vous, au fond de vous-même, le sentiment d'être encore suivi et épaulé ou n'êtes-vous pas déjà en train d'exécuter un périlleux numéro d'équilibre sur une corde raide ?

Voilà les chiffres que nous attendons. Voilà les réponses et les explications que nous voulons pour savoir si votre dramatisation voulue est réelle et correspond à une situation aussi dégradée ou si, au contraire, elle était anormalement pessimiste et que vous avez, dans ces conditions, fait courir un risque à notre image et à notre crédit international.

Vous avez dit, il y a quelques jours — et je sais qu'on a repris cette phrase en dehors d'un discours — que la Belgique n'était plus votre problème. Il est grand temps que vous nous prouviez le contraire. (*Applaudissements sur les bancs du P.R.L.*)

**De heer Voorzitter.** — De heer Daems heeft het woord.

**De heer Daems** (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Eerste Minister, heren Ministers, collega's, ik dacht dat het duidelijk is dat wij vandaag nood hebben aan een interpellatie tot de Eerste Minister om even duidelijkheid te scheppen inzake de contradictoire, blijkbaar uiteenlopende versies over de begrotingsomvang en over de manier van saneren die zijn Vice-Eerste Ministers in allerlei kranten op dit ogenblik ten beste geven. De heer Kubla wees er reeds op dat het imago dat wij momenteel van deze Regering krijgen gelijk op het spelletje van Walter Capiou, „Hoger Lager”, op de B.R.T. Ik heb een kleine vergelijking gemaakt tussen verscheidene krantenknipsels van de laatste drie, vier dagen. Hieruit blijkt dat Minister Schiltz op een bepaald ogenblik naar buiten komt met een enorm cijfer van 115,6 miljard besparingen, hetzij 7 procent van het bruto nationaal produkt. Onmiddellijk daarop krijgen wij een repliek van de C.V.P. die in haar begrotingsconclaaf beweert — ik veronderstel dat Vice-Eerste Minister Dehaene daarvan toch moet op de hoogte zijn — dat de heer Schiltz met onaanvaardbare cijfers werkt en wij geen 115 miljard maar wel 53 miljard dienen te besparen, zij het dat de dag nadien de heer Swaelen ditmaal terugkrabbelt en op een nogal stuntelige manier — althans volgens de verslaggeving, met name Het Laatste Nieuws — tracht uit te leggen dat die 53 miljard overeenstemmen met die 115 miljard.

Ik ga nog enkele voorbeelden aanhalen. Een andere Vice-Eerste Minister, de heer Claes, heeft zich ook in het debat gemengd want hij heeft een interview ten beste gegeven waarin hij zegt :

„Wij weten niet hoeveel wij moeten besparen want wij kennen onze fiscale ontvangsten en uitgaven niet en evenmin de orde van grootte van onze inflatie voor volgend jaar en wij weten ook niet welke economische groei er zal zijn. „Bovendien zegt hij : „De houding van de heer Schiltz is totaal onaanvaardbaar.”

Een ander lid van de Regering, de heer Maystadt, zij het via zijn omgeving althans, geeft geen cijfers. Hij zegt wel zeer duidelijk dat de heer Schiltz in elk geval overdrijft en de C.V.P. meer de waarheid benadert dan collega Schiltz.

Ik geef nog een ander voorbeeld : de heer Spitaels heeft eveneens via de pers laten weten dat ook hij daarover zijn woordje wil meespreken. Ook hij heeft geen cijfers vooropgesteld maar geeft de heer Schiltz geen gelijk.

Tot slot hebben de socialistische senaats- en kamerfracties gisteren hun versie ten beste gegeven. Zij waren van oordeel dat de juiste omvang van de besparing die moet worden geleverd om volgend jaar tot 7 procent te komen, 80 miljard belooft.

Mijnheer de Eerste Minister, geef toe dat dit alles nogal verwarrend overkomt. Mag ik u verzoeken ons daarover toch enige klaarheid te geven.

Dit is echter niet het enige luik, want er is ook een zeer ernstige divergentie wat de manier van besparen voor volgend jaar betreft. Ook daaraan heb ik in mijn tabel even aandacht geschonken. Daarin vind ik dat de heer Schiltz zegt dat overal moet worden bespaard, ook in de sociale zekerheid en in onderwijs. De heer Schiltz zegt dat hij zulks niet meer dan normaal vindt en dat het dan ook zal gebeuren. Eigenaardig genoeg is de C.V.P. het daar in haar begrotingsconclaaf mee eens, gezien de heer Swaelen op de radio verklaarde dat het pijn zal doen maar dat ook bij sociale zekerheid en onderwijs moet worden bespaard.

Van Vice-Premier Claes krijgen we nog een andere uitleg. Deze verklaart dat er geen sprake van is dat in de sociale zekerheid wordt gesaneerd. Een vijfde Vice-Premier, de heer Wathelet, verklaarde gisteren dat in zijn departement niet zal kunnen worden bespaard.

Mijnheer de Eerste Minister, in uw regeerakkoord staan toch drie vrij belangrijke passages. Een eerste passage zegt dat, bij de opstelling van de begroting voor 1989, de inspanning die voor dat jaar noodzakelijk is om het tekort tot 7 procent van het B.N.P. terug te brengen, precies moet worden berekend. In een tweede passage staat vermeld dat de Regering de begroting voor 1989 waarin het globale volume aan besparingen wordt opgenomen, vóór de zomervakantie 1988 zal opstellen. In een derde passage wordt gezegd dat geen enkele uitgavencategorie of departement aan de besparingsinspanning zal ontsnappen.

Mijnheer de Eerste Minister, u zal begrijpen dat ik u enkele zeer specifieke vragen wil stellen.

Ten eerste, welke is nu de precieze omvang, conform het regeerakkoord, van de besparingsinspanning voor het begrotingsjaar 1989 ?

Ten tweede, zal uw Regering effectief en strikt de 7 procent-norm voor de begroting 1989 handhaven ?

Ten derde, in welke departementen en uitgavencategorieën zal de Regering effectief besparen en in welke niet ?

Ten vierde, wanneer, mijnheer de Eerste Minister, zal uw Regering de begroting 1989, inbegrepen het totale volume van de besparingen conform het regeerakkoord, in deze Kamer indienen ?

Mijnheer de Eerste Minister, ik denk dat dit Parlement en vooral de burgers van dit land recht hebben op een duidelijk antwoord op deze zeer precieze vragen. (*Applaus bij de P.V.V.*)

**De heer Voorzitter.** — De heer Geysels heeft het woord.

**De heer Geysels** (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Eerste Minister, geachte collega's, een maand geleden zijn op het financiële vlak een aantal schermutselingen begonnen tussen onder meer de heer Verhofstadt en een aantal regeringsleden in verband met de Financieringswet. Men verschilt blijkbaar van mening over de methodologie van de cijfers.

Thans staan wij een stapje verder, in die zin dat men binnen de meerderheid tenminste over deze methodologie akkoord is. Maar men is het echter minder eens over wat nu eigenlijk moet worden bespaard. De heer Schiltz sprak over 115 miljard, de C.V.P. over 53 miljard. De verwarring wordt dus groot, zeker voor de publieke opinie. Aan de ene kant komt men met een belastinghervorming van meer dan 80 miljard die naar de burgers gaat en aan de andere kant beginnen de betwistingen rond de begroting. Er zijn dus niet alleen zeven kandidaat-voorzitters voor de C.V.P., maar binnenkort ook vijf verschillende versies van de begroting.

Wat ons betreft, is het duidelijk dat wij in deze cijferdans niet gaan meespelen. We vinden dit een droevig tafereel. Waar het op aankomt en waar de publieke opinie op wacht is het resultaat van deze schermutselingen. Dan zullen wij zien op basis van welke criteria en prioriteiten de begroting is opgesteld. Dan kunnen wij uitmaken wie het laken naar zich heeft toegehaald.

En wij zullen ons dan afvragen of de zwakkeren in onze samenleving nogmaals de zwakkeren zullen zijn in het begrotingsakkoord. Wat zullen de mensen die een inkomen uit arbeid hebben moeten inleveren? Welke maatregelen zullen genomen worden in verband met de tewerkstelling? Hoe is het gesteld met de besparingen in de gezondheidssector, met name de klinische biologie? Hoe zal de toestand zijn in het onderwijs? Op basis van het resultaat van het begrotingsconclaaf en dat door de publieke opinie wordt gevraagd, zullen wij oordelen.

Het kan toch niet zijn dat zoals in het verleden de strijd tegen de werkloosheid vervangen is door strijd de interpretatie van de werkloosheidscijfers, we nu andermaal zouden meemaken dat de inhoud van een begrotingsbesparing door een strijd de interpretatie van de begrotingscijfers vervaagt. Aldus wordt een politiek debat tot een discussie over cijfers herleid. Dat verdient de bevolking niet! (*Applaus bij Agalev*)

**De heer Voorzitter.** — De heer Vandebroucke heeft het woord.

**De heer Vandebroucke** (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, heren Ministers, geachte collega's, het is misschien frustrerend voor de oppositie, maar ik meen dat het nog bijzonder vroeg is om vast te stellen of binnen de meerderheid, over de te leveren besparingsinspanning, een formeel meningsverschil zou bestaan. Immers, voor zover ik weet — en dat kan men onmiddellijk verifiëren — heeft de Regering noch over de ontvangsten, noch over de uitgaven bij ongewijzigd beleid en dus per definitie niet over de te leveren besparingsinspanning, gedeelibereerd. Er zijn voor ons, als meerderheidsfracties, dus geen definitieve politieke gegevens op basis waarvan wij moeten beslissen. (*Geroep bij de P.V.V.*)

Nee, ik meen dat het bijzonder vroeg is en ik zal u onmiddellijk zeggen wat ik daarover denk.

Zoals ik reeds zei is het nog bijzonder vroeg om vast te stellen of er binnen de meerderheid een formeel meningsverschil bestaat over de te leveren besparingsinspanning, vermits dat enkel kan worden vastgesteld wanneer wij over de ontvangsten en de uitgaven bij ongewijzigd beleid en inzake de te leveren besparingsinspanning formele voorstellen krijgen.

**De heer Denys.** — Dat houdt niets in.

**De heer Vandebroucke.** — Mijnheer Denys, ik meen dat één zaak, ondanks de kritiek uitgebracht door uw kant, robuust overeind blijft staan, namelijk het regeerakkoord en de gegevens waarop het regeerakkoord is gebaseerd.

Mijnheer Denys, toen wij zes maanden geleden in een werkgroep als toekomstige coalitiepartners bijeenkwamen en vaststelden dat er een zeer belangrijke overschrijding zou zijn van het begrotingstekort heeft men gezegd — u heeft dat niet gezegd — dat dit politieke pesterijen waren, „Verhofstadtje pesten”. Ik stel vast dat de gegevens waarop wij ons toen hebben gebaseerd uitermate vooruitziend waren en zelfs uitermate dicht bij de waarheid. Dat was zes maanden geleden. Reeds toen werd gezegd dat het tekort tussen 474 en 487 miljard zou bedragen. In twee verschillende hypothesen waren wij daar zeer dicht bij de waarheid. Vandaag komt het erop aan daaruit conclusies te trekken.

Ik meen dat er op dit ogenblik geen gegevens voorhanden zijn om aan te nemen dat het regeerakkoord op losse schroeven komt te staan. Evenals de andere fracties besluiten wij daaruit dat de politieke objectieven en het politiek evenwicht waarop het regeerakkoord is gebaseerd, overeind blijven. Dat houdt in dat wij er naar zullen streven het begrotingstekort tot 7 procent van het B.N.P. te beperken. Dat zal een inspanning van ongeveer 80 miljard vergen en u weet hoe deze wordt verdeeld. (*Hevig geroep bij de P.V.V.*)

Dat betekent ook dat wij in deze begrotingsronde speciale correcties vragen en een bijzondere inspanning inzake tewerkstelling.

Heren van de oppositie, dit in de praktijk realiseren is inderdaad een uur van de waarheid voor de meerderheid. Wij zullen als socialistische fractie al onze steun en energie geven om dat te helpen realiseren.

Ik herhaal zeer formeel dat er voor ons geen objectieve gegevens zijn om te vragen dat het regeerakkoord moet worden herzien. Inzake het politiek evenwicht waarop dit is gebaseerd en de besparingen, dus de noodzakelijke inspanningen om het overheidstekort te saneren en de noodzaak aan belangrijke sociale correcties voor mensen die vandaag zwak staan in onze samenleving en de noodzaak om iets te doen op het vlak van de werkgelegenheid, hopen wij binnenkort voorstellen te krijgen van de Regering. Het is op dat ogenblik dat u zal kunnen vaststellen of deze meerderheid eensgezind door die vuurproef is gegaan of niet.

Mijnheer Denys en mijnheer de schaduwminister, ik kijk uit naar de voorstellen en met ongeduld naar uw gedetailleerde voorstellen die u zal bekend maken om niet alleen het begrotingstekort te brengen tot 4 procent van het B.N.P. en bovendien een niet-gedekte fiscale hervorming te doen die vijf keer het niet-gedekte gedeelte van uw vorig plan zou betekenen. Ik kijk dus uit naar uw concrete voorstellen en alternatieven. Ik hoop dat uw schaduwkabinet zijn redenen van bestaan de komende veertien dagen zal bewijzen. (*Onderbrekingen bij de P.V.V. — applaus bij de meerderheid*)

**De heer Voorzitter.** — De Regering heeft het woord.

**De heer Schiltz,** Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren. ...

**De heer Defraigne.** — Mijnheer de Voorzitter, mijn interpellatie was gericht tot de Eerste Minister. Ik vraag dan ook dat de Eerste Minister zou antwoorden.

**M. Defraigne.** — C'est une gradation descendante.

**De heer Voorzitter.** — Ik heb het woord gegeven aan de Regering en de Eerste Minister heeft de Minister van Begroting aangeduid.

**De heer Schiltz,** Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — Mijnheer Daems, wij respecteren de oppositie dermate dat u van twee Ministers antwoord zal krijgen. Daaruit zal duidelijk blijken welke eensgezindheid er overigens in de Regering heerst.

En réponse à M. Kubla, si ses coreligionnaires me laissent la parole, je voudrais dire d'abord que l'arithmétique est une discipline bien simple, limpide même pour celui qui sait la manier correctement. Or, si je demandais à M. Kubla d'appliquer cet art tellement simple aux chiffres qu'il a cités dans la note qui m'a été remise de sa part, il trouverait lui-même immédiatement la réponse à la question qu'il a posée. Ce qui me donne à penser. Monsieur Kubla, que vous vous êtes enquis d'un chemin dont vous connaissez déjà la fin puisque je n'ose pas supposer que vous n'avez pas compris ce que vous avez écrit.

En effet, que lis-je dans votre note ? Je cite : „en faisant le total on obtiendrait” — vous faites allusion à la note du C.V.P. — „63 milliards tout trouvés.” — on vit dans un pays où on peut vraisemblablement trouver les milliards dans la rue —, 63 milliards tout trouvés et l'effort à réaliser ne serait plus que de 53 milliards.

Revenant à l'arithmétique, je constate que l'addition de ces deux chiffres donne exactement 116 milliards, ce qui correspond pratiquement aux 115 milliards que M. Kubla a cités à juste titre comme étant les propos du Ministre du Budget.

J'ai donc quelques difficultés à déceler la divergence manifeste dont fait état l'honorable interpellateur à moins que celui-ci utilise un autre système d'arithmétique que le mien. Je sais bien qu'il y a une nouvelle arithmétique enseignée aux enfants mais vu notre âge, Monsieur Kubla, nous avons reçu, je crois, la même formation à ce sujet.

Je pourrais m'en tenir à ces propos mais afin d'aider M. Kubla dans la compréhension d'une divergence qui n'en est pas une, je veux quand même expliquer pourquoi un plus un font deux, en m'excusant auprès de mes collègues qui, de par leur expérience budgétaire, ont déjà compris cette évidence.

Dit is meteen dan ook een gedeeltelijk antwoord aan de heer Daems die waarschijnlijk niet aanwezig was in deze Kamer toen ik enkele weken geleden heb aangetoond dat in de richtlijnen die ik ter voorbereiding van de begroting aan de leden van de Regering had overgemaakt, nergens sprake was van lineaire besparingen waarvan u in uw nota gewag maakt.

**De heer Daems.** — Welke nota ?

**De heer Schiltz,** Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid. — De nota die u ter aankondiging

van uw interpellatie aan de diensten hebt overgemaakt. Die nota dus heb ik ter hand genomen teneinde erop te antwoorden.

Er was dus in mijn richtlijnen nergens sprake van lineaire besparingen. Tevens heb ik deze methode nooit vooropgezet. (*Protest van de heer Denys*). Er zijn, mijnheer Denys, van die fabels die een taai leven leiden en u doet goed uw best om ze in het leven te houden. Er zijn mensen die gebukt gaan onder de voordelen, maar ook onder de nadelen van de methode van het snel lezen die men tegenwoordig aan de politici onderwijst.

Keren wij terug naar de schijnbare tegenstelling waarover de heren Kubla en Daems het fijne willen weten.

Ik verontschuldijg mij voor de wat systematische aanpak van dit eenvoudige onderwerp, maar om de rijksbegroting op te maken worden de departementen verzocht een voorafbeelding in te dienen van hun uitgavenbegroting bij ongewijzigd beleid, dit wil zeggen de hypothese dat het beleid van de vorige jaren gewoon wordt voorgezet. Deze voorafbeeldingen worden grondig besproken in bilaterale contacten. Zij worden nagezien door de administratie van de begroting en door de Inspectie van Financiën en aldus aangepast aan het resultaat van deze bespreking. Aan diegenen die een ander idee hebben verspreid, kan ik mededelen dat reeds bij een eerste ronde voor 50 miljard voorgestelde uitgaven werden geschrapt. Dat mag men op alle banken weten, alsook de personen die zich menen te mogen verlustigen door te stellen dat de Minister van Begroting een soort ouderwetse notaris is die zich ermee vergenoegt te acteren wat de mensen hem vertellen. Tijdens de bilaterale besprekingen hebben wij reeds in een eerste ronde voor 50 miljard voorgestelde uitgaven geschrapt. Het totaal van deze voorafbeeldingen — na onderzoek en bespreking — wordt vergeleken met de meest recente schattingen van de te verwachten inkomsten, vanzelfsprekend ook bij ongewijzigd beleid van de inkomsten. Het aldus bekomen netto te financieren saldo wordt vergeleken met het toegelaten netto te financieren saldo, zoals bepaald in het regeerakkoord, dit wil zeggen 7 procent van het te verwachten B.N.P. zoals dit door de Ministerraad een maand geleden op grond van de toenmalige economische prognoses werd vastgelegd.

Geachte collega's, deze vergelijking heeft het cijfer van 115 miljard noodzakelijke vermindering van geschatte uitgaven met zich meegebracht. Mijnheer Kubla, wat had ik moeten doen ? Wij beschikken in dit land over een pers die uitstekend ingelicht is en wordt en die praktisch de avond van het bereiken van die uitslag weet wat er gaande is. Die pers heeft mij, zoals het in een democratische staat past, gevraagd of dit cijfer correct is. Ik heb aan de pers exact dezelfde uitleg gegeven als de uitleg die ik u hier verschaf en die gewoon een objectieve vaststelling was van de stand van zaken. Wij leggen ons daar natuurlijk niet bij neer, maar vertrekkend van dit gegeven zal de Regering in de tweede fase van de begrotingsopmaak verder onderzoeken welke maatregelen moeten en kunnen worden ondernomen om het regeringsdoel inzake de begroting te bereiken. Die maatregelen zullen zowel betrekking hebben op het inkomsten- als op het uitgavenluik. In die zin kan men inderdaad zeggen dat een renteschikking zoals de vorige Regering er een heeft toegepast het beoogde resultaat kan beïnvloeden. De ontwikkeling van de rentevoeten zal enerzijds wel een verzwaring van de uitgaven meebrengen, maar anderzijds de niet-fiscale inkomsten doen stijgen. Dat zal leiden tot een aangepaste inkomsten- en uitgavenbegroting waarbij zowel de prioriteiten van de regeringspolitiek als het tot doel gestelde netto te financieren saldo uiteindelijk in de begroting zullen worden verwerkt.

Er wordt ons gevraagd wat wij nu precies gaan doen langs de

inkomenszijde en lands de uitgavenzijde. Wij zitten allen al lang genoeg in het Parlement om te weten dat dit een vraag is waarop bij een interpellatie geen antwoord wordt gegeven. Men ondervraagt de Regering over de beslissingen die zij neemt, maar niet over de mogelijke hypothesen die bij haar kunnen opkomen nog vooraleer een beslissing is genomen.

**De heer Daems.** — Dat moet u aan de mensen van de pers ook zeggen.

**De heer Schiltz, Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Wetenschapsbeleid.** — Ik heb over de aangelegenheid aan de pers niemandal verteld en het spreekt vanzelf dat iedere partij vrij is om hypothesen te maken en dat de kranten daarop speculaties kunnen maken. De Regering zal in haar begroting de ontwikkeling van de inkomsten, ook de niet-fiscale, incalculeren en zal de nodige maatregelen nemen op het vlak van de uitgavenverminderingen om het gestelde doel te bereiken.

Il n'est donc pas étonnant, Monsieur Kubla, qu'il y ait une différence de présentation, et j'y insiste, entre ma note qui contient des chiffres apolitiques inchangés et d'autres notes qui tiennent compte déjà de mesures prévues aussi bien sur le plan des recettes que sur le plan des dépenses mais qui doivent encore être décidées par le Gouvernement.

Voilà tout le mystère. Pour le reste je vous donne rendez-vous pour le moment où le Gouvernement aura arrêté les chiffres définitifs.

Ik zou er de gevleugelde woorden kunnen aan toevoegen „Much ado about nothing”, ware het niet dat de materie waarover het gaat een van de meest dwingende opgaven is voor een ieder die begaan is met het vrijwaren — dit is mijn vaste overtuiging — voor de komende generaties van een maatschappijmodel dat welvaart en welzijn verzekert in een klimaat van sociale rechtvaardigheid, want daar gaat het in werkelijkheid om en daarvoor is het dat wij ons inzetten en niet voor journalistieke spelletjes. (*Applaus bij de meerderheid*)

**De heer Voorzitter.** — De heer Eerste Minister heeft het woord.

**De heer Martens, Eerste Minister (op de tribune).** — Mijnheer de Voorzitter, collega's, ik wil bevestigen dat de Regering de begrotingsdoelstellingen die in het regeerakkoord vermeld staan, zal handhaven. Dit betekent dus dat wij de nodige maatregelen zullen nemen om een maximaal tekort, uitgedrukt in termen van ons bruto nationaal produkt, van 7 procent op de begroting 1989 te realiseren.

De Regering preciseert daaromtrent dat, op basis van de informatie die ten tijde van de opstelling van het akkoord beschikbaar was, dus bij de regeringsonderhandelingen, kon gesteld worden dat de globale inspanning van om en bij de 80 miljard noodzakelijk zou zijn: 45 tot 50 miljard nettobesparingen, 25 miljard intrestlasten en 10 tot 12 miljard niet-fiscale ontvangsten. De precieze berekening van deze noodzakelijke inspanning gebeurt dezer dagen.

De Minister van Begroting heeft in dat verband de resultaten van het bilateraal begrotingsoverleg toegelicht. De Regering zal de komende week de precieze omvang van de te leveren inspanning vastleggen.

Ik wens dus te zeggen dat de grote lijnen van het regeerakkoord zullen moeten worden gehandhaafd. Ik vestig er de aandacht op dat, hoe dan ook, vooraan in de 50 miljard netto-besparingen verwezenlijken — en ik spreek uit ervaring — een reusachtige inspanning is. Twee jaar geleden heb ik ze ook wekenlang meegemaakt. Wij zullen alleen in de Regering solidair zijn om deze inspanning tot een goed einde te brengen. Ik verzeker u — en dat is misschien ook een traditie — dat de Minister van Begroting mijn volle steun in deze operatie zal hebben. (*Applaus bij de meerderheid*)

**M. le Président.** — La parole est à M. Kubla.

**M. Kubla (à la tribune).** — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, Monsieur Schiltz, je vous dirai que je n'ai pas du tout apprécié le ton de votre réponse. Vous pouvez vous parer d'une intelligence que certains ne vous contestent pas, vous n'en avez pas pour autant le droit de traiter les membres de ce Parlement comme s'ils étaient des élèves sur les bancs des classes primaires, incapables d'additionner des chiffres, et ironiser sur nos compétences arithmétiques.

Ce n'est pas l'opposition qui a fait une conférence de presse, ce n'est pas de ma faute si c'est par le biais d'un journal que je dois prendre connaissance de chiffres qui concernent ce qui, en principe, est la mission de chacun d'entre nous.

Je ne vois rien, ni dans mon attitude, ni dans mes questions qui vous permette de manier cette ironie suffisante que vous avez adoptée pour répondre d'un revers de la main à une question dont on verra bien, dans les mois qui viennent, si vous serez toujours aussi fier quand vous devrez l'aborder.

**M. Defraigne.** — Il est non seulement ministre, mais Anversois !

**M. Kubla.** — Vous occupez votre fonction depuis fort peu de temps et vous bénéficiez de l'avantage de n'avoir encore rien dû prouver.

Il y a une phrase célèbre qui dit que n'avoir jamais rien fait est un avantage, mais il ne faut pas en abuser. Je vous invite à vous en inspirer un peu, en tout cas pour l'instant. (*Exclamations sur les bancs de la Volksunie*) Ce n'est pas parce que vos amis de la Volksunie vous suivent dans tout ce que vous faites qu'ils doivent à chaque fois voler à votre secours. Je dis simplement que votre ton n'est pas convenable dans une assemblée comme la nôtre et que nous avons le droit d'être traités d'une autre façon.

Quant au reste, qui est ridicule, Monsieur Schiltz ? Est-ce que ce sont les membres d'une même majorité qui présentent deux chiffres totalement différents à trois jours d'intervalle, ou les membres de l'opposition qui demandent les raisons pour lesquelles de tels chiffres sont avancés ? Qui est ridicule dans cette affaire ? Vos 115 milliards comparés aux 53 milliards annoncés précédemment ou est-ce le fait qu'on vous demande pourquoi on vous a reproché votre déclaration ? Car, il ne s'agit pas d'un simple ajustement technique qui a été opéré par le C.V.P., mais littéralement d'un espèce de correction violente puisqu'on vous a dit : vous exagérez, ce n'est pas cela le travail et le chemin accomplis, vos propos ne sont pas de nature à rassurer nos concitoyens, vous êtes en train de noircir le tableau. Voilà ce que l'on vous a dit. On ne vous a pas dit : vous avez une façon de voir

les choses et nous en avons une autre. Comparons cela amicalement sur la place publique par médias interposés. En fait, ce sont deux approches du même problème.

D'ailleurs, êtes-vous sûr que ce soient exactement les mêmes chiffres ? Etes-vous sûr par exemple que les 22 ou 25 milliards qu'on veut réaliser sur l'opération de la dette soient aussi acquis que vous semblez le prétendre ? Pour le C.V.P. pourtant, c'est oui. Car, ces chiffres, le C.V.P. les déduit déjà comme s'ils étaient inévitablement et très facilement acquis, alors que, dans le même temps, M. Maystadt dit que l'évolution de la situation internationale et les négociations en cours avec les banques ne permettent absolument pas d'augurer d'une issue aussi aisée et aussi fructueuse du débat. Par conséquent, sont-ce les mêmes chiffres ? Etes-vous sûr que c'est une simple opération de mathématiques dans le genre  $1 + 1 = 2$  ? Je dis, moi, que vous ne parlez pas forcément des mêmes chiffres et qu'il y a des différences d'appréciation que le marché est en train de vous opposer de facto.

Enfin, même s'il s'agit des mêmes chiffres, est-ce tellement brillant de la part d'une majorité qui a en charge la gestion du pays de donner deux visages aussi différents de notre situation budgétaire ? Est-ce tellement fin psychologiquement d'aller dire à l'extérieur qu'il y a 115 milliards de déficit en Belgique alors que, deux jours après, un autre parti déclare qu'il y en a moins de la moitié ? Est-ce une façon de redorer notre image ? Est-ce une façon d'asseoir notre crédit ? Même si ce sont les mêmes chiffres, il n'empêche que, en donner des écarts aussi flagrants dans un délai aussi court et à la face de tout le monde ne constitue pas la preuve d'un comportement habile et responsable.

Ce que vous avez fait et ce que vous êtes en train de faire pour l'instant est un exercice maladroit de jongleur malhabile.

**De heer Voorzitter.** — De heer Daems heeft het woord.

**De heer Daems (op de tribune).** — Mijnheer de Voorzitter, ik dank de Eerste Minister voor zijn antwoord. Inderdaad, hij heeft voor de eerste keer in mijn korte parlementaire carrière 25 procent van de vragen die werden gesteld beantwoord.

Mijnheer de Eerste Minister, u hebt niet geantwoord op mijn vraag in welke departementen of uitgavencategorieën waarover nu door leden van uw Regering tegengestelde verklaringen worden afgelegd, u zal besparen en in welke niet. U hebt evenmin geantwoord op de vraag wanneer u de begroting 1989 — in uw regeerakkoord wordt gesteld dat dit vóór het zomerreces zou gebeuren —, inbegrepen het totaal volume van de saneringsinspanning, zal indienen. U hebt wel gezegd dat — en dit is in het regeerakkoord gesteld — de 7 procentnorm wordt behouden.

Inzake de cijfers heeft de heer Schiltz opnieuw 115,6 geciteerd ; de heer Martens heeft twee cijfers geciteerd en gezegd dat er in het regeerakkoord 80 miljard staat ; bovendien heeft hij gezegd dat 53 miljard als besparing toch een moeilijke opgave is. Daarmee ben ik het eens.

Aan de heer Schiltz die hier een Engels citaat naar voren bracht, wens ik te zeggen dat hij reeds verschillende maanden in verband met deze begroting op verschillende manieren verschillende cijfers en ideeën naar voren bracht. Zeg nu eindelijk, met deze Regering : *fassen wir es an* : doe iets aan deze begroting, want de eerste maatregel die u moet nemen moet u nog altijd uitwerken, zoals trouwens de maatregel voor 1988. U zegt zelf dat de begroting voor 1988 die van 1989 sterk heeft beïnvloed, maar u doet er niets aan ; ook uw miniprogrammawet komt er niet. Dus zeg ik u : *fassen wir es an* ; laat zien dat u

eindelijk snel en effectief iets zal doen aan het begrotingsprobleem. Blijf niet bij de pakken zitten, zoals deze Regering dat tot nu toe heeft gedaan. (*Applaus bij de P.V.V.*)

**M. le Président.** — Mesdames, Messieurs, en conclusion de ces interpellations, deux ordres du jour ont été déposés.

Dames en Heren, tot besluit van deze interpellaties, werden twee moties ingediend.

Le premier motivé, signé par MM. de Donnée, Flamant, Cortois et Defraigne, est ainsi rédigé.

De eerste gemotiveerd, ondertekend door de heren de Donnée, Flamant, Cortois en Defraigne, luidt als volgt :

„La Chambre,

après avoir entendu les interpellations de MM. Kubla et Daems relative à la situation budgétaire,

déplore qu'aient été rendus publics des chiffres contradictoires à propos des économies budgétaires à réaliser pour 1989 ;

constate que l'incohérence qui règne en cette matière permet de douter de la volonté du Gouvernement d'assainir la situation financière du pays alors que cette préoccupation devrait être prioritaire ;

demande au Gouvernement de refuser toute astuce qui ne constituerait pas un assainissement réel.”

„De Kamer,

gehoord de interpellaties van de heren Kubla en Daems betreffende de budgettaire situatie,

— betreurt dat in verband met de voor 1989 te verwezenlijken begrotingsbesparingen tegenstrijdige cijfers wereldkundig zijn gemaakt,

— constateert dat het gebrek aan samenhang ter zake twijfels kan doen rijzen over de bereidheid van de Regering om de financiële situatie van het land gezond te maken, terwijl dat juist een eerste punt van zorg behoort te zijn,

— vraagt aan de Regering dat zij elk handigheidje dat geen echte sanering is, zou weigeren.

Le second l'ordre du jour pur et simple est signé par MM. Coveliers, Van Rompuy et Chevalier.

De tweede, de eenvoudige motie is ondertekend door de heren Coveliers, Van Rompuy en Chevalier.

Le vote sur ces ordres du jour aura lieu ultérieurement.

De stemming over die moties zal later worden gehouden.

## ORDRE DES TRAVAUX REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

**M. le Président.** — Mesdames, Messieurs, une motion a été déposée par MM. Tomas et consorts sur les travaux de la commission d'enquête dont nous avons débattu mardi.

Je vous lis cette motion :

La Chambre,

après avoir débattu en séance plénière, le 26 juillet dernier, du rapport de la Commission d'enquête chargée d'étudier la portée, les causes et les conséquences des fraudes et des infractions au traité de non-prolifération qui auraient éventuellement

été commises par le Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire (C.E.N.) ou par d'autres entreprises connexes.

- prend acte des constatations faites par la Commission
- approuve les recommandations contenues dans le rapport.

De Kamer.

na het debat in plenaire vergadering op 26 juli jongstleden over het verslag van de Parlementaire Onderzoekscommissie voor de studie van de draagwijdte, de oorzaken en de gevolgen van de mogelijke fraudeschandalen en van eventuele overtredingen op het non-proliferatieverdrag door het Studiecentrum voor Kernenergie (S.C.K.) of aanverwante bedrijven.

- neemt akte van de door de Commissie gedane constataties.
- keurt de in het verslag gedane aanbevelingen goed.

Comme je l'ai proposé tout à l'heure, nous voterons sur cette motion demain vers 16 heures.

**M. Kubla.** — Monsieur le Président, pourquoi voulez-vous faire voter précisément à 16 heures sur ce seul point ? Y a-t-il d'autres votes que vous voulez jumeler ?

**M. le Président.** — L'idée est simple. Monsieur Kubla. Nous avons prévu de voter mardi sur ce sujet pour qu'il y ait un vote séparé, qui soit distinct du vote du projet de loi dont nous discutons pour l'instant et qui a plus d'importance pour les media. Nous avons décidé de reporter ce vote à vendredi et j'ai voulu l'isoler par rapport à la masse des votes qui attirera peut-être plus l'attention.

C'est une proposition de ma part. Si la Chambre ne me suit pas, le vote pourra être prévu à une autre heure. Je voulais que l'on vote à une heure où les media sont encore accessibles et clôturer ce point. Je n'avais pas d'autre intention que celle-là.

**M. Kubla.** — Ce n'est pas un événement à ce point médiatique.

**M. le Président.** — J'essaie de mettre en valeur toutes les activités du Parlement.

**M. Kubla.** — Médiatiquement, si nous ne sommes pas en nombre, ce sera bien plus spectaculaire.

**M. le Président.** — Ce serait un scandale.

Puisque nous en sommes à l'ordre des travaux, je vous propose de terminer ce soir les différents chapitres jusqu'à celui qui concerne l'infrastructure afin de ne pas aller au-delà de 24 heures. Nous recommencerons demain matin, comme cela a été prévu dans mon premier projet, avec le chapitre concernant les pouvoirs subordonnés.

Cela me permet d'espérer que nous pourrions procéder aux votes vers 18 heures, donc peu après l'heure que j'avais prévue pour le vote du projet de motion. Je n'estime pas particulièrement perfide de proposer aux membres d'arriver à 16 heures pour participer à ce vote sur la commission d'enquête.

Puis-je considérer que les objections qui avaient été soulevées ne sont pas maintenues ? Je vous remercie.

#### INTERPELLATION — INTERPELLATIE

*Demande — Verzoek*

**M. le Président.** — Le Bureau a été saisi d'une demande

d'interpellation de M. Hazette au Premier Ministre sur „la présence au sein du Gouvernement d'un Secrétaire d'Etat qui a reconnu avoir commis des faux en écriture publique”.

Het Bureau heeft een interpellatieverzoek ontvangen van de heer Hazette gericht tot de Eerste Minister over „de aanwezigheid in de Regering van een Staatssecretaris die toegegeven heeft valsheid in openbare geschriften te hebben gepleegd”.

**M. le Président.** — Nous nous prononcerons ultérieurement, en fonction de l'appartition de faits nouveaux, sur l'inscription à l'ordre du jour de cette interpellation.

**M. Defraigne.** — Nous saurons la semaine prochaine si M. le Premier Ministre a cessé d'être devant Mme Lizin comme le lapin devant le serpent. (*Sourires*)

#### PROJET ET PROPOSITIONS DE LOI WETSONTWERP EN WETSVORSTELLEN

**Projet de loi modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, n° 516/1.**

**Proposition de loi (M. Desseyn) modifiant les articles 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, et 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, n° 28/1.**

**Proposition de loi (M. Desseyn) modifiant les articles 2 et 56 de la loi communale du 30 mars 1836, n°s 30/1 et 2.**

**Proposition de loi (M. Baudson) modifiant l'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, n° 43/1.**

**Proposition de loi (M. Gabriëls) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, n° 44/1.**

**Proposition de loi (M. Coveliers) modifiant la Loi communale, n° 69/1.**

**Proposition de loi (M. Coveliers) modifiant l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, n° 70/1.**

**Proposition de loi (M. Galle) modifiant l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, n° 96/1.**

**Proposition de loi (M. Mottard) modifiant l'article 4 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, n° 255/1.**

**Wetsontwerp tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, nr. 516/1.**

**Wetsvoorstel (de heer Desseyn) tot wijziging van de artikelen 6, § 1, VIII, en 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, nr. 28/1.**

**Wetsvoorstel (de heer Desseyn) tot wijziging van de artikelen 2 en 56 van de gemeentewet van 30 maart 1836, nrs. 30/1 en 2.**

**Wetsvoorstel (de heer Baudson) tot wijziging van artikel 6 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, nr. 43/1.**

**Wetsvoorstel (de heer Gabriëls) tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, nr. 44/1.**

**Wetsvoorstel (de heer Coveliers) tot wijziging van de Gemeentewet, nr. 69/1.**

**Wetsvoorstel (de heer Coveliers) tot wijziging van artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, nr. 70/1.**

**Wetsvoorstel (de heer Galle) tot wijziging van artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, nr. 96/1.**

**Wetsvoorstel (de heer Mottard) tot wijziging van artikel 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, nr. 255/1.**

*Discussion des articles — Artikelsgewijze bespreking*

**M. le Président.** — Mesdames, Messieurs, je vous propose de reprendre le débat. Nous avons terminé la discussion générale et abordons à présent l'examen par chapitre de ce projet.

Wij zullen achtereenvolgens de verschillende hoofdstukken die in het ontwerp worden behandeld, bespreken. Dat zijn :

Overleg- en samenwerkingsprocedures (art. 14, art. 3 § 14 tot 16)

Bevoegdheden van de Gemeenschappen  
— handelsreclame (art. 1)  
— hulp aan de schrijvende pers  
— jeugdbescherming (art. 2)

Bevoegdheden van de Gewesten  
— ruimtelijke ordening (art. 3 § 1)  
— leefmilieu, afvalstoffen, gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven (art. 3, § 2 tot 4)  
— landinrichting (art. 3 § 5)  
— water (art. 3 § 6-7)

Economie (art. 3 § 8)  
Infrastructuur, energie (art. 3 § 9-10 en 11)  
Ondergeschikte besturen (art. 3 § 12)  
Toezicht (art. 5)  
Werkgelegenheidsbeleid (art. 3 § 13)  
Wetenschappelijk onderzoek (art. 4)  
Middelen, personeel, impliciete bevoegdheden (art. 6, 7, 11 tot 13)  
Samenstelling van de Executieven (art. 8, 9, 10)  
Invoegetreding, voorlopige beschikking.

Nous parlerons successivement des différents chapitres couverts dans le projet :

Coopération, concertation, association (art. 14, art. 3 § 14 à 16)

Compétences des Communautés  
— publicité T.V. (art. 1)  
— aide à la presse  
— protection de la jeunesse (art. 2)

Compétences des Régions :  
— aménagement du territoire (art. 3 § 1)  
— environnement, déchets, établissements dangereux, incommodes et insalubres (art. 3 § 2 à 4)  
— rénovation rurale (art. 3 § 5)  
— eau (art. 3 § 6-7)

Economie (art. 3 § 8)  
Infrastructure, énergie (art. 3 § 9-10 et 11)  
Pouvoirs subordonnés (art. 3 § 12)

Tutelle (art. 5)

Emploi (art. 3 § 13)

Recherche scientifique (art. 4)

Moyens, personnel, pouvoirs implicites (art. 6, 7, 11 à 13)

Composition des Exécutifs (art. 8, 9, 10)

Entrées en vigueur, disposition provisoire.

**Art. 1.** § 1. Artikel 4, 4<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wordt aangevuld als volgt : „met uitzondering van de monumenten en landschappen :”.

§ 2. In artikel 4, 6<sup>o</sup>, van dezelfde wet worden de woorden „en van handelspubliciteit” geschrapt.

§ 3. In artikel 4 van dezelfde wet wordt een 6<sup>o</sup>bis ingevoegd, luidend als volgt :

„6<sup>o</sup>bis. De hulp aan de geschreven pers ;”.

**Art. 1.** § 1<sup>er</sup>. L'article 4, 4<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, est complété comme suit : „à l'exception des monuments et des sites ;”.

§ 2. A l'article 4, 6<sup>o</sup>, de la même loi, les mots „ainsi que de publicité commerciale” sont supprimés.

§ 3. Dans l'article 4 de la même loi, il est inséré un 6<sup>o</sup>bis, rédigé comme suit :

„6<sup>o</sup>bis. Le soutien à la presse écrite ;”.

**M. le Président.** — A cet article 1<sup>er</sup> les amendements suivants ont été déposés :

Bij dit artikel 1 worden volgende amendementen ingediend :

Nr. 18 door de heer Lagasse.  
N<sup>o</sup> 18 par M. Lagasse.

**Art. 1.** § 1 weglaten.

**Art. 1.** Supprimer le § 1<sup>er</sup>.

Nr. 32 van de heren De Decker en de Donnéea.  
N<sup>o</sup> 32 de MM. De Decker et de Donnéea.

**Art. 1.** Paragraaf 2 vervangen door wat volgt :

„§ 2. — Artikel 4, 6<sup>o</sup>, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

„ 6<sup>o</sup> de radio-omroep en de televisie, met uitzondering van de uitzending van de regeringsmededelingen, van de wijzigingen die moeten worden aangebracht in de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelsreclame op radio en televisie, alsmede van de rechten die voor derden uit de toepassing van bovenvermelde wet van 6 februari 1987 zijn ontstaan”.

**Art. 1.** Remplacer le § 2 par ce qui suit :

„§ 2. — L'article 4, 6<sup>o</sup>, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

„ 6<sup>o</sup> La radiodiffusion et la télévision, à l'exception de l'émission des communications du Gouvernement, des modifications à apporter à la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision ainsi que des droits nés pour les tiers de l'application de la loi du 6 février 1987 susmentionnée”.

Nr. 33 door de heren de Donnée en De Decker  
N° 33 par MM. de Donnée et De Decker

**Art. 1.** Paragraaf 2 vervangen door wat volgt :

„§ 2. — Artikel 4, 6°, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

„6°. De radio- en televisieomroep, met uitzondering van de uitzending van mededelingen van de nationale Regering.

Voor de handelsreclame zijn de Gemeenschappen bevoegd met inachtneming van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelsreclame op radio en televisie.”

**Art. 1.** Remplacer le § 2 par ce qui suit :

„§ 2. — L'article 4, 6°, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

„6°. La radiodiffusion et la télévision, à l'exception de l'émission de communications du Gouvernement national.

Pour ce qui concerne la publicité commerciale, les Communautés sont compétentes dans le respect de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision.”

Nr. 31 door de heren Gol en De Decker.  
N° 31 par MM. Gol et De Decker.

**Art. 1.** Paragraaf 2 vervangen door wat volgt :

„§ 2. In artikel 4, 6°, van dezelfde wet worden de woorden „en van handelspubliciteit” vervangen door de woorden „en van de technische aspecten betreffende het beheer van de frequenties en van de kabeldistributie”.

**Art. 1.** Remplacer le § 2 par ce qui suit :

„§ 2. A l'article 4, 6° de la même loi, les mots „ainsi que de publicité commerciale” sont remplacés par les mots : „ainsi que des aspects techniques en ce qui concerne la gestion des fréquences et de la télédistribution”.

Nr. 30 door de heren De Decker en de Donnée.  
N° 30 par MM. De Decker et de Donnée.

**Art. 1.** In § 3, in het voorgestelde 6°bis, de woorden „De hulp aan de geschreven pers” vervangen door de woorden „De hulp aan de schrijvende pers, met inachtneming van artikel 18 van de Grondwet ”

**Art. 1.** Au § 3, au 6°bis proposé, remplacer les mots „Le soutien à la presse écrite” par les mots „Le soutien à la presse écrite dans le respect de l'article 18 de la Constitution”.

Nr. 26 door de heer Lagasse.  
N° 26 par M. Lagasse.

**Art. 1.** In fine de woorden „De hulp aan de geschreven pers” vervangen door de woorden „De hulp aan de geschreven pers, met inachtneming van de beginselen van het pluralisme.”

**Art. 1.** In fine, remplacer les mots „Le soutien à la presse écrite” par les mots „Le soutien à la presse écrite dans le respect des principes du pluralisme”.

Nr. 105 door de heer Lagasse en Mevr. Spaak  
N° 105 par M. Lagasse et Mme Spaak.

**Art. 1.** Dit artikel aanvullen met een § 4, luidend als volgt :

„§ 4. — In artikel 4 van dezelfde wet worden de woorden „het uitzenden van mededelingen van de nationale Regering uitgezonderd” weggelaten”.

**Art. 1.** Compléter cet article par un § 4, libellé comme suit :

„§ 4. — Au même article 4 de la même loi, les mots „à l'exception de l'émission des communications du Gouvernement national” sont supprimés”.

**M. le Président.** — M. Lagasse propose d'insérer un article Ibis (nouveau) libellé comme suit :

De heer Lagasse stelt voor een artikel Ibis (nieuw) in te lassen dat luidt als volgt :

**Artikel Ibis (nieuw).** Een artikel Ibis (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

„Art. Ibis. — Artikel 5, § 1, II, 2° van diezelfde wet wordt aangevuld met wat volgt :

„c) de uitoefening van het gewoon administratief toezicht op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de gemeenten genoemd in de artikelen 7 en 8 van de wetten op het taalgebruik in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966”.

**Art. Ibis (nouveau).** Insérer un article Ibis (nouveau), libellé comme suit :

„Art. Ibis. — L'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, 2° de la même loi est complété par ce qui suit :

„c) de l'exercice de la tutelle administrative ordinaire sur les centres publics d'aide sociale des communes énumérées aux articles 7 et 8 des lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966”.

L'article Ibis (nouveau) est réservé.

Artikel Ibis (nieuw) wordt aangehouden.

**Art. 2.** L'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, 6°, de la même loi, est remplacé par le texte suivant :

„6° La protection de la jeunesse, en ce compris la protection sociale et la protection judiciaire, à l'exception :

a) des règles du droit civil relatives au statut des mineurs et de la famille, telles qu'elles sont établies par le Code civil et les lois qui le complètent ;

b) des règles de droit pénal érigeant en infraction les comportements qui contreviennent à la protection de la jeunesse et établissant des peines qui punissent ces manquements, en ce compris les dispositions qui ont trait aux poursuites, sans préjudice de l'article 11 ;

c) de l'organisation des juridictions de la jeunesse, de leur compétence territoriale et de la procédure devant ces juridictions :

d) de la détermination des mesures qui peuvent être prises à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction ;

e) de la déchéance de l'autorité parentale et de la tutelle sur les prestations familiales ou autres allocations sociales”.

**Art. 2.** — Artikel 5, § 1, II, 6<sup>o</sup>, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende tekst :

„6<sup>o</sup> De jeugdbescherming, met inbegrip van de sociale bescherming en de gerechtelijke bescherming, maar met uitzondering van :

a) de burgerrechtelijke regels met betrekking tot het statuut van de minderjarigen en van de familie, zoals die vastgesteld zijn door het Burgerlijk Wetboek en de wetten tot aanvulling ervan ;

b) de strafrechtelijke regels waarbij gedragingen die inbreuk plegen op de jeugdbescherming, als misdrijf worden omschreven en waarbij op die inbreuken straffen worden gesteld, met inbegrip van de bepalingen die betrekking hebben op de vervolgingen, onverminderd artikel 11 ;

c) de organisatie van de jeugdgerechten, hun territoriale bevoegdheid en de rechtspleging voor die gerechten ;

d) de opgave van de maatregelen die kunnen worden genomen ten aanzien van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd ;

e) de ontzetting uit de ouderlijke macht en het toezicht op de gezinsbijslag of andere sociale uitkeringen”.

**M. le Président.** — A cet article 2 les amendements suivants ont été déposés :

Bij dit artikel 2 worden volgende amendementen ingediend :

N<sup>o</sup> 107 par M. Lagasse et Mme Spaak.

Nr. 107 door de heer Lagasse et Mevr. Spaak.

**Art. 2.** Remplacer les mots „6<sup>o</sup> La protection de la jeunesse, en ce compris la protection sociale et la protection judiciaire à l'exception :” par les mots „6<sup>o</sup> La protection de la jeunesse, en ce compris la protection sociale, la protection judiciaire et l'aide postpénitentiaire à l'exception de :”.

**Art. 2.** De woorden „6<sup>o</sup> De jeugdbescherming met inbegrip van de sociale bescherming en de gerechtelijke bescherming, maar met uitzondering van :” vervangen door de woorden „6<sup>o</sup> De jeugdbescherming met inbegrip van de sociale bescherming, de gerechtelijke bescherming en de hulp aan ex-gedetineerden, met uitzondering van :”.

Nr. 72 in hoofdorde door de heer De Groot.

N<sup>o</sup> 72 en ordre principal par M. De Groot.

**Art. 2.** Remplacer cet article par ce qui suit :

„Art. 2. — L'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, 6<sup>o</sup> de la même loi est remplacé par le texte suivant :

„6<sup>o</sup> La protection de la jeunesse, en ce compris la protection sociale ainsi que l'agrégation et le subventionnement des institutions privées accueillant des mineurs

qui y sont placés par les tribunaux de la jeunesse en exécution d'une mesure judiciaire”.

**Art. 2.** Dit artikel vervangen door wat volgt :

„Art. 2. — Artikel 5, § 1, II, 6<sup>o</sup>, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende tekst :

„6<sup>o</sup> De jeugdbescherming, met inbegrip van de sociale bescherming evenals de erkenning en de subsidiëring van private instellingen die minderjarigen opnemen die er door de jeugdrechtsbanken worden geplaatst ter uitvoering van een gerechtelijke maatregel”.

N<sup>o</sup> 36 par MM. Gol et de Donnéea.

Nr. 36 door de heren Gol en de Donnéea.

**Art. 2.** Au 6<sup>o</sup>, b) proposé, remplacer les mots „des règles de droit pénal” par les mots „des matières pénales”.

**Art. 2.** In het voorgestelde 6<sup>o</sup>, b) de woorden „de strafrechtelijke regels” vervangen door de woorden „de strafrechtelijke aangelegenheden”.

N<sup>o</sup> 35 par MM. Gol et de Donnéea.

Nr. 35 door de heren Gol en de Donnéea.

**Art. 2.** Remplacer le 6<sup>o</sup>, b) par ce qui suit :

„b) des règles de procédure pénale et de droit pénal érigeant en infraction les comportements qui contreviennent à la protection de la jeunesse et établissant des peines qui punissent ces manquements”.

**Art. 2.** Het 6<sup>o</sup>, b) vervangen door wat volgt :

„b) de regels inzake de strafprocedure en de strafrechtelijke regels waarbij gedragingen die inbreuk plegen op de jeugdbescherming, als misdrijf worden omschreven en waarbij op die inbreuken straffen worden gesteld”.

N<sup>o</sup> 34 par MM. Gol et de Donnéea.

Nr. 34 door de heren Gol en de Donnéea.

**Art. 2.** Au 6<sup>o</sup>, c) proposé, entre les mots „compétence territoriale” et les mots „et de la procédure” insérer les mots „et matérielle”.

**Art. 2.** In het voorgestelde 6<sup>o</sup>, c) tussen het woord „territoriale” en het woord „bevoegdheid” de woorden „en materiële” invoegen.

Nr. 73 in bijkomende orde door de heer De Groot.

N<sup>o</sup> 73 en ordre subsidiaire par M. De Groot.

**Art. 2.** Le point c) de l'article proposé est complété comme suit :

„ainsi que des compétences matérielles et de celles qui concernent la personne”.

**Art. 2.** In het voorgestelde artikel het punt c) aanvullen met wat volgt :

„alsook de materiële bevoegdheid en deze die betrekking heeft op de persoon”.

N<sup>o</sup> 37 par MM. Gol et de Donnéea.

Nr. 37 door de heren Gol en de Donnéea.

**Art. 2.** Compléter cet article par ce qui suit :

„Les responsables communautaires de l'action sociale doivent, sans délai, déclarer expressément aux parquets compétents l'inefficacité de leur intervention”.

**Art. 2.** Dit artikel aanvullen met wat volgt :

„De Gemeenschapsverantwoordelijken voor de sociale actie dienen, zonder verwijl, bij de bevoegde parketten uitdrukkelijk verslag uit te brengen over de ondoeltreffendheid van hun optreden”.

N° 21 par M. Lagasse.

Nr. 21 door de heer Lagasse.

**Art. 2.** Compléter cet article par un littera f), libellé comme suit :

„f) Dans la Région de Bruxelles, des mesures de protection judiciaire prises à l'égard des mineurs et à l'égard des parents lorsqu'ils n'ont pas fait l'objet préalablement de mesures de protection sociale”.

**Art. 2.** Dit artikel aanvullen met een letter f), luidend als volgt :

„f) de gerechtelijke beschermingsmaatregelen die — in het Brusselse Gewest — ten aanzien van minderjarigen en van de ouders worden genomen, wanneer in dat verband vooraf geen maatregelen van sociale bescherming zijn genomen”.

N° 38 par MM. Gol et de Donnée.

Nr. 38 door de heren Gol en de Donnée.

**Art. 2.** Compléter cet article par un littera f), libellé comme suit :

„f) dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, des mesures de protection judiciaire prises à l'égard des mineurs et à l'égard des parents, lorsqu'ils n'ont pas fait l'objet préalablement de mesures de protection sociale”.

**Art. 2.** Dit artikel aanvullen met een letter f), luidend als volgt :

„f) in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad de maatregelen van gerechtelijke bescherming ten aanzien van minderjarigen en ten aanzien van de ouders, wanneer deze niet vooraf het voorwerp hebben uitgemaakt van sociale beschermingsmaatregelen.

Nr. 74 in bijkomende orde door de heer De Groot.

N° 74 en ordre subsidiaire par M. De Groot.

**Art. 2.** Dans l'article proposé, compléter le 6° par ce qui suit :

„f) des mesures d'assistance judiciaire prises, dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, à l'égard des mineurs et des père et mère, lorsqu'ils n'ont pas fait préalablement l'objet de mesures de protection sociale”.

**Art. 2.** In het voorgestelde artikel het 6° aanvullen met wat volgt :

„f) in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad de maatregelen van gerechtelijke bijstand getroffen ten opzichte van de minderjarigen en ten opzichte van de ouders,

wanneer zij niet vooraf het voorwerp hebben uitgemaakt van maatregelen van sociale bescherming”.

N° 70 par M. Simons et Mme Vogels.

Nr. 70 door de heer Simons en Mevrouw Vogels

**Art. 2.** Compléter cet article par ce qui suit :

„Un 6°bis, libellé comme suit, est inséré dans l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, de la même loi :

„6°bis. — Dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, dans le cadre de la protection de la jeunesse, les mesures de protection judiciaire prises à l'égard des mineurs et à l'égard des parents, lorsqu'ils n'ont pas fait l'objet préalablement de mesures de protection sociale relèvent du Collège réuni prévu à l'article 108ter, § 3, de la Constitution.”

**Art. 2.** — Dit artikel aanvullen met wat volgt :

„In artikel 5, § 1, II, van dezelfde wet wordt een 6°bis ingevoegd, luidend als volgt :

„6°bis. — In het tweetalig gebied Brussel Hoofdstad vallen de gerechtelijke beschermingsmaatregelen die in het kader van de jeugdbescherming worden genomen ten aanzien van de minderjarigen en van de ouders wanneer die niet vooraf het voorwerp van sociale beschermingsmaatregelen hebben uitgemaakt, onder de bevoegdheid van het Verenigd College waarin artikel 108ter, § 3, van de Grondwet voorziet.”

**Art. 2bis (nouveau).** L'article 5, § 1, II, 7°, de la même loi, est remplacé par le texte suivant :

„7° l'aide sociale aux détenus, en vue de leur réinsertion sociale”.

**Art. 2bis (niewu).** Artikel 5, § 1, II, 7° van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende tekst :

„7° de sociale hulpverlening aan gedetineerden met het oog op hun sociale reïntegratie”.

**De heer Voorzitter.** — Mevrouw Merckx-Van Goey, rapporteur, heeft het woord

**Mevr. Merckx-Van Goey, rapporteur (op de tribune).** — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Eerste Minister, heren Vice-Eerste Ministers, collega's, het voorliggende ontwerp tot wijziging van de bijzondere wet kadert in een groots project tot uitbouw van een volwaardige federale staatsstructuur voor ons land.

Als C.V.P.-fractie hebben wij deze federalisering steeds in de grootst mogelijke mate gesteund en zijn wij vooral bekommerd om een overdracht van substantiële en coherente bevoegdheidspakketten naar de deelgebieden.

De Staatshervorming van 1980 was een eerste belangrijke stap in deze richting. De Gemeenschappen hebben op dat ogenblik grote kansen gekregen, en zij hebben die ook maximaal proberen te benutten, elk met een eigen aanpak, eigen accenten, eigen beleidsvisie.

In haar regeerakkoord en in de toelichting bij het ontwerp verbindt de Regering zich ertoe dat de hervorming van 1980 volledig en versneld zal worden uitgevoerd : de richting die in 1980 werd ingeslagen, moet worden voortgezet. De bevoegdheden moeten worden uitgebreid, maar vooral verduidelijkt door een groepering in homogene pakketten. Dit engagement werd in de commissie meermaals door de Regering bevestigd.

Mijn tussenkomst in de commissie bestond er dan ook in om vanuit die bekommernis, en met het oogmerk van de Regering duidelijk voor ogen, het ontwerp van bevoegdheidsoverdracht te toetsen aan deze uitdrukkelijke stellingname van de Regering. Er mag geen stap worden teruggenomen ten opzichte van 1980 : de kansen die toen geboden werden, moeten blijven bestaan. Het zou ten zeerste te betreuren zijn, indien tal van initiatieven die op gemeenschapsvlak werden genomen en hun verdienste ruimschoots bewezen hebben, nu reeds zouden verloren gaan.

De amendementen die ik op het ontwerp heb ingediend moeten dan ook vanuit die optiek benaderd worden. Zij hebben betrekking op de jeugdbescherming en het penitentiair en post-penitentiair welzijnswerk. Zij werden door de Regering aanvaard en in de Commissie unaniem goedgekeurd. Een eerste aanvaard amendement heeft dus betrekking op de penitentiaire en post-penitentiaire hulpverlening waarvan in het oorspronkelijk ontwerp een her-nationalisering werd gepland. Dank zij het amendement wordt deze materie nu uit het lijstje van de opheffingsbepalingen geschrapt zodat deze bevoegdheid nu definitief bij de Gemeenschappen blijft. Bovendien werd de formulering van de gemeenschapsbevoegdheid, zoals deze in 1980 was vastgelegd, nader verduidelijkt. Twee doelstellingen staan me hierbij voor ogen.

Vooreerst moeten de bestaande mogelijkheden van sociale hulpverlening aan gedetineerden, ex-gedetineerden en hun naastbestaanden voor 100 procent gevrijwaard blijven. Daarnaast moeten de bevoegdheden van de Gemeenschappen, daar waar onduidelijkheid bestond over hun draagwijdte, preciezer geformuleerd worden.

Wat dit laatste betreft is het evident dat de uitvoering van straffen en alles wat er verband mee houdt een nationale materie is en blijft, inclusief de organisatie van het gevangeniswezen of het op touw zetten van culturele en sportactiviteiten in deze instellingen.

De hulpverlening aan ex-gevangenen en hun naastbestaanden dient niet expliciet als gemeenschapsbevoegdheid vermeld, daar de Gemeenschap toch een algemene bevoegdheid heeft voor het sociale hulpverleningsbeleid. Het nationale straf- en gevangenisbeleid wordt op geen enkele wijze in zijn beleidsvisie of uitvoering belemmerd door de sociale hulpverlening aan gedetineerden die nu, na aanvaarding van het amendement, gemeenschapsmaterie blijft. Dit moge blijken uit de vaststelling dat bedoelde hulpverlening een finaliteit van hulp- en dienstverlening heeft en derhalve een aangelegenheid van bijstand aan personen betreft. De welzijns optie is een totaal andere benadering dan de justitiële die essentieel om een optimale uitvoering van de straf en de bescherming van de maatschappij bekommerd is. Waar men homogene bevoegdheidspakketten nastreeft, is alleszins een inkadering van deze penitentiaire hulpverlening in het algemeen welzijnsbeleid gewenst. Deze bijstand kan niet geïsoleerd worden van de maatregelen die in het gezins- en gezondheidsbeleid worden voorzien en van de hulp die aan naastbestaanden en slachtoffers van misdrijven wordt geboden en kadert in het totale beleid dat de emancipatie van de zwakkere beoogt. Dit algemeen welzijnswerk werd als taak aan de Gemeenschappen toevertrouwd : het ontzeggen aan de mensen die er de grootste nood aan hebben zou niet logisch zijn. De praktijk heeft trouwens de eigenheid en de noodzaak van dit welzijnswerk, alsook de complementariteit ervan ten overstaan van de werking van de sociale diensten van de strafinrichtingen, bewezen.

Na de bevoegdheidsoverdracht aan de Gemeenschappen en ingevolge het besluit van de Vlaamse Executieve van 24 juli 1985 inzake de forensische welzijnszorg — een besluit met zeer ruime

opdrachtsomschrijvingen — kwam in Vlaanderen geleidelijk een geheel nieuwe welzijnssector tot leven. In 1987 werd door meer dan 2000 mensen op deze hulpverlening een beroep gedaan. Het accent ligt hierbij vooral op vroeghulp aan gedetineerden, ook deze in voorlopige hechtenis — zo'n 31 procent van de dagpopulatie van de gedetineerden —, op hulp aan ex-gedetineerden, naastbestaanden van de betrokkenen en op slachtofferhulp. Deze laatste bevoegdheden behoeven overigens geen expliciete toewijzing aan de Gemeenschappen : het is overduidelijk dat zij bij uitstek hulpverleningsmaatregelen zijn. De huidige hulpverlening varieert van individuele gesprekken in de gevangenissen, aan huis of in de centra zelf, tot groeps- en familiegesprekken, praktische hulp, preventie en sensibilisering.

De 3 miljoen aan middelen die bij de bevoegdheidsoverdracht naar de Vlaamse Gemeenschap werd overgeheveld, werden door deze laatste ondertussen tot ongeveer 14 miljoen uitgebreid. De vrees bestond dan ook terecht dat op een ogenblik dat inzake straf- en gevangenisbeleid *sensu stricto* een grote achterstand moet worden goedge maakt — onze Minister van Justitie heeft dit gisteren nog bevestigd —, de aandacht en de middelen prioritair hier naar zouden uitgaan, dat de verworvenheden van het voornoemde welzijnswerk zouden verloren gaan en dat de dynamiek die in de Vlaamse Gemeenschap aanvankelijk voorzichtig is ontstaan en nu op kruissnelheid is gekomen, voor de toekomst in het gedrang zou komen. Door de unanieme goedkeuring van het amendement in de Commissie behoort deze bevoegdheid nu zeker tot het pakket van de Gemeenschappen.

Een zelfde bezorgdheid lag aan de basis van het tweede amendement dat eveneens eenparig in de commissie werd aanvaard. De overdracht van de jeugdbescherming naar de Gemeenschappen in de wet van 8 augustus 1980 heeft gedurende verscheidene jaren tot zeer uiteenlopende interpretaties aanleiding gegeven. In zijn uitspraak van 30 juni 1988 heeft het Arbitragehof deze bevoegdheid duidelijk afgebakend op basis van de fundamentele optie dat de minderjarige in gevaar en de delinquent minderjarige op een identieke wijze moeten worden benaderd. Deze optie was ook onderliggend aan de Wet van 1965 op de jeugdbescherming waar expliciet de doelstelling werd verwoord dat „de problematiek van de ongelukkige, onaangepaste en misdadige jeugd” een gezamenlijke oplossing behoeft. Via de wet van 65 werd de gelijkschakeling gerealiseerd. De Regering heeft in haar toelichting bij het ontwerp enkele formuleringen van het Arbitragehof ontleend als argumenten om haar ontwerp te staven en tijdens de commissievergadering heeft ze uitdrukkelijk bevestigd — en ik citeer — „dat zij heeft ingestemd met de filosofie waarop het arrest van het Arbitragehof steunt”. Mijn amendement ligt in die lijn en beoogt die basisidee op maximale wijze te realiseren. Anderzijds wil het tegemoetkomen aan de bekommernis die bij sommigen leeft om door specifieke maatregelen de bescherming van de samenleving op nationaal vlak te garanderen, alhoewel dit uitgangspunt, de beveiliging van de maatschappij tegen delinquent jongeren, niet dit was van de Wet van 1965. Deze laatste doelstelling komt overigens geenszins in gevaar : de gemeenschapsbevoegdheden doen in geen enkele mate afbreuk aan de bevoegdheid van de nationale overheid inzake strafrecht ; deze bevoegdheid laat haar eventueel toe zelf een jeugdsanctierecht uit te bouwen.

Bij de voorbereiding van de Wet van 1965 werd echter een andere aspect beklemd, namelijk dit van de hulpverlening, ook ten aanzien van delinquent minderjarigen.

Het Arbitragehof heeft dit bevestigd, daar waar het uitdrukkelijk stelt dat de jeugdbescherming altijd, ook waar ze van dwingende aard is, essentieel een finaliteit van hulp- en dienstverle-

ning heeft „en dat zelfs de plaatsing in een Rijksinstelling, omwille van de plaats die deze maatregel in de wet van 1965 inneemt als blijkens de parlementaire voorbereiding van deze wet, als een opvoedingsmaatregel dient te worden beschouwd“. Wil men deze filosofie eerbiedigen — en de Regering heeft dit erkend — dan kan en mag het niet zijn dat er geen plaats meer zou blijven voor een gemeenschapsoptreden ten aanzien van delinquente jongeren.

Men kan dan ook de Gemeenschap de bevoegdheid niet ontzeggen om het maatregelenpakket, voorzien ten aanzien van jongeren in gevaar, effectief ook ter beschikking te stellen en toe te passen op de delinquente minderjarigen. De bevoegdheid die, om reeds vernoemde redenen, als een uitzondering op de gemeenschapsbevoegdheden aan de nationale overheid wordt voorbehouden, met name het opgeven van de maatregelen die ten aanzien van delinquente minderjarigen kunnen worden genomen, moet dan ook zeer restrictief geïnterpreteerd worden, zowel in haar formulering als haar bedoeling. Zij is enkel een antwoord op de vraag om, omwille van het ermee verbonden aspect van de veiligheid van de maatschappij, het arsenaal van gerechtelijke maatregelen ten aanzien van delinquente jongeren op nationale wijze, op te sommen.

Het mag evenmin zo zijn dat hiermee afbreuk zou worden gedaan aan de bevoegdheid van de Gemeenschappen om in volledige autonomie deze maatregelen verder uit te werken en de uitvoering ervan in gemeenschapsinstellingen te garanderen. Nochtans zijn wij bekommerd om een werkzame jeugdbescherming. Opdat, op het vlak van de normering, de bepaling van de maatregelen door een nationale wetgeving en de concretisering ervan op gemeenschapsniveau zo harmonisch mogelijk zou verlopen, hebben wij hiervoor een concertatieprocedure in het amendement voorzien, een procedure die maximaal moet worden gebruikt om het hulpverlenend karakter van de jeugdbescherming en de ermee verbonden gemeenschapsbevoegdheid te onderstrepen. Dit overleg mag evenwel geen afbreuk doen aan de autonomie van de Gemeenschappen, noch mag een eventueel falen van dit overleg door de nationale overheid worden aangegrepen om het volledige pakket gerechtelijke maatregelen op een bepaald ogenblik opnieuw naar zich toe te trekken. Neen, men moet dan consequent de lijn volgen en doortrekken en ook de bepaling van gerechtelijke maatregelen volledig toekennen aan de Gemeenschappen aangezien dit per essentie hulpverlenende maatregelen zijn die buiten het nationale strafrecht staan en bijgevolg aan de Gemeenschappen zouden moeten toekomen.

Wat de uitvoering van de maatregelen betreft is elk dubbel circuit van Rijksinstellingen en gemeenschapsinstellingen met de huidige tekst uitgesloten. In deze zin wordt dan opnieuw de gelijke behandeling van delinquente jongeren en jongeren in gevaar verzekerd. Dit strookt dan opnieuw met de basisoptie die in dit bevoegdheidsdebat niet ter sprake kon worden gebracht en dus onverminderd blijft gelden — dat de nationale jeugdrechter ten aanzien van alle minderjarigen over een min of meer eenvormig maatregelenpakket zal moeten beschikken en deze zal toepassen, ongeacht deze hem ter beschikking worden gesteld bij wet dan wel bij decreet.

Er rest mij nog één vraag met betrekking tot het ontwerp. In de memorie van toelichting lees ik dat de Staat evenals de Gemeenschappen, elk in de uitoefening van hun bevoegdheden, de materiële bevoegdheden van de jeugdrechter kunnen wijzigen.

Conform de rechtspraak van het Arbitragehof kan dit op voorwaarde dat er een uitdrukkelijke en bijzondere machtiging hier toe door de wetgever in een bijzondere wet, houdende de hervorming van de instellingen, wordt gegeven. Kan de Regering mij antwoorden of de tekst van littera C van artikel 2 hieraan voldoet? Zo niet, kan de tekst van littera C dan niet aangepast worden of kan de Regering hierover een uitdrukkelijke verklaring afleggen naar aanleiding van de bespreking van een nieuw ingediend amendement door de heer De Groot dat er blijkbaar toe strekt deze materiële bevoegdheid opnieuw als een uitzondering in artikel 2 te doen opnemen?

Mijnheer de Minister, de Gemeenschappen hebben tot op heden blijk gegeven van een grote creativiteit en een sterk dynamisme en er is geen reden om aan te nemen dat dit in de toekomst niet meer zo zou zijn. Of het de Regering menens is met de uitvoering van het arrest van het Arbitragehof en met de naleving van de bevoegdheidsverdeling zal moeten blijken op het ogenblik van de effectieve overdracht van de sociale diensten en Rijksinstellingen en de ermee verbonden middelen naar de Gemeenschappen, een ogenblik dat als eerste toetsingsmoment zal fungeren.

Krachtens de uitspraak van het Arbitragehof komen deze structuren nu reeds toe aan de Gemeenschappen en dit werd overigens bevestigd door de Regering in haar memorie van toelichting bij dit ontwerp. Ik vertrouw erop dat de middelen ten spoedigste effectief en volledig zullen worden overgedragen zodat de Gemeenschappen de realisatie van hun beleidsalternatieven ten volle kunnen aanvaarden.

Ik ben ervan overtuigd dat de Gemeenschappen dit met brio zullen doen en daar zo snel mogelijk de kans moeten toe krijgen. *(Applaus: bij de meerderheid en Agalev)*

**De heer Voorzitter.** — De heer De Groot heeft het woord.

**De heer De Groot** *(op de tribune)*. — Mijnheer de Voorzitter, heren Ministers, geachte collega's, vooraleer bondig het woord te voeren over de jeugdbescherming wou ik een paar opmerkingen formuleren en vragen stellen in verband met een aantal andere materies.

Betreffende de overdracht van bevoegdheden in verband met monumenten en land...happen van de Gemeenschappen naar de Gewesten rijzen er een tweetal vragen.

Voor Vlaanderen stellen er zich natuurlijk geen problemen daar de Executieve en de Raad gewest- en gemeenschapsbevoegdheden uitoefenen, maar voor Wallonië stellen er zich wel problemen, enerzijds omdat de Gemeenschap en het Gewest niet over gemeenschappelijke bestuursorganen beschikken en anderzijds omdat de bevoegdheid inzake het Duitse taalgebied nu van de Duitstalige Gemeenschap wordt overgeheveld naar het Waalse Gewest.

De Regering stelt in haar memorie van toelichting dat dit probleem „het voorwerp zou kunnen uitmaken van een samenwerkingsakkoord tussen de Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest“.

Kan de Minister mij concreet meedelen hoe dit probleem effectief een oplossing zal krijgen en welke waarborgen zij voorziet opdat het Vlaamse cultuurpatrimonium in Brussel op dezelfde voet zou worden behandeld als het Franse cultuurpatrimonium.

Dit waren mijn twee vragen in verband met monumenten en landschappen.

Vervolgens wens ik nog enkele vragen te stellen aangaande de inwerkingtreding van de overdracht van de handelspubliciteit naar de Gemeenschappen.

Graag vernam ik van de Minister waarom die overdracht naar de Franse Gemeenschap op 1 januari 1989 in werking treedt terwijl dit voor de Vlaamse Gemeenschap pas gebeurt op het moment dat de in artikel 59bis, paragraaf 6, en artikel 115 van de Grondwet bedoelde Financieringswet in werking treedt. Daar u in uw toelichting dienaangaande geen enkele informatie verstrekt, wens ik, mijnheer de Minister, te vernemen welke argumenten u ertoe hebben aangezet de inwerkingtreding voor beide Gemeenschappen te differentiëren.

Thans kom ik tot de jeugdbescherming waarover collega Merckx-Van Goey zojuist het woord heeft gevoerd.

Mijnheer de Voorzitter, heren Ministers, geachte collega's, de jeugdbescherming vormt een zeer belangrijke materie die in dit land een lange traditie kent.

Wij mogen niet vergeten dat de wet van 15 mei 1912 een zeer vooruitstrevende wet betrof. Het was trouwens voor de eerste maal dat op het Europese vasteland bijzondere gerechten voor kinderen werden opgericht. Meer dan vijftig jaar is deze wet trouwens van kracht gebleven. In de loop van de jaren werden wel een aantal kleine wijzigingen aangebracht, maar toch heeft men tot de wet van 8 april 1965 moeten wachten om een nieuwe revolutie in jeugdbeschermingszaken in een wet vastgelegd te zien.

Daar waar men oorspronkelijk meer geïnteresseerd was in de delinquente jeugd en de jeugd die opvoedingsproblemen gaf, wilde men naast de gerechtelijke bescherming onder meer ook de sociale bescherming inrichten, omdat er op criminologisch-wetenschappelijk vlak een gewijzigde houding was ontstaan ten opzichte van de delinquent en ten opzichte van de jeugdige delinquent en omdat op grond van diezelfde criminologische gegevens men bewust was geworden van het belang van de preventie van later crimineel gedrag.

Er bestaat nu een groot verschil tussen wat men als sociale bescherming moet beschouwen en wat met gerechtelijke bescherming moet bedoeld worden.

De sociale bescherming heeft verschillende aspecten en een van de belangrijkste aspecten is de vrijwilligheid en de bereidwilligheid van de betrokkenen om geholpen te worden. De sociale bescherming is duidelijk een persoonsgebonden materie. Met het decreet van 27 juli 1985 betreffende de bijzondere jeugdbijstand heeft de Vlaamse Gemeenschap een belangrijke inspanning gedaan om op dat vlak nieuwe mogelijkheden te voorzien. Het is duidelijk een materie die door de Gemeenschappen moet behandeld worden, omdat de sociale bescherming met zich meebrengt dat iedere Gemeenschap ze kan aanpassen aan de eigen specifieke behoeften.

Anders is het volgens mij met de gerechtelijke bescherming gesteld, onder meer wat het nemen van maatregelen betreft ten opzichte van jeugdigen die in gevaar verkeren, zij het een gevaar voor hun fysische of psychische integriteit of voor de jeugdigen die in een criminogeen milieu vertoeven. Van zodra men over gerechtelijke bescherming spreekt krijgt men te maken met het nemen van dwangmaatregelen door de jeugdrechtbank, in casu een deel van de rechtbank van eerste aanleg.

Wanneer wij aan dwangmaatregelen en aan het optreden van

de rechtbank denken, dan komen daarbij onmiddellijk geassocieerd de termen rechtsbescherming en rechtszekerheid. Deze elementen zijn niet alleen belangrijk binnen een Gemeenschap en binnen een Staat, maar hebben ook hun implicaties op het internationale juridische vlak. Omdat wij van oordeel zijn dat gerechtelijke bescherming gebonden moet blijven aan rechtszekerheid — ik zal straks duidelijker verklaren waarom ik dit zeg — zijn wij voorstander van het nationaal houden van die bevoegdheid.

Collega's, stel u voor dat dit ontwerp wordt aangenomen zoals het nu voorligt. In dat geval kunnen in de toekomst, behalve wat de jongeren betreft die een misdrijf hebben begaan, de andere bevoegdheden van de jeugdrechtbank gewijzigd worden naargelang de Gemeenschap. Volgens dit ontwerp zou men in een verdere toekomst andere bevoegdheden per jeugdrechtbank kunnen hebben naargelang het om een jeugdrechtbank gaat in Vlaanderen, Wallonië of Brussel. Bovendien zouden de verschillende jeugdrechtbanken ook verschillende maatregelen kunnen opleggen, met de daarjuist vermelde uitzondering ingeval van een crimineel feit.

Ik kan de theorieën van collega Merckx bijtreeden op voorwaarde dat een ieder voortdurend ter plaatse blijft in dezelfde woonplaats en er geen verhuizingen zouden optreden. In de realiteit stellen wij echter vast dat daar waar zich het meest problemen rond jeugdbescherming voordoen, waar de maatregelen dus het meest aangewezen zijn, het gewoonlijk gaat om ontwrichte gezinnen, gezinnen die zeker niet honkvast zijn en gemakkelijk van de ene plaats naar de andere verhuizen. Zolang dit binnen dezelfde Gemeenschap gebeurt, bestaat er geen probleem, maar niets belet hen om bijvoorbeeld van Antwerpen naar Nijvel te verhuizen. Ik vraag mij trouwens af welke rechtsgrond er nog zou bestaan voor een specifieke maatregel, opgelegd op grond van een decreetbepaling en op grond van een bevoegdheid bij decreet aan de jeugdrechtbank toegekend, wanneer bijvoorbeeld een migrantengezin verhuist van Borgerhout naar Nijvel of Luik of enige andere plaats in het Waalse landsgedeelte. Wat gebeurt er onder andere met nomadenkinderen waarvan de ouders geen vaste verblijfplaats hebben? Hoe gaat men in die gevallen maatregelen, getroffen door de ene rechtbank — indien niet dezelfde voorzien zijn in het andere landsgedeelte —, afdwingbaar kunnen maken? Hoe kan men nog over de term „dwangmaatregel” of „gerechtelijke bescherming” spreken?

Niet alleen wij zijn bezorgd over de rechtsonzekerheid en de vermindering van de rechtsbescherming die ontstaan wanneer men het aan de Gemeenschappen overlaat om de bevoegdheden van de verschillende jeugdrechtbanken te wijzigen.

*De heer Temmerman, Ondervoorzitter, treedt als Voorzitter op.  
M. Temmerman, Vice-Président,  
prend place au fauteuil présidentiel*

**De heer Cortois.** — Mijnheer De Groot, ik wil er u op wijzen dat de bevoegde Minister niet luistert.

Mijnheer de Voorzitter, het spektakel dat zich hier afspeelt heeft geen naam. Collega De Groot houdt een redevoering over een ernstige zaak en niemand doet de moeite enige aandacht op te brengen.

**De heer Voorzitter.** — Mijnheer Cortois, uw collega's moeten de Minister dan met rust laten.

Mijnheer Daems, mag ik u vragen de Minister niet te storen wanneer hij naar uw eigen collega luistert.

**De heer De Groot.** — Samen met de Raad van State zijn wij van oordeel dat het geven van de mogelijkheid aan de Gemeenschappen om de bevoegdheid van de jeugdrechtbanken per Gemeenschap te wijzigen een vermindering van de rechtsbescherming en een toename van de rechtsonzekerheid met zich brengt.

Daar waar, volgens de documenten die ons zijn overgemaakt, de gemachtigde van de Regering eerst van oordeel was dat zowel *ratione loci* als *ratione materiae* de bevoegdheden aan de Gemeenschappen moesten kunnen worden overgedragen, heeft men blijkbaar toch één paragraaf van het advies van de Raad van State gelezen en heeft men de bevoegdheid *ratione loci* nationaal gelaten. De materiële bevoegdheid, dus de bevoegdheid *ratione materiae*, wil men naar de Gemeenschappen doorschuiven. Op dit vlak handelt men dan in strijd met de Raad van State en heeft de rechtszekerheid hier voor de Regering geen belang.

Wij meenden in ons amendement duidelijk te moeten stellen dat ook de bevoegdheid *ratione personae* of, juister gezegd, de bevoegdheid *ratione aetatis*, omdat het over de jeugdrechtbank gaat, expliciet nationaal dient te blijven, dit omwille van het vermijden van verwarring en om de rechtszekerheid te vergroten. Het zou immers kunnen gebeuren dat een Gemeenschap in sommige aangelegenheden bepaalt dat de jeugdrechtbank enkel boven een bepaalde leeftijd, bijvoorbeeld 10, 11 of 12 jaar, optreden. Men zou dan een verschil in de bevoegdheden krijgen tussen de verschillende Gemeenschappen en dat zou tot allerlei discussies en nutteloze procedures aanleiding kunnen geven.

Het hoofdamendement dat wij meenden te moeten indienen is zodanig gelibelleerd — ik spreek hier in de eerste plaats over de vorm — dat wij het 6<sup>e</sup> van de tekst willen vervangen door een formulering waarin geen uitzonderingen zijn voorzien.

Na de wetten van 1980 heeft men gedurende vele jaren gezegd dat er onduidelijkheid was, dat er verschillende onzekerheden waren omdat in de libellering van de wetteksten te veel „tenzij's”, „behoudens” en „uitgezonderd” voorkomen. Daarom hebben wij een zuiver positieve tekst neergelegd. Deze houdt in dat de sociale bescherming volledig naar de Vlaamse Gemeenschap gaat, maar niet de gerechtelijke bescherming, om de redenen die ik zopas heb aangehaald en om een legistische chaos te voorkomen.

Anderzijds voorziet het amendement ook dat de erkenning en subsidiëring van private instellingen die door de jeugdrechtbanken geplaatste minderjarigen opnemen, een bevoegdheid worden van de Gemeenschappen.

De Rijksinstellingen worden naar onze mening beter nationaal gehouden omdat het zich zou kunnen voordoen dat een bepaalde Gemeenschap geen inspanningen doet voor erkenning en subsidiëring. Wanneer de jeugdrechtbank een gerechtelijke maatregel neemt, zou hij er bij gebrek aan instellingen en bij gebrek aan nog bestaande nationale instellingen kunnen toe verplicht worden minderjarigen in een gevangenis te stoppen, iets wat in strijd is met de Europese Conventie voor de Rechten van de Mens.

Mijn tweede amendement heb ik reeds gedeeltelijk verdedigd. De bedoeling ervan is de materiële bevoegdheid en de bevoegdheid die betrekking heeft op de persoon, terwille van de rechtszekerheid, nationaal te laten, zoals ook de Raad van State heeft voorgesteld.

Een derde amendement heeft betrekking op het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad. De Regering heeft het door de Raad van State voorgestelde artikel grotendeels overgenomen, met

uitzondering van het begrip „materiële”. Bovendien is er ook het punt F van het voorgestelde artikel, waardoor men de maatregelen van gerechtelijke bijstand ten opzichte van minderjarigen in Brussel-Hoofdstad nationaal wil houden. De Regering meende daarop te moeten antwoorden dat zij de Raad van State niet kon volgen omdat deze materie zal worden behandeld in het statuut van het Gewest Brussel-Hoofdstad. Dat neemt niet weg dat ter zake een ernstige lacune zal ontstaan. Enerzijds werd er zelfs geen ontwerp neergelegd betreffende Brussel-Hoofdstad en anderzijds weten we zelfs niet of dezelfde Regering op dat ogenblik nog aan het bewind zal zijn om dit statuut goed te keuren.

Heren Ministers, ik leg er de nadruk op dat het niet enkel nuttig, maar zelfs noodzakelijk is om een juridische lacune inzake Brussel te voorkomen, dat het punt F, zoals het door de Raad van State werd voorgesteld, in de bijzondere wet zou worden opgenomen.

Trouwens, niets belet u te voorzien dat dit punt F wordt opgeheven op het ogenblik dat het statuut van het Gewest Brussel-Hoofdstad van kracht wordt.

Ik dring er nogmaals op aan dit punt in overweging te nemen. Trouwens, ik denk niet dat het politiek akkoord van de meerderheid daardoor in het gedrang zal komen, maar dat het enkel een blijk van wijsheid zou zijn om de rechtszekerheid te vrijwaren. (*Onderbreking van de heer Denys*). Wij kunnen dat toch altijd proberen, mijnheer Denys.

Het zou dus een bewijs zijn van wijsheid en bezorgdheid voor een goede rechtsbedeling in dit land wanneer de Regering dit punt zou aanvaarden, desnoods met de vermelding dat het zal worden opgeheven op het ogenblik dat Brussel-Hoofdstad een eigen statuut krijgt.

Ik reken dus op de wijsheid van de Regering. Het kan toch niet enkel de bedoeling zijn te federaliseren om te federaliseren. Men had misschien andere veel belangrijkere materies kunnen federaliseren waar de Vlaamse Gemeenschap veel baat zou hebben bij gehad. Ter zake denk ik aan de ziekteverzekering. Zolang men de overconsumptie in het zuiden van het land niet even fel bestrijdt als in het noorden en men lineaire maatregelen neemt waarvan iedereen het slachtoffer wordt, zouden deze materies beter gefederaliseerd zijn.

Ik hoop dat het licht nog zal doorbreken en dat men niet enkel aan federaliseren zou denken, maar aan een goede rechtsbedeling en rechtsbescherming voor de kinderen van dit land en ook voor de bescherming van onze maatschappij. (*Applaus bij de P. V. V.*)

**De heer Voorzitter.** — Mevrouw Vogels heeft het woord.

**Mevr. Vogels (op de tribune).** — Mijnheer de Voorzitter, heren Ministers, collega's, ik kan mijn voorganger, de heer De Groot, bijtreden wanneer hij zegt dat wij niet alleen aan federaliseren moeten denken maar ook aan de inhoud van datgene waarmee wij bezig zijn. Voor het overige verschil ik grondig van mening met hem. Ik vind inderdaad dat elke overdracht en herstructurering in feite zou moeten worden voorafgegaan door een discussie ten gronde over wat wij met een bepaald beleid willen en hoe wij dat structureel het beste opvullen. In het kader van het debat over de Staatshervorming zijn tot hiertoe nog niet veel mogelijkheden geweest om dit soort van discussies te voeren en zeker niet wat een belangrijk domein als dit van de jeugdbescherming betreft.

Ter zake vertrek ik van de overtuiging dat jeugdbescherming in zijn geheel in feite een zaak van bijstand aan jongeren moet

zijn. In zijn modaliteit is het een vraag van welzijn en niet van repressie en strafmaatregelen. Voor de minderjarige die bijstand krijgt in het kader van de notie „kind in gevaar” is dit overduidelijk. Vandaar dat de oorspronkelijke redactie van littera D zoals het aan ons werd voorgelegd en die de dringende en voorlopige maatregelen in het kader van die notie „kind in gevaar” nationaal wil behouden in feite onverantwoord was en de jongeren meer slachtoffer maakte van een repressief optreden ten aanzien van zijn milieu. Ik ben ervan overtuigd dat dit de deur opnieuw zou openzetten voor het nemen van een forse stap terug en het opnieuw inbouwen van het gevaar van, wat men vroeger „gerechtskinderen” noemde, te creëren. De notie „kind in gevaar” moet volledig worden onttrokken aan de gerechtelijke sfeer en worden opgenomen in de bijstandsregeling in het kader van een globaal welzijnsbeleid dat op dit moment gemeenschapsbevoegdheid is.

Ik wil echter verder gaan en vertrekken vanuit een sociale visie op het strafrecht in het algemeen en stellen dat de facto een minderjarige altijd bijstand nodig heeft en sanctioneren in de meeste gevallen overbodig en ongewenst is. In die zin was littera D zoals het aan ons werd voorgelegd overbodig. Het amendement, zoals het in de commissie werd aangenomen is ter zake in elk geval een verbetering. Een schrapping had volgens mij echter de bevoegdheidspakketten logischer en inhoudelijk juist gemaakt. Het is een goede zaak dat met dit amendement alleszins duidelijk wordt dat de nadruk wordt gelegd op het bijstandsprincipe. Het zal de overheid zijn die de welzijnszorg onder haar bevoegdheid heeft die het volledig kader uittekent van de jeugdbeschermingshulpverlening. Dit biedt in elk geval de uitdaging aan de Gemeenschappen om haar ideeën inzake de minst beperkende opvang nieuwe ambulante en semi-ambulante opvangvormen eindelijk hard te kunnen maken. Dit biedt haar ook de mogelijkheid, en dit is meer een wens die ik uitdruk, om in feite de achterhaalde en bevoogdende notie van „kind in gevaar” op zich te herdenken en te hertekenen.

De hele sector van de jeugdbescherming is de jongste jaren een sector geweest waar de bevoegdheidsconflicten welig tierden met als gevolg de totale blokkering van deze sector met alle gevolgen van dien voor de betrokkenen, zowel voor de werkers als de jongeren ter zake. De jeugdbeschermingscomités die het hart vormen van de sociale bescherming zijn sinds twee jaar geblokkeerd en leven constant in het vacuüm tussen wet en decreet. Dankzij de uitspraak van het Arbitragehof van 13 juni 1988 en de vertaling ervan in dit ontwerp zal het intussen reeds meer dan twee jaar geleden goedgekeurde decreet eindelijk kunnen worden uitgevoerd.

Het is echter mijn vrees dat met dit ontwerp de sector niet de rust zal vinden die dringend nodig is. De uiteindelijke tekst is en blijft vaag en voor interpretatie vatbaar. Wat mij vooral bekommert is de vraag welke de draagwijdte is van de idee die door de Minister van Institutionele Hervormingen, de heer Moureaux, werd ontwikkeld in zijn antwoord op de vragen van de commissieleden. Dat waren antwoorden gebaseerd op de meest recente uitspraken van het Arbitragehof en mijn vraag is of die uitspraken reeds voldoende hun vertaling vonden in de wettekst zoals die hier ter stemming voorligt. Ter zake citeer ik de Minister: „De bevoegdheid van de Gemeenschappen inzake jeugdbescherming is bijgevolg niet beperkt tot aangelegenheden of onderdelen van aangelegenheden met een communautair karakter. Ze wordt evenmin beperkt door het criterium van de vrijwilligheid. De jeugdbescherming heeft trouwens altijd, ook waar zij van dwingende aard is, essentieel een finaliteit van hulp- en dienstverlening.” Ik ga volledig akkoord met deze stelling die

trouwens ook de stelling is van het Arbitragehof. „De bevoegdheid inzake jeugdbescherming behelst bijgevolg ook onder meer het stellen van regels betreffende voorzieningen en instellingen waar jeugdbeschermingsmaatregelen worden uitgevoerd.” Verder zegt hij: „Uit de interpretatie van dat arrest blijkt dat de Gemeenschap een beroep kan doen op dwangmiddelen om in hulp en bijstand te voorzien.” Mijn concrete vraag ter zake — ik vind dat een zeer belangrijke vraag omdat ze heel de sector voor de komende jaren werkelijk zal bepalen — is of dit betekent dat de Gemeenschappen in de toekomst concreet gemachtigd zullen zijn om aan de betrokken jongeren en/of ouders bijstand op te leggen, dan wel of zij juridisch blijven werken op basis van het vrijwilligheids criterium zoals de wet van 1965 nu bepaalt en voor een opgelegde hulp de jeugdrechtsbanken mochten inschakelen? Zullen de Gemeenschappen bij decreet bepaalde maatregelen kunnen opleggen aan ouders en jongeren en niet alleen op basis van vrijwilligheid te kunnen werken? Als het antwoord daarop positief is sluit mijn volgende vraag aan bij de vraag die Mevr. Merckx heeft gesteld. In welke bepaling van de huidige redactie van het artikel is deze machtiging concreet vertaald? Heeft men daar juridisch een zuivere bepaling voor, zodat men niet jaren voor conflicten naar het Arbitragehof moet gaan? Ik denk dat dit werkelijk een cruciaal punt is voor de onafhankelijke werking van de jeugdbescherming op gemeenschapsniveau, want wanneer dit niet de bedoeling is — wanneer de jeugdbeschermingscomités in de toekomst geen dwingende maatregelen kunnen opleggen — betekent dit zeer zware gevolgen voor haar organisatie. Immers, dan zullen opnieuw de bevoegdheidsconflicten zich ter plaatse installeren. Ik kan u zeggen hoe de praktijk op dit moment is. Het is vaak zo dat bij jongeren of gezinnen die in het kader van een sociale bescherming begeleid worden door jeugdbeschermingscomités — en dit reeds gedurende jaren — het steeds mogelijk is dat na verloop van jaren plots toch een dwingende maatregel mogelijk is omdat of ouders of jongeren een verdere sociale begeleiding weigeren. Op dit moment is het zo dat de jeugdrechtsbanken die dossiers naar zich toe trekken en totaal onafhankelijk, los van jeugdbeschermingscomités, een totaal nieuwe maatregel kunnen voorstellen, wat in feite betekent dat de jarenlange werking in het kader van de sociale hulpverlening door één uitspraak van de jeugdrechter totaal tenietgedaan wordt en totaal wordt omgedeeeld. Er is geen continuïteit ter zake op dit ogenblik. Het is van het allergrootste belang een antwoord op deze vraag te krijgen om te weten of de continuïteit, in de toekomst wel zal verzekerd zijn. Dit is vooral belangrijk omdat de verhouding tussen jeugdbeschermingscomités en jeugdrechtsbanken de laatste jaren sterk vertroebeld werd, precies omwille van de bevoegdheidsconflicten, precies omwille van het ontwerp van decreet dat in de Vlaamse Executieve werd klaargemaakt en dat een hele machtsstrijd tussen juridische en sociale bescherming heeft teweeggebracht, een machtsstrijd die men niet zo maar kan uitschakelen en die op het veld zal blijven bestaan wanneer geen duidelijke redactie, geen duidelijke bedoeling achter deze wetteksten staat.

Ik wens het hierbij te laten. Graag kreeg ik een antwoord op die voor mij cruciale vraag over de goede werking van de jeugdbescherming op het vlak van de Gemeenschappen in de toekomst. *(Applaus bij de leden van Agalev)*

**De heer Voorzitter.** — Daar de heren Annemans en De Deker niet aanwezig zijn, kan de heer Lagasse het woord voeren.

La parole est à M. Lagasse.

**M. Lagasse (à la tribune).** — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, mes chers collègues, j'ai demandé à intervenir brièvement sur ce chapitre des nouvelles compétences aux Communautés, notamment pour expliquer la portée des amendements que nous avons déposés concernant les articles 1 et 2 du projet de loi, c'est-à-dire les dispositions qui doivent modifier les articles 4 et 5 de la loi du 8 août 1980.

Tout d'abord je dirai qu'il est regrettable que dans ce projet, qui tend à modifier la loi du 8 août 1980, nous ne trouvions pas le nouveau système de désignation des membres des Conseils de Communautés. Votre Gouvernement a décidé de reporter cela à plus tard, et j'ai déjà eu l'occasion de le dire, c'est une erreur : si nous voulons vraiment mesurer l'importance de la réforme, la réalité de la marche vers une formule de fédéralisme authentique, il y a un élément extrêmement important sur lequel vous n'avez pas encore fait la lumière.

Cela dit, nous constatons que les modifications que vous proposez aux articles 4 et 5 de la loi du 8 août 1980 sont positives dans l'ensemble. Elles apportent une amélioration incontestable à la situation actuelle, sous une réserve que j'exprimerai dans un instant. Le projet constitue un progrès d'une part parce qu'on supprime certaines exceptions — ce qui est une façon d'élargir les compétences — et d'autre part parce qu'on clarifie certains textes en optant pour une interprétation large.

J'ai annoncé une réserve : en effet, du point de vue des compétences des Communautés il n'était pas nécessaire — et même pas nécessaire — et même il me paraît regrettable — de prévoir le transfert aux Régions de la compétence en matière de monuments et sites qui appartient actuellement aux Communautés.

Je voudrais m'expliquer sur ces différents points en commentant les amendements que nous avons déposés. Je commencerai par l'article 1er, § 1, en observant cependant qu'il est intimement lié à notre amendement concernant l'article 3 : l'article 1er tend à supprimer les monuments et les sites de la liste des compétences des Communautés tandis que l'article 3 tend à ajouter ces matières aux compétences de la Région. Bien que dans les documents cela soit présenté sous forme de deux amendements séparés, tout le monde en aperçoit la connexité. Nous ne demandons évidemment pas que cette matière redevienne de compétence nationale ; nous disons qu'il n'y a pas de raison d'apporter de changements à la situation actuelle des trois Communautés. Je m'explique.

Depuis 1971 cette matière des monuments et des sites est considérée comme se rattachant au bloc des matières culturelles, et personne n'a songé à le contester. De fait, ce sont des considérations essentiellement historiques, artistiques, architecturales ... qui inspirent la réglementation et la gestion en ce domaine. Aussi bien, le texte du projet reconnaît que de par sa nature la matière des monuments et les sites ressortit du domaine culturel, puisqu'à l'article 4 nouveau vous ajoutez : „à l'exception des monuments et des sites, vous prévoyez une disposition particulière pour faire comprendre qu'à l'avenir cette matière culturelle ne connaîtra plus le même sort que les autres matières culturelles, pour la soustraire au bloc des compétences culturelles. Vous avez estimé, pour des raisons que je n'arrive toujours pas à comprendre que cette matière culturelle devrait dorénavant être confiée aux institutions régionales.

Observons immédiatement, du point de vue des principes et du point de vue du droit, que vous créez de la sorte un problème juridique sérieux. L'article 107quater, qui n'est pas soumis à révision, dit expressément que les matières qui font l'objet de

l'article 59bis, — ce qui est le cas des questions culturelles — ne peuvent en aucun cas être attribuées aux institutions régionales de l'article 107quater.

Vous me direz : „Encore une objection de juristes ?" C'est vrai. Je sais que le Gouvernement a beaucoup d'imagination pour contourner ce genre d'objection constitutionnelle, pour contourner ce genre de difficultés. Cependant cela mérite attention et cela mériterait à tout le moins une réponse.

Je voudrais également me situer sur le terrain pratique. Pourquoi vouloir retirer aux Communautés cette matière culturelle ? Bien sûr, vous me direz que c'est parce qu'il y avait un problème à Bruxelles et qu'en ce qui concerne les monuments et les sites on était dans l'impasse. C'est vrai, il y a un problème à Bruxelles : mais il ne s'agit pas d'un problème lié à une déficience de nos Communautés. En effet, actuellement, les monuments et les sites qui se trouvent sur le territoire de Bruxelles ne sont ni de la compétence de la Communauté française, ni de celle de la Communauté néerlandaise, ni de celle de la Communauté germanophone. Il s'agit ici d'une matière bicommunautaire, biculturelle. C'est donc une matière qui, jusqu'à présent, est de la compétence nationale, c'est-à-dire de la compétence du Législateur national, de ministres nationaux. Et c'est pour cela qu'il en est résulté une paralysie.

Il faut donc trouver un remède. Mais il ne s'agit pas de vouloir l'enlever aux Communautés puisque actuellement à Bruxelles elle n'appartient à aucune des Communautés, le problème, c'est de l'enlever au national, celui-ci n'étant révélé inadapté à ce rôle, et de la confier à des institutions bruxelloises, non pas régionales bruxelloises — puisque aussi bien l'article 107quater s'y oppose — mais à des institutions bicommunautaires bruxelloises.

Là, nous aurions préféré — nous l'avons suffisamment dit — que ce fussent des institutions bicommunautaires issues des deux Communautés et prenant la succession des actuelles commissions bruxelloises de la Culture. Le Gouvernement a préféré une solution beaucoup plus compliquée, qui consiste à considérer que les groupes linguistiques du Conseil régional, par une sorte de transmutation, deviendraient d'autres organes, de nature non régionale. ... Eh bien, soit. Vous ne nous avez pas convaincus mais c'est la solution que vous avez imposée, c'est devenu le texte constitutionnel, déjà publié au Moniteur.

Ces groupes linguistiques réunis et ces collègues réunis n'est-ce pas l'organe tout indiqué pour débloquer la situation à Bruxelles en ce qui concerne les monuments et les sites ? Au contraire, en voulant résoudre le problème local bruxellois de la façon que vous faites, en enlevant cette matière aux Communautés, vous créez trois nouveaux problèmes : vous modifiez la situation pour la Communauté néerlandaise, pour la Communauté française et pour la Communauté germanophone ! Toutes trois vont se trouver dépossédées de cette compétence alors qu'il s'agit d'une matière culturelle, d'une matière qui jusqu'à présent a été réglée et gérée par elles, par leurs Conseils et par leurs Exécutifs. C'est l'ensemble de la Communauté française, de la Communauté néerlandaise, de la Communauté germanophone qui pensent la politique de sauvegarde des monuments et des sites dans le cadre de leurs politiques culturelles. A l'avenir ce ne sera plus le cas.

Le changement ne sera pas considérable, peut-être, dans le nord du pays : il n'empêche que les décrets auront une autre forme, une autre base et que certains membres du Vlaamse Raad

ne pourront plus participer. La différence sera beaucoup plus importante pour la Communauté française où à peu près un quart de ses membres ne participeront plus à cette politique. Et cela sans raison ! Personne n'avait jamais trouvé à redire à la situation présente. Quant à la Communauté germanophone, vous avez vous-même senti que vous faisiez naître un problème, vous avez dû reconnaître que votre solution était illogique. A peine cette matière est-telle confiée aux Régions — ici à la Région wallonne — que vous avez deviné que cela n'allait pas marcher avec les compatriotes germanophones, et vous avez ajouté : „on va restituer” cette compétence à la Communauté germanophone, d'une façon ou d'une autre, qui est d'ailleurs mal précisée. Un accord aura pour effet de retransmettre cette compétence de la Région wallonne à la Communauté germanophone !...

Ne croyez-vous pas que c'est vraiment chercher la complication pour la complication ? C'est provoquer des objections juridiques, et c'est créer un changement qu'à ma connaissance personne ne souhaitait, ni au Vlaamse Raad, ni au Conseil de la Communauté française, ni au Conseil de la Communauté germanophone.

Voilà donc la raison de notre double amendement, qui concerne l'article 1, § 1 et l'article 3, § 1.

Deuxième proposition : nous demandons d'ajouter un paragraphe 4 à votre article 1.

Nous constatons avec satisfaction que dans le projet en ce qui concerne l'audiovisuel, on supprime l'exception de la publicité commerciale, et que d'autre part, très logiquement et de façon positive, on ajoute parmi les compétences le soutien à la presse écrite. Mais nous croyons opportun d'aller plus loin dans cette voie. Puisque le Gouvernement est partisan des blocs de compétences bien dessinés, cohérents, il y a lieu de supprimer également, en ce qui concerne l'audio-visuel, l'exception relative aux communications gouvernementales.

Vous remarquerez que notre amendement sur ce point tend à supprimer les mots „à l'exception d'émission des communications du Gouvernement national” mais propose aussi de compléter le projet afin de compléter l'article 92ter à insérer dans la loi du 8 août 1980. En effet, nous pensons que la solution juste et équilibrée, qui avait satisfait tout le monde, appelle une procédure de concertation : l'Exécutif de la Communauté française — ou de la Communauté flamande — devrait faire précéder d'un avis du Gouvernement fédéral et des Gouvernements régionaux concernés, l'arrêté qu'elle prendrait pour déterminer les modalités de l'émission des communications gouvernementales — c'est-à-dire du Gouvernement central et éventuellement des Gouvernements régionaux.

Vous avez dans le projet de loi — c'est un aspect qui nous a paru positif, j'ai eu l'occasion de le dire hier soir — développé les procédures de coopération, de concertation et d'association. Eh bien ! Les communications que les divers Gouvernements font passer sur antenne, n'est-ce pas une matière qui devrait se prêter à ces procédures ? Je vous lis le texte que nous vous proposons pour l'article 92ter, plus exactement les alinéas supplémentaires que nous demandons d'ajouter.

1° „La Communauté française détermine, par arrêté pris sur avis séparé du Gouvernement fédéral, de l'Exécutif de la Région wallonne et de l'Exécutif de la Région bruxelloise, les modalités d'émission de communications du Gouvernement fédéral et des Exécutifs.” Et parallèlement.

2° „l'Exécutif flamand détermine, par arrêté pris sur avis séparé du Gouvernement fédéral et de l'Exécutif de la Région

bruxelloise, les modalités d'émission de communications du Gouvernement fédéral et de l'Exécutif de la Région bruxelloise.”

Ne pensez-vous pas que cette proposition est dans la logique de votre réforme : plus d'autonomie, plus de cohérence, plus de clarté ?

Nous proposons également un amendement à l'article 1 qui concerne le soutien à la presse écrite. C'est une excellente chose de le transférer de la compétence nationale à la compétence de la Communauté. Toutefois, il convient de se rappeler qu'il existe une loi nationale sur le Pacte culturel dont l'objet est de sauvegarder certains principes de pluralisme.

Il nous paraît indispensable de garantir demain également ce pluralisme, après le transfert de compétences. J'avais eu l'occasion de faire cette observation en commission et le Vice-Premier Ministre M. Moureaux, qui représentait le Gouvernement à ce moment, nous a répondu en substance : „bien entendu ! cela va de soi”. J'ai été heureux de l'entendre, et sa déclaration est reflétée dans une certaine mesure dans le rapport. Cela va de soi ... mais cela va encore mieux en le disant. Pourquoi ? Certes il y a la loi nationale sur le Pacte culturel. Mais demain il peut y avoir des décrets en la matière, et ce ne serait pas inutile, et les responsables devraient être prévenus, par la loi votée à majorité spéciale, qu'ils auront à respecter ces principes fondamentaux du pluralisme.

Là aussi, il y a autonomie des Communautés. Qu'il s'agisse du Vlaamse Raad, du Conseil de la Communauté française, cette question relève de leurs compétences. Tout comme lorsque l'enseignement a été communalisé, l'on s'est préoccupé de faire respecter les principes du pacte scolaire, — on a même été jusqu'à les reprendre dans la Constitution, — il est souhaitable, lorsqu'il s'agit de la presse écrite, de faire référence dans cette loi quasi constitutionnelle qu'est la loi votée à majorité spéciale, aux principes du pluralisme du Pacte culturel.

Un autre exemple ? Lorsque il y a quelques années, le pouvoir d'expropriation a été reconnu aux Communautés et aux Régions, on a eu soin de préciser qu'il devait s'exercer dans le respect des principes de l'indemnité juste et préalable, et dans le respect des procédures judiciaires.

En tous les cas, Monsieur le Premier Ministre, nous espérons que des déclarations formelles seront faites ici en séance publique pour confirmer que l'aide à la presse écrite devra toujours respecter le principe du pluralisme idéologique.

J'en arrive à la protection de la jeunesse. Je ne vais pas réexposer ici les remarques que j'ai eu l'occasion d'exprimer en Commission. Je dirai seulement et très brièvement que nous sommes favorables dans l'ensemble à la proposition du Gouvernement sur ce point. Pourquoi ? Parce que nous nous souvenons de cette situation extraordinairement cocasse qui s'est présentée en 1982, où nous avons vu le Ministre de la Justice — M. Gol pour ne pas le citer — déposer un projet de loi presque en même temps que la Communauté flamande et la Communauté française déposaient des propositions de décret : ces projets étaient absolument incompatibles ! Ce n'est pas parce que M. Monfils appartenait au même parti que M. Gol que les textes proposés par l'un et par l'autre devenaient conciliables. Bien au contraire ! On a dû attendre des mois et des années, deux ans, pour que le Conseil d'Etat finisse par exprimer son avis. Et bien entendu le Conseil d'Etat a fait prévaloir une interprétation restrictive. Plus récemment, la Cour d'Arbitrage a eu aussi l'occasion de se prononcer, et elle a proposé une interprétation plus large ... Le moins qu'on doive dire, c'est qu'il y a un problème.

Nous constatons avec satisfaction que le texte proposé par le Gouvernement clarifié dans une large mesure le problème et qu'il le fait en consacrant l'interprétation large que d'aucuns avaient déjà défendue, en 1982, mais sans être suivis.

Cela ne veut pas dire, Messieurs les Ministres, que demain il n'y aura plus de controverses. Il est vrai que cette matière est particulièrement délicate. Il nous faut espérer que dans ce domaine comme dans d'autres l'on admettra une application beaucoup plus accueillante, la théorie des pouvoirs implicites : sur ce sujet assurément important, j'aurai l'occasion de revenir à propos de l'article 10 et de l'amendement que nous avons déposé. Mais dès à présent je tiens à souligner par cet exemple de la protection de la jeunesse la nécessité de sortir de ce carcan que le Conseil d'Etat a forgé ces dernières années par une interprétation extrêmement restrictive de la théorie des pouvoirs implicites.

Pour le surplus nous avons déposé deux amendements qui concernent la protection de la jeunesse.

Nous demandons tout d'abord — et ceci intéressera assurément le Ministre de la Justice — que le Gouvernement reprenne dans son texte le bout de phrase qui fut proposé par le Conseil d'Etat sous le littéra F. J'en ai fait la proposition en Commission et le Vice-Premier Ministre nous a répondu qu'il n'était pas en désaccord avec nous lorsque nous reprenons l'interprétation du Conseil d'Etat concernant Bruxelles. Mais il a ajouté que le Gouvernement préférerait attendre et voir comment allaient se concrétiser les institutions bruxelloises. Il a d'ailleurs reconnu que c'est par un lapsus que dans l'exposé des motifs on parle des institutions „régionales” bruxelloises : manifestement il ne s'agit pas de la Région, puisque l'on a affaire, avec la protection de la jeunesse, à une matière communautaire. Dans la mesure où cela relève du bicommunautaire cela doit ressortir des institutions bruxelloises très originales qui ont été prévues par l'article 108ter. Mais qu'en est-il lorsque la question apparaît monocommunautaire ? C'est la question soulevée par le Conseil d'Etat : n'est-il pas utile de dire explicitement que les règles en matière de protection de la jeunesse seront applicables aux mineurs ou aux parents lorsqu'il y a eu une intervention de protection, préalablement ? Pour une fois je suis d'accord avec le Conseil d'Etat : je crois que ce ne serait pas inutile. Ce n'est peut-être pas indispensable, puisque aussi bien dès à présent il y a des décrets en matière communautaire, pris par le Conseil de la Communauté française et par le Conseil de la Communauté flamande, qui s'appliquent à des „personnes” habitant Bruxelles : j'ai plusieurs fois donné l'exemple des allocations d'étude, où nous voyons des décrets applicables aux élèves et aux parents, et cela parce qu'il y a rattachement.

De façon semblable, lorsqu'un mécanisme de protection sociale a joué, les parents et les mineurs sont concernés par l'initiative prise par la Communauté. Cette interprétation, je le répète, paraît se suffire à elle-même. Cependant, le Conseil d'Etat estime qu'il ne serait pas inutile de prévoir une disposition en ce sens. Je demande donc au représentant du Gouvernement de s'expliquer à ce sujet. Bien entendu, si la position du Gouvernement, exprimée ici — et de la façon la plus formelle — était une approbation de cette interprétation, je serais prêt à retirer notre amendement.

Pour terminer cette intervention, je dirai à peu près la même chose au sujet de l'autre amendement, qui concerne l'aide postpénitentiaire, dans le cadre de la protection de la jeunesse.

Selon le projet de loi, l'aide postpénitentiaire en général est retirée de la compétence des Communautés par l'abrogation du point 7 qui figure dans l'énumération. Cependant, répondant à

plusieurs questions, le Vice-Premier Ministre a déclaré en commission qu'en matière de protection de la jeunesse le maintien de cette aide postpénitentiaire lui paraissait pleinement justifié compte tenu de ce que l'aide sociale en général était une compétence des Communautés.

Nous nous trouvons donc en présence d'une interprétation gouvernementale qui nous paraît défendable, du moins si l'on en revient à une compréhension exacte de la théorie des pouvoirs implicites : nous retombons une fois de plus sur ce nœud.

Ainsi, c'est afin de clarifier les choses, c'est parce qu'il y a cette abrogation du point 7 dans l'énumération des compétences et parce que, jusqu'à présent, on a vécu sous l'emploi de la jurisprudence restrictive du Conseil d'Etat en matière de pouvoirs implicites, que nous avons cru utile de mettre, ici, sur la table un amendement disant expressément qu'en ce qui concerne la protection des jeunes, les aides postpénitentiaires demeurent de la compétence des Communautés.

Voilà la proposition que nous faisons. Nous écouterons avec la plus grande attention la réponse des ministres parce que, si des déclarations claires étaient faites, nous serions prêts à retirer également ce deuxième amendement.

**De heer Voorzitter.** — De heer Annemans heeft het woord.

**De heer Annemans** (op de tribune). — Mijnheer de Voorzitter, dames en heren Ministers, collega's, ik veroorloof mij een algemene bespreking te houden tijdens deze specifieke ronde omdat ik toch niet de hoop kon koesteren, en overigens niet mocht koesteren, dat de Eerste Minister zou antwoorden op wat ik nu ga zeggen.

Halleluia. Halleluia. Dit land is geen unitaire staat meer ! 1970 Als deze wetgeving aanvaard wordt, is dit land geen unitaire staat meer.

Dit land wordt nu pas echt grondig hervormd. 1977 Als deze wetgeving aanvaard wordt, is dit land pas echt grondig hervormd.

Dit land wordt nu fundamenteel geregionaliseerd. 1980 Als deze wetgeving aanvaard wordt, is dit land fundamenteel geregionaliseerd.

Wij leven in een federale staat. 1988 Als deze wetgeving aanvaard wordt, leven wij in een federale staat.

Ik kom hier toch nog even zeggen om te zeggen dat voor het Vlaams Blok deze fase (ze heeft op zichzelf dan nog eens drie fasen, zo heb ik vernomen, en bij monde van Vic Anciaux acht de V.U. zelfs nog wat tussenfasen noodzakelijk, zo hoorde ik gisteren), dat het Vlaams Blok dus deze fase beschouwt als de laatste fase, de meest recente fase van een decompositieproces. Wie dat niet ziet, schijnt ieder besef voor historische verhoudingen te hebben verloren. Wie het vogelperspectief verkiest boven dat van de kikvors en met de nabije vakantiegeneugten in het vooruitzicht, is dat van de kikvors blijkbaar in meerderheid aanwezig in deze Kamer. Wie dus dat vogelperspectief verkiest, weet dat ook de hervorming van 1988 geen essentieel verschil maakt, geen fundamenteel verschil maakt, geen grondige wijziging van de tactiek en van de richting waarin dit land uitgaat, maar slechts een gradueel verschil. 1988 is geen eindstation, maar slechts een afspanning. Een gradatie. Er zijn echter aan het huidige akkoord zoveel haken en ogen, zoveel Vlaamse toegevingen en juridische scherpslijperijen en nuances gekoppeld, alsmede zoveel leugens en lafheid die Grondwet worden, dat het ding al even snel als al de vorige fasen zal blokkeren. Vooral aan het communautaire luik zitten andermaal een onwerkzaam aantal prijzen die door Vlaanderen zijn betaald en die bij de

benoeming van burgemeesters, de uitoefening van de voogdij en dergelijke dadelijk zullen aantonen dat de Vlaamse onderhandelaars te veel whisky ophadden toen zij het akkoord ondertekenden.

Dat moet men de hervorming van 1980 gunnen. Doordat zij minder pretenties had, hield zij ook veel minder Vlaamse toegevingen in.

Van de heldere overdracht van klare bevoegdheidspakketten komt alleszins niet veel terecht. De wet van 1980 in haar meest recente uitvoering is allsbehalve gestroomlijnd. Er zitten veel opties aan en het ding ziet er zeer luxueus uit, maar van een stroomlijn is geen sprake. Men kan het ding niet eens lezen zonder specialist te zijn. Sommigen doen alsof ze specialist zijn. Zij grijpen het ding vast, lezen een passage en formuleren dan een fundamenteel bezwaar. Daarna leggen ze het al dan niet deemoedig terug weg.

Om opnieuw over te stappen op de gekende poëtische formules over het federale land waarin wij nu gaan wakker worden. Over de vreedzame en vriendschappelijke mensen die Vlamingen en Walen nu ten aanschouwe van de wereld geworden zijn.

Hoe dit land een voorbeeld van evenwicht gaat zijn met een sterk centraal gezag en met brave Gewesten en Gemeenschappen (let wel : geen volkeren dus ! Dàt vooral niet), Gewesten en Gemeenschappen dus die ieder hun eigen weg gaan, doch met respect voor elkander en zo voort en zo voort. Als er dan al eens een klein woordenwisselingetje zou kunnen zijn (maar weet ge, dat is eigenlijk uitgesloten hoor, want wij hebben alles geregionaliseerd, gefederaliseerd met heldere bevoegdheidspakketten) maar als er dan eens zo iets ontstaat : dan hebben we daar een Arbitragehof voor.

Voorwaar, ik zeg u, van het Belgisch front, van het taalgrensfront in het midden van West-Europa : geen nieuws. Wat zeg ik ? Niets dan goed nieuws. Niets dan idylle.

Welnu, dames en heren : dit federalisme is door mij niet aanvaard. Vooreerst schijnt het allemaal gedaan te zijn met het oog op de versterking van het centraal gezag. Lang leve België is ook voor de V.U. het sterk symboolkrachtige Leitmotiv van wat hier gebeurt. Met de term Groningen drukt nu een steeds groter wordend radicaal deel van de Vlaamse Beweging die argwaan uit.

Met de term Groningen wordt de geknipoogde arglist voor de hervorming van 1988 voldoende tot uitdrukking gebracht.

België is nu Vlaanderens vaderland geworden. Een vaderland om te beminnen, zo noemt Swaelen het in de Senaat. Zelfs bij de neutrale en ongeïnteresseerde jeugd (er is er nog wel andere, wees gerust), zelfs bij de jongeren van Torhout en Werchter haalt men daarmee een schampere schaterlach.

Neen. Wij aanvaarden deze hervorming niet. Wij bedanken voor het geschenk. Wij doen niet mee. In deze praline zit cyaan-kali.

Voor de zelfs onwetende buitenstaander is deze federale staat evident een keten. Een Belgische gevangenis, voor een Vlaanderen dat bezig is zichzelf te worden en dat spijs het trauma van 1830 zijn oude glorie wil herwinnen. Een Vlaanderen met een volk dat grote dingen aankan. Dàt volk zit en blijft gevangen in een gevangenis. Met de terminologie van een goed uitgeruste gevangenis. Met grendels en alarmbellen, stevig opgesloten. Braaf zijn, jongetjes, zegt de cipier. Jullie mogen doen wat ge wilt, maar de gevangenis, het sterk centraal gezag, jongetjes, dàt blijft. Komt in orde, roept de V.U. Om te beminnen, roept de C.V.P. Allemaal zwijgen, zegt de S.P.

Want Vlaanderen mag zelfs niet eens wat iedere burgemeester mag en iedere provincie. Eigen belastingen heffen en zelf bepalen wat welk bestuursonderdeel mag en kan kosten.

Niks van. Wij leven uit de hand van diezelfde centrale Belgische staat. En de financiën kunnen en mogen niet meer veranderd worden. Daarmee, met artikel 115 weet u nog wel, zijn we deze fundamentele hervorming, zoals het ding heet, begonnen.

Het zou vermakelijk zijn als het niet zo treurig was. Of, ach, het zou treurig zijn indien het niet zo vermakelijk was.

Ooit, dat voorspel ik, zal het besef groeien dat het centraal gezag Vlaanderens bestaan miskent, hoewel de prijs van het Belgisch samenwonen door Vlaanderen wordt betaald en te berekenen is als 260 miljard per jaar, voor ieder van ons meer dan 40.000 frank per jaar en meer dan 80.000 voor wie een thuiswerkende echtgenoot heeft, meer dan 120.000 frank voor wie één kind heeft. Dat is de kostprijs van het samenwonen in de Belgische gevangenis, dat is de rekening die u, ieder jaar, met mooie woorden aan de Vlaamse bevolking presenteert.

De overzijde in dit land krijgt niet wat zij kan verdienen, maar zovéél als zij nodig heeft. En Vlaanderen past de rest wel bij, met ongedekte cheques, die onze kleinkinderen zullen betalen.

Ik zal aan mijn kleinkinderen kunnen zeggen : ich war nicht dabei. Ik heb van Vlaanderen geen idiote melkkoe gemaakt. Geen gevangene. Geen achter grendels en onder alarmbellen geketende.

Ik zal altijd blijven geloven zijn in een vrij Vlaanderen. Bevrijd na een laatste en definitieve fase. Ik zal met rechtgeheven hoofd de geschiedenis kunnen aankijken.

De vinger zal ik wijzen naar u allen die met loze woorden de groene knopjes zult hebben ingedrukt.

**M. le Président.** — La parole est à M. De Decker.

**M. De Decker (à la tribune).** — Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Premier Ministre, à défaut du Premier Ministre, Monsieur le Secrétaire d'Etat, cela me fait plaisir que vous soyez là, Monsieur le Vice-Premier Ministre, et je vous en remercie.

Je voudrais, comme nous sommes à l'article premier de ce projet et avant d'aborder la matière plus précise du problème de l'audio-visuel et de la modification concernant la publicité commerciale à la télévision, dire, à titre d'introduction, que je souhaiterais prononcer la dernière profession d'attachement à une Belgique solidaire que l'on aura peut-être l'occasion de prononcer dans ce Parlement avant qu'il ne se transforme en une coquille vide puisque, une fois que toutes ces matières seront régionalisées, les assemblées régionales prendront certainement plus d'importance politique que le Parlement national qui aura été vidé d'une substance à laquelle j'étais très attaché.

J'ai toujours été heureux et fier d'être belge, heureux d'appartenir à un pays biculturel, au passé prestigieux et qui, malgré sa petitesse, a su jouer un rôle moteur en Europe. Tout cela m'a toujours apporté un sentiment de bien-être.

Ce sentiment n'est pas emprunt de chauvinisme ni de nationalisme : il est, je pense, simplement l'expression d'une profonde conscience d'appartenance à un pays.

Comme je n'ai pas connu la guerre, ce sentiment n'a pas été transcendé par des événements dramatiques et exceptionnels.

Il me donne en tout cas la sensation agréable de me sentir

chez moi aussi bien à Anvers qu'à Namur, à Liège qu'à Gand.

Appartenant à cette catégorie des „Belgicains” irréductibles, avec vous peut-être, Monsieur le Vice-Premier Ministre, souvent traités de dinosaures ou de brontosaures, même par certains de mes aînés, j'ai sincèrement souffert du phénomène de division qui devait mener à la fédéralisation de la Belgique, car j'ai toujours été convaincu, et je le reste encore aujourd'hui, qu'au-delà d'une nécessaire autonomie culturelle, il constitue, dans les autres domaines, un phénomène artificiel créé et entretenu par une partie du monde politique.

Contrairement aux affirmations des Gouvernements qui ont procédé aux réformes institutionnelles successives, celles-ci n'ont jamais eu pour principal but d'améliorer l'entente entre Flamands et Francophones. Elles visent essentiellement à renforcer le pouvoir du C.V.P. en Flandre et du P.S. en Wallonie et elles ont eu par contre pour effet de creuser et d'élargir le fossé entre nos deux grandes Communautés qui jusque là s'entendaient fort bien ou à tout le moins pas mal du tout ...

Il est vrai que les générations flamandes anciennes ont souffert d'un impérialisme francophone excessif et souvent idiot qui très naturellement a donné sa force au mouvement flamand.

Mais il est malheureux que celui-ci, après avoir conquis de haute lutte sa reconnaissance culturelle, ait poursuivi sur sa lancée un combat dont la logique ne peut, s'il n'est freiné rapidement, que mener au séparatisme et à l'indépendance de la notion flamande.

La nouvelle génération flamande — je l'ai déjà dit dans cette Assemblée — n'a pas connu les frustrations dont a encore souffert la génération de Messieurs Martens, Schiltz, et Anciaux peut-être. Elle est bien dans sa peau, fière de sa culture, étrangère à tout esprit de revanche, mais comme l'on dirige les chevaux au moyen d'œillères, on la fait regarder ailleurs faisant passer à tort la Wallonie pour une terre arriérée qui, au sein d'une Belgique même fédérale, ne pourrait que constituer un boulet bien lourd à entraîner vers le progrès.

Je dis tout ceci parce que, contrairement à ce que l'on peut penser, ce n'est pas un discours qui ne concerne que les générations anciennes, ou en tout cas plus anciennes que la mienne. Par les conversations que nous avons tous, nous rencontrons tous les jours des citoyens de tous les âges, et également beaucoup de jeunes qui nous expriment ce même sentiment.

Dans son remarquable discours du 21 juillet le Roi a décrit ce que devrait être les objectifs fondamentaux de la nouvelle réforme de l'Etat.

Il a rappelé qu'elle devait „assurer un meilleur service à nos compatriotes de la part des différents niveaux de pouvoir”.

Il a rappelé qu'au plus grand épanouissement de nos Régions et Communautés doit correspondre une plus grande cohérence et une plus grande stabilité de l'Etat central.

Que notre fédéralisme doit favoriser l'union et „maintenir une solidarité entre les diverses composantes et rejeter toute forme de séparatisme explicite ou larvé”.

Il a insisté sur la nécessité pour le pouvoir central de „disposer des moyens de renforcer et faire respecter l'union économique et monétaire dans notre pays”.

Citant l'exemple des domaines de la recherche scientifique et du commerce extérieur et des relations internationales où l'Etat doit pouvoir conserver des instruments lui permettant de donner les impulsions nécessaires afin de permettre à notre pays de s'intégrer dans le grand marché européen.

L'on ne peut que souscrire à 100 % au contenu de ce discours historique.

Le fédéralisme est devenu une réalité belge, encore faut-il qu'il fonctionne pour le bien du pays entier.

Il est étonnant que le Gouvernement ait choisi cette semaine de fête nationale pour soumettre au Parlement le projet de loi, que nous discutons aujourd'hui de réformes institutionnelles, qui, selon moi, s'il est adopté par les Chambres constituantes, mènera le pays dans une voie totalement opposée à celle proposée par le message royal.

En régionalisant les infrastructures telles que les routes, les voies navigables, les ports et les aéroports, c'est-à-dire par exemple en faisant dépendre les autoroutes, le ring qui entoure Bruxelles, le port de Bruxelles, de deux ou trois ministères régionaux au lieu d'un seul ministère national, je crains que l'on n'assurera pas un meilleur service aux citoyens.

*M. Nothomb reprend place au fauteuil de la présidence  
De heer Nothomb herneemt het voorzitterschap*

Je suis même persuadé que, lorsqu'on aura, pour les différentes infrastructures, trois Ministres régionaux, l'on conservera au Gouvernement national un Ministre chargé de la coordination entre les Régions et, au lieu d'avoir un Ministre compétent, les Belges en auront quatre devant eux.

En régionalisant toute l'économie et tous les secteurs industriels l'on ne renforcera pas l'union économique et monétaire.

En régionalisant quasi intégralement la recherche scientifique et le commerce extérieur tout en donnant aux Communautés et aux Régions le droit de signer des traités internationaux dans les domaines de leur compétence, mais en dehors de toute intervention du Ministre des Relations extérieures, l'on ne renforcera pas le pouvoir central ni le poids de la Belgique en Europe.

En vérité le Gouvernement ne semble pas suivre la voie décrite avec sagesse par notre Souverain et entraîne le pays dans la voie d'une plus grande division et cela sur base d'un projet qui fut improvisé à l'occasion de la formation du Gouvernement.

En participant aux deux dernières élections législatives, les Belges ne nous ont certainement pas donné un tel mandat, ni aux parlementaires de la majorité, ni certainement pas aux parlementaires de l'opposition.

Ils espéraient certes que l'on corrige un jour les faiblesses et incohérences de la réforme de l'Etat de 1980 mais ils n'ont certainement pas voulu que sur base de ce scrutin on leur confisque la Belgique à laquelle ils sont et restent en majorité profondément attachés.

C'est pour cela que cette réforme de l'Etat dont peu de citoyens perçoivent à l'heure actuelle l'importante et définitive portée devrait, avant son examen par le Parlement, faire l'objet d'une consultation populaire.

Les belges ne resteraient alors plus impuissants face au sabotage de leur Etat commis par la majorité parlementaire qui semble faire du séparatisme comme M. Jourdain faisait de la prose...

Mesdames, Messieurs, chers collègues, je voudrais maintenant aborder les matières relatives à l'article 1er du projet que nous examinons mais, pour ne pas devoir reprendre la parole par la suite, je souhaiterais également formuler quelques brèves remarques sur d'autres articles.

En tant que Bruxellois, j'aurais pu — mais M. de Donnée en a longuement parlé à cette tribune — vous exprimer toutes les inquiétudes que j'éprouve face à la régionalisation du port de Bruxelles, du Fonds des communes, du secteur des Travaux et de la matière des transports en commun ; dans ces deux derniers domaines, la régionalisation aura des conséquences dramatiques à Bruxelles. Je ne le ferai donc pas, préférant vous renvoyer à l'intervention de M. de Donnée.

Je ne traiterai pas davantage des infrastructures. Je suis persuadé que MM. Ducarme et Draps vous en parleront ou vous en ont déjà longuement parlé. Mais, en ce qui concerne l'article 3, je voudrais revenir tout à l'heure sur les rapports entre ces infrastructures et le domaine de la Défense nationale.

Venons-en à l'article 1er. Celui-ci prévoit que l'on supprime l'exception de compétence des Communautés en matière audiovisuelle en ce qui concerne la publicité commerciale. Il s'agit, à mon avis, d'une erreur. En effet, en février 1987, le Législateur national avait préparé et fait adopter une excellente loi concernant la publicité commerciale. Elle présentait un double avantage : elle donnait une grande autonomie aux deux Communautés mais, en même temps, elle prévoyait que la publicité commerciale, en Flandre, en Wallonie ou dans la Communauté française, ne pourrait être attribuée qu'à une seule station de télévision. C'était une très bonne chose car j'estime que c'est la seule manière cohérente d'agir en ce domaine.

Pour notre part, nous avons toujours défendu l'idée qu'il valait mieux que le service public ait le monopole de la dotation publique en matière audio-visuelle et que le secteur privé ait celui des recettes en publicité commerciale. La Flandre va suivre la même voie que celle que la Communauté française avait librement et délibérément choisi de suivre : une télévision privée sera créée. Du côté de la Communauté française se trouve la R.T.B.F. et R.T.L.-T.V.i avait l'exclusivité des recettes publicitaires. Voici ce que je crains : si, demain, à la Communauté française, une majorité politique attribue une partie de ces recettes publicitaires au service public, en plus de sa dotation, nous verrons fort vite disparaître ce noyau d'industries audio-visuelles privées qui pouvaient naître et se développer à côté de R.T.L.-T.V.i.

Nous estimons que R.T.L.-T.V.i est indispensable dans le paysage audiovisuel de la Communauté française également parce que sa présence permettait le pluralisme de l'information. Il était aberrant de maintenir à la seule R.T.B.F. — donc à la seule télévision de service public — le monopole de l'information audio-visuelle. C'était un peu comme si, au niveau de la presse écrite, l'on disait demain que le monopole de l'information revient au Moniteur. Cela n'a évidemment aucun sens mais c'est pourtant la situation que nous avons vécue pendant si longtemps.

Il est indispensable — et, à l'époque, M. le Premier Ministre Martens le défendait d'ailleurs avec acharnement — que naisse à côté de la télévision publique une télévision privée et que

celle-ci dispose des moyens suffisants pour vivre et pour fonctionner en ayant la capacité de concurrencer normalement le service public.

Je crains que l'on donne un jour une partie de la publicité commerciale au service public parce que si l'on donne une partie de la recette publicitaire au service public, le service public se mettra à courir derrière l'audience, derrière l'écoute, et se mettra, comme les chaînes privées à faire des émissions plus populaires, plus faciles alors que je crois que la mission, à côté de l'information, du service public, est de participer à l'éducation de la population davantage qu'on ne peut le demander aux stations privées.

Pour ces différentes raisons, mon groupe a déposé plusieurs amendements visant soit à maintenir le caractère national de la publicité commerciale, soit, si cela s'avérait impossible, à attribuer la compétence aux Communautés tout en précisant dans la loi qui attribue cette compétence que cela doit se faire dans le respect de la loi du 6 février 1987 qui avait établi cet équilibre entre le secteur privé et le secteur public de l'audio-visuel.

C'est important aussi pour le rapport entre la recette de la publicité commerciale et l'aide à la presse. Vous savez que la presse écrite connaît, comme dans beaucoup de pays, de grandes difficultés. Vous savez que, sur base de la loi nationale de 1987, R.T.L.-T.V.i avait été choisi par tous les journaux de la Communauté française de Belgique, sauf un ou deux, comme interlocuteur et comme agent audio-visuel avec lequel ils coopéraient à certaines émissions en échange de quoi ces journaux recevaient la recette de la publicité régionale.

Il est évidemment logique que si l'on communautarise la publicité commerciale, on communautarise aussi l'aide à la presse. Avant que cette matière ne soit communautarisée, puisque telle est la volonté de la majorité parlementaire, je tiens à exprimer devant le Parlement national toutes mes inquiétudes à ce propos. Nous courons le risque à la Communauté française qu'à un moment donné une majorité politique, qui peut d'ailleurs être la même que la majorité politique au niveau national, décide, malgré la présence du parti social-chrétien qui a fait toute cette législation en collaboration avec nous, de changer de cap, de changer d'avis et de modifier ainsi les paysages audio-visuels comme le souhaite le parti socialiste.

A propos de l'article 3 du projet, mon groupe a déposé un amendement, portant le numéro 53, prévoyant spécifiquement, comme le Gouvernement en a exprimé le souhait dans l'exposé des motifs du projet de loi, que les infrastructures nationales : autoroutes, routes, ports, aéroports qui jouent un rôle essentiel ou qui sont liées à la défense civile et militaire du territoire, restent de compétence nationale.

Tel est bien l'état d'esprit du Gouvernement, d'après l'exposé des motifs du projet de loi. Vous souhaitez, Messieurs les Ministres, que les infrastructures militaires restent nationales. Vous le dites dans l'exposé des motifs mais vous ne le dites pas dans l'article 3 du projet. Cela a pour conséquence, à mon sens, que la Défense nationale du pays rencontrera des difficultés avec les Régions. Je prends pour seul et unique exemple une expérience faite hier ou avant-hier à la Commission des Affaires étrangères où figurait à l'ordre du jour une résolution visant à interdire l'accès aux ports belges de tout navire propulsé à l'énergie nucléaire ou porteur d'armement.

Si dans la loi de réformes institutionnelles on ne prévoit pas que ces infrastructures militaires restent nationales, demain, au Conseil régional flamand, l'on pourrait adopter une résolution

de ce genre qui serait en contradiction absolue avec la politique étrangère et la politique de défense du pays, qui serait en contradiction absolue avec la présence de la Belgique dans l'Alliance Atlantique, qui serait d'ailleurs aberrante parce qu'on interdirait la présence de bateaux nucléaires dans les ports belges devenus flamands alors qu'on maintiendrait, par exemple, des missiles nucléaires et des centrales nucléaires dans d'autres parties du territoire. C'est un des côtés aberrants de cette résolution.

Mais je veux attirer par cet exemple votre attention sur le fait que si l'on n'écrit pas dans la loi que ces infrastructures nationales à caractère militaire doivent rester nationales, elles seront de fait et petit à petit gérées de manière régionale sans que l'on tienne compte des intérêts et des priorités finales de notre défense nationale, ce que, dans aucun autre pays sérieux, on ne se permettrait de faire.

Monsieur le Secrétaire d'Etat, votre Gouvernement joue avec nos institutions.

Les Belges sont en vacances et vous en profitez pour leur confisquer leur Belgique.

La Belgique, demain, ne sera même plus tout à fait un Etat fédéral. Vous la menez au confédéralisme avant l'inévitable séparatisme.

Pour camoufler cette manœuvre, vous espérez simplement que, ce jour-là, la Belgique se sera dissoute dans une Europe de Régions qui, pourtant, vous le savez, n'existera jamais.

Car il est illusoire de croire que la France ou la Grande-Bretagne par exemple accepteraient de se disloquer en Régions d'Europe pour faire plaisir à la Flandre et au C.V.P.

Vous refusez toute hiérarchie des normes qui existe pourtant dans la plupart des Etats fédéraux.

Vous espérez que les compétences résiduelles puissent être transférées de l'Etat central vers les Régions et les Communautés.

A ce sujet, je me réjouis d'avoir inconsciemment empêché cette division définitive de l'Etat en ayant pris l'initiative de m'opposer, avant les élections, ...

**M. Laurent.** — Inconsciemment ?

**M. De Decker.** — Oui, inconsciemment sur ce point.

... avec mes collègues parlementaires libéraux bruxellois à la révision de l'article 107quater de la Constitution. Je le faisais pour sauver la Région bruxelloise. Je constate qu'ainsi, j'ai évité à la Belgique fédérale de glisser immédiatement vers le confédéralisme, ce qui aurait été le cas indiscutablement si les pouvoirs résiduels avaient été attribués aux Régions et aux Communautés et que l'Etat central en eût été dépourvu. Nous aurions été dans une structure où toutes les compétences partent des Communautés et des Régions vers, éventuellement, le pouvoir central ce qui est bien la définition d'un confédéralisme et non pas du fédéralisme.

**M. Laurent.** — Avez-vous entendu les commentaires du P.V.V. ?

**M. De Decker.** — J'ai bien écouté le discours de M. De Croo, hier, et je le partage à 100 pour cent.

Monsieur le Ministre, la méthode de travail de votre Gouvernement en la matière est dangereuse.

Vous procédez à l'élargissement de la régionalisation avant de

prendre les mesures nécessaires au renforcement de l'Etat central que, par ailleurs, vous prétendez souhaiter.

Ces mesures de renforcement du pouvoir central, vous les promettez pour la deuxième ou la troisième phase de votre révision institutionnelle.

En fait, vous vous comportez vis-à-vis de la Belgique comme un père qui jetterait son enfant à l'eau avant de lui avoir appris à nager. Cela m'inquiète profondément.

Je conclurai brièvement cette intervention. Hier, par hasard, dans une réception à Bruxelles, j'ai rencontré un citoyen belge, anversois, qui remplit une mission importante dans une grande multinationale qui était, jusqu'il y a peu, installée à Bruxelles. Il se dit bon flamand — même un petit peu flamingant — mais en même temps bon belge, et je crois que c'est tout à fait compatible. Il m'a dit qu'il était terriblement attristé par ce que nous étions en train de faire, qu'il trouvait cette régionalisation absurde dans la mesure où, à lui tout seul, dans son bureau à Bruxelles encore pour quelque temps — parce qu'à cause de la pression fiscale cette société multinationale va placer son siège social dans un pays voisin du Benelux et son siège commercial dans un autre pays voisin hors Benelux — à lui tout seul, donc, dans son bureau à Bruxelles, en bon anversois, il gère un budget supérieur au budget de l'Etat belge.

Il m'a simplement déclaré qu'il ne comprenait pas comment on pouvait avec autant d'acharnement continuer à diviser l'infiniment petit ! (*Applaudissements sur les bancs du P.R.L.*)

**De heer Voorzitter.** — De heer Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen heeft het woord.

**De heer De Batselier,** Staatssecretaris voor Institutionele Hervormingen (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, ik meen dat het zeer duidelijk is dat de bevoegdheden van de Gemeenschappen inzake de persoonsgebonden materies via de thans besproken artikelen en mede via de amendementen die door diverse leden zijn ingediend, worden uitgebreid.

Inzake penitentiaire en postpenitentiaire sociale hulpverlening kan ik aan Mevr. Merckx mededeien dat, volgens de Regering, de hulpverlening aan ex-gevangenen tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen blijft behoren en dit in het kader van de algemene bevoegdheid die zij inzake sociale hulpverlening hebben.

De hulpverleningsmaatregelen die door Mevr. Merckx uitgebreid werden behandeld vragen in feite geen expliciete toewijding van bevoegdheden aan de Gemeenschappen. Uit de tekst zelf blijkt dat de Gemeenschappen over uitgebreide mogelijkheden beschikken om een welzijnsbeleid te voeren.

Wat monumenten en landschappen betreft, heeft de heer Lagasse doen opmerken dat hij het betreurt dat deze bevoegdheid wordt overgeheveld van de Gemeenschappen naar de Gewesten. Het was voor hem niet erg duidelijk waarom de wet van 8 augustus 1980, volgens welke deze materie tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen behoorde, op dat vlak moest worden gewijzigd. Mijnheer Lagasse, het is zo dat deze materie, inzonderheid wat de landschappen betreft, steeds meer is gaan aansluiten bij de Ruimtelijke Ordening en dat men, wat de monumenten betreft, steeds meer het grondgebonden karakter is gaan benadrukken. Rekening houdend met deze elementen en met het probleem Brussel, dat u zelf heeft aangehaald, waar men wou verhinderen dat twee niveaus zich ermee zouden bemoeien, heeft men op dit ogenblik raadzaam geacht de materie eerder gewestelijk te maken.

Zowel de heer Lagasse als de heer De Groot hebben gesteld

dat op dat vlak eveneens een probleem rijst voor het Waalse Gewest waar men tegelijkertijd bevoegd is voor het Duitstalige gebied. Dit aspect zal het voorwerp uitmaken van een samenwerkingsakkoord.

Het probleem van het cultureel patrimonium van Brussel zal niet nu, maar in een tweede fase worden geregeld, namelijk via de wet op het Brussels hoofdstedelijk gebied.

In de wet van 8 augustus 1980 was de handelspubliciteit nog uitdrukkelijk uitgesloten uit de bevoegdheid van de Gemeenschappen. In dit ontwerp wordt uitdrukkelijk de mening geuit dat — in tegenstelling tot de visie van de heer De Decker — deze aangelegenheid tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen moet behoren. De handelsreclame is een belangrijk onderdeel van het mediabeleid. De bedoeling van de overdracht is dan ook tot een meer homogeen geheel van bevoegdheden inzake de audiovisuele aangelegenheden te komen om ter zake een globaler en coherenter beleid te kunnen voeren.

Er werden een aantal problemen in verband met de bestaande overeenkomsten aangehaald, onder andere door de heer De Decker. Het is duidelijk dat deze overeenkomsten als dusdanig naar de Gemeenschappen worden overgedragen en dat het aan die Gemeenschappen toebehoort om later te wijzigen, net zoals dit door de nationale overheid zou kunnen gebeurd zijn.

Wat de hulp aan de geschreven pers betreft — wat ook door de heer Lagasse werd aangehaald en waarbij hij het belangrijke probleem van het pluralisme dat bij dit beleid zou moeten in acht genomen worden, stelde — kan ik volledig aan zijn bezorgdheid tegemoetkomen en verklaren dat deze bevoegdheid inderdaad moet worden uitgeoefend met inachtneming van het Cultuurpact. Dit houdt niet in dat wij zijn amendement zouden goedkeuren.

Ik wil echter uitdrukkelijk verklaren dat het afwijzen van zijn amendement niet betekent dat wij de inhoud ervan wegstemmen. U weet het, het is nogal gevaarlijk voor latere interpretaties amendementen weg te stemmen. Als wij het amendement wegstemmen, betekent dit niet dat wij het niet eens zouden zijn met de inhoud. Wij vinden het echter duidelijk dat het principe van het Cultuurpact voor deze materie automatisch is vastgelegd. Het hoeft dus niet in dit wetsontwerp naar voren te worden gebracht. Het is echter gevaarlijk amendementen te introduceren en daarna weg te stemmen omdat men daaraan een andere interpretatie zou kunnen geven.

De heer Lagasse heeft ook gevraagd om even het uitzenden van de mededelingen van de nationale Regering te behandelen. Het is zo dat, krachtens de wet van 8 augustus 1980, het uitzenden van de mededelingen van de Regering van de Gemeenschappen en de Gewesten reeds tot de gemeenschapsbevoegdheid behoort. Daarvan worden uiteraard de mededelingen van de nationale Regering uitgesloten. Dit lijkt mij logisch omdat deze mededelingen zich richten tot de beide Gemeenschappen en omdat de nationale Regering meester moet blijven van de mededelingen die zij zelf in dat verband doet.

Ik kom nu tot het probleem van de jeugdbescherming. De jeugdbescherming behoort tot de persoonsgebonden aangelegenheden in het kader van de hulpverlening aan personen. Diverse uiteenlopende interpretaties hebben, gedurende vele jaren, de feitelijke communautarisering hiervan verhinderd. Het wetsontwerp dat wij thans bespreken, strekt ertoe ter zake enige duidelijkheid te brengen. De Gemeenschappen worden bevoegd voor de jeugdbescherming met inbegrip van de sociale en de gerechtelijke bescherming, behoudens enkele uitzonderingen die limita-

tief moeten worden geïnterpreteerd. De Regering volgt daarbij de filosofie vervat in het arrest van het Arbitragehof en kent daarbij de bevoegdheid om de materiële bevoegdheid van de jeugdrechtbanken te wijzigen toe aan de Gemeenschappen.

Het bepalen van de territoriale bevoegdheid van de jeugdrechtbanken blijft evenwel nationaal alsook de organisatie van de rechtspleging voor de jeugdrechter. Uit de rechtspraak van het Arbitragehof blijkt tevens dat de Gemeenschappen nooit een rechtbank kunnen oprichten, maar dat zij wel bevoegd zijn om bepaalde taken aan de door de nationale Staat ingestelde hoven en rechtbanken bijkomend toe te vertrouwen indien zij daarvoor speciaal zijn gemachtigd. Dat laatste wordt voorzien in artikel 2 van dit wetsontwerp.

Hoewel de jeugdbescherming ongetwijfeld in de eerste plaats een vorm is van hulp- en bijstandsverlening — wat Mevrouw Vogels en Mevrouw Merckx ter zake inhoudelijk hebben gezegd kan ik bijtreden — moeten er toch een aantal dwangmaatregelen kunnen worden genomen niet alleen voor de jeugdbescherming maar ook voor de bescherming van de samenleving. De Regering heeft daarom eenvormige regels willen behouden voor de gerechtelijke beschermingsmaatregelen die ten aanzien van de delinquentie minderjarigen worden genomen. Het is die eenvormigheid die wij benadrukken, dit in tegenspraak met wat de heren De Decker en De Groot op dat vlak hebben laten verstaan.

De Regering heeft hetzelfde gedaan voor de regels van de strafprocedure en de bepalingen die betrekking hebben op de bevolking. De Gemeenschappen zullen bevoegd zijn voor het geheel van zowel particuliere als openbare structuren die instaan voor de omkadering van de maatregelen inzake jeugdbescherming.

Ingevolge amendering van het wetsontwerp in de commissie zal het mogelijk zijn voor de Gemeenschappen bij decreet aan de magistraten de nodige middelen ter beschikking te stellen om in dringende gevallen op te treden ten aanzien van kinderen in gevaar.

Wat de opgave van maatregelen betreft die kunnen worden genomen ten aanzien van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd blijft de nationale wetgever bevoegd doch dit moet limitatief worden geïnterpreteerd. Ook de ontzetting uit de ouderlijke macht en het toezicht op de gezinsbijslag of andere sociale uitkeringen blijven nationale materie.

De Regering heeft niet het voorstel van tekst van de Raad van State overgenomen dat tot doel heeft het optreden van de Gemeenschappen in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad mogelijk te maken — hierover werd gesproken door de heren Lagasse en De Groot — om reden dat indien dit vraagstuk wel in het thans besproken wetsontwerp zou worden geregeld, het moeilijker zou worden die bevoegdheid toe te wijzen aan de verenigde vergadering die door het wetsontwerp op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zou worden ingesteld. De Regering wenst evenwel te beklemtonen dat zij zich niet verzet tegen de interpretatie van de Raad van State. Tussen de Gemeenschapsexecutieven en de nationale overheid zal tevens overleg worden gepleegd met betrekking tot de opgave en de opvolging van de maatregelen die kunnen worden genomen ten aanzien van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd.

Ik bevestig wat Mevrouw Merckx heeft gezegd, met name dat door een amendering de Gemeenschappen ook zullen bevoegd zijn voor de sociale hulpverlening aan ex-gedetincerden met het oog op hun sociale reïntegratie.

De heer De Groot heeft in zijn toespraak een aantal amende-

menten onmiddellijk verdedigd. Hij heeft een nieuwe tekst opgesteld in het kader van een globale bijkomende benadering. Deze tekst gaat minder ver dan het voorliggend ontwerp en gaat ook in tegen de uitdrukkelijke bedoeling van de Regering in de zin van de Gemeenschappen niet alleen bevoegd te maken voor de sociale begeleiding, maar ook in het kader van de gerechtelijke bescherming aan de Gemeenschappen bevoegdheden toe te kennen, zoals het Arbitragehof trouwens op dat vlak heeft naar voren gebracht.

Wij zijn het niet eens met het amendement van de heer De Groot waarbij hij de Gemeenschappen de materiële bevoegdheid die betrekking heeft op de persoon wil onthouden. Wij kunnen dit niet goedkeuren omdat het de uitdrukkelijke bedoeling van de Regering is de Gemeenschappen naast de nationale overheid bevoegd te maken om de materiële bevoegdheid van de jeugdrechtbanken te wijzigen.

Naar de inhoud en het beleid toe meen ik dat ik hiermee reeds een groot deel van de vragen van Mevrouw Vogels heb beantwoord. Ik ben het met haar benadering eens dat we het niet alleen moeten hebben over de federalisering van die bevoegdheden, maar dat wij ook aandacht moeten hebben voor het inhoudelijke van het beleid. In haar uiteenzetting heeft Mevrouw Merckx duidelijk een aantal interessante suggesties gedaan in verband met de relatie bevoegdheid en inhoud van het beleid. Zij heeft terecht aangetoond dat jeugdbescherming zeker en vast eerder een zaak is van welzijn dan van repressie. In antwoord op de specifieke vragen van Mevrouw Vogels kan ik stellen dat de Gemeenschappen bij decreet ook bevoegd zijn om dwingende maatregelen van gerechtelijke bescherming op te leggen die onontbeerlijk blijken ten opzichte van in gevaar verkerende minderjarigen. Het is alleszins zo dat men dwingende maatregelen kan bepalen die de rechtbank moet opleggen.

Mevrouw Vogels en de heer Simons hebben een amendement nummer 70 ingediend in verband met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Ik meen hierop geantwoord te hebben.

Gezien de heer Annemans niet meer aanwezig is, ga ik niet meer antwoorden op de door hem gestelde vragen.

Een groot deel van de uiteenzetting van de heer De Decker hoorde wellicht meer in de algemene bespreking van deze voormiddag thuis. Ik kan alleen stellen dat België door dit ontwerp steeds meer een federale Staat is gaan worden. Het is geen eenvoudige structuur. Voordien was België zeker ook in de praktijk al geen eenvoudige structuur. Het moet een groeiproces van structuren zijn. Een federale Staat moet de mogelijkheid vormen om met een federalistische ingesteldheid opnieuw te gaan verenigen wat in een unitaire Staat misschien meer aan het uiteengroeien was. Wij nemen dus aan dat dit een poging is om te verenigen in de plaats van te splitsen. Wij hebben tegelijkertijd aandacht besteed aan de Economische Monetaire Unie en aan het centraal houden van een aantal essentiële bevoegdheden.

Tegelijkertijd hebben wij willen voorkomen dat de autonomie van de deelgebieden die een totaal andere structuur wensen of een ander inzicht hebben in het beleid, daarin zouden gefnuikt worden. Daarom precies hebben wij een evenwichtig ontwerp ingediend. (*Applaus bij de meerderheid*)

**M. le Président.** — Nous réservons les amendements et articles 1er, 2, 2bis.

De amendementen en de artikelen 1, 2 en 2bis worden aangehouden.

## ORDRE DES TRAVAUX REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

Chers collègues, nous allons interrompre ici nos travaux. Plusieurs d'entre vous m'ont interrogé sur la suite des travaux pour ce soir. Nous reprendrons donc à 20 heures sur les compétences régionales en commençant par l'environnement, l'aménagement du territoire et les eaux, sujet pour lequel trois orateurs sont inscrits. Nous entamerons aux environs de 21 heures les problèmes de l'économie et de l'énergie pour lesquels cinq orateurs sont inscrits. Vers 22.30 heures, j'espère entamer les problèmes liés à l'infrastructure où sept orateurs sont inscrits. Nous pourrions ainsi en terminer avant la fin de la soirée.

En ce qui concerne l'ordre des travaux de la semaine prochaine, nous avons décidé en Conférence des Présidents, il y a deux semaines, de nous réunir mercredi, jeudi et vendredi prochains.

**M. Bertouille.** — Pour autant, Monsieur le Président, que l'on ait terminé en Commission de l'Intérieur !

**M. le Président.** — On ne peut pas commencer si les délais ne sont pas respectés.

Nous commencerons à parler du budget de la Justice qui nous vient du Sénat. Ensuite viendront diverses conventions internationales et le projet de loi concernant les communes à facilités, si le projet a été adopté en commission bien évidemment.

**M. Bertouille.** — Il a bien été convenu, Monsieur le Président, que la commission pourra faire son travail correctement ?

**M. le Président.** — La commission doit faire son travail correctement mais en séance plénière il y a pour cela prévu trois jours dans le projet d'ordre des travaux issu de la Conférence des Présidents dont je viens de parler, et qui sera envoyé ce soir à tous les membres.

Il n'y a pas d'observations à ce sujet ? (*Non*)

*La séance est levée.*

*De vergadering is gesloten.*

— *La séance est levée à 19 h. 10.*

— *De vergadering wordt om 19 u. 10 gesloten.*

